

CIHEAM

THÈSE / THESIS

requis pour l'obtention du diplôme de
submitted for the Degree of

MASTER OF SCIENCE

Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier

Analyse statistique et cartographique
du secteur de l'élevage en Albanie
depuis 1990

Roland Marku

Série « Master of Science » n. 160

2018



CIHEAM
IAM MONTPELLIER

Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes
International Center for Advanced Mediterranean Agronomic Studies

Le Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes

Créé en 1962 sous l'égide du Conseil de l'Europe et de l'OCDE, le CIHEAM est une organisation inter-gouvernementale qui réunit aujourd'hui treize Etats membres du bassin méditerranéen : Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie, Turquie.

Le CIHEAM se structure autour de quatre instituts agronomiques méditerranéens (IAM), localisés à Bari (Italie), à Chania (Grèce), à Montpellier (France) et à Saragosse (Espagne), et d'un secrétariat général situé à Paris (France). Les instituts dispensent des enseignements post-universitaires de niveau Master of Science.

Le CIHEAM anime des réseaux de recherche en Méditerranée, favorise l'organisation d'enseignements spécialisés dans les pays membres, tient des séminaires et colloques rassemblant des techniciens et scientifiques spécialistes des questions agricoles de la région.

Au travers de ses activités, le Centre favorise le dialogue Nord/Sud et la coopération internationale pour le développement de l'agriculture dans la région méditerranéenne.

The International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies

Founded in 1962 under the auspices of the Council of Europe and the OECD, the CIHEAM is an intergovernmental organization composed of thirteen member states: Albania, Algeria, Egypt, France, Greece, Italy, Lebanon, Malta, Morocco, Portugal, Spain, Tunisia, Turkey.

The CIHEAM is made up of four Mediterranean Agronomic Institutes (MAI) located in Bari (Italy), Chania (Greece), Montpellier (France) and Zaragoza (Spain), and a General Secretariat in Paris (France). The institutes provide post-graduate education at the Master of Science level.

The CIHEAM animates Mediterranean research networks, promotes the organization of specialized education cycles in member countries, holds seminars and workshops bringing together technicians and scientists specialized in Mediterranean agriculture.

Through these activities, the CIHEAM promotes North/South dialogue and international cooperation for agricultural development in the Mediterranean region.

**Analyse statistique et cartographique
du secteur de l'élevage en Albanie
depuis 1990**

Roland Marku

Série « Master of Science » n. 160

2018

Série « Master of Science »

Ce Master est le numéro 160 de la série *Master of Science* de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier.

Cette collection réunit les Masters of Science du CIHEAM-IAMM ayant obtenu la mention « Publication », ainsi que les travaux doctoraux réalisés dans le cadre des activités scientifiques et pédagogiques de l'Institut et de ses enseignants chercheurs.

Le *Master of Science* du Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes : **Analyse statistique et cartographique du secteur de l'élevage en Albanie depuis 1990.**

a été soutenu par **Roland Marku** le 6 octobre 2017 devant le jury suivant :

M. Pascal CHEVALIER, Professeur, Université Montpellier 3	Président
Mme Hélène ILBERT, Enseignant-chercheur, CIHEAM-IAMM.....	Membre
M. Fatmir GURI, Enseignant-chercheur, Université Agricole de Tirana.....	Membre
M. François LERIN, Enseignant-chercheur, CIHEAM-IAMM	Membre

Le travail de recherche a été encadré par **M. François Lerin**

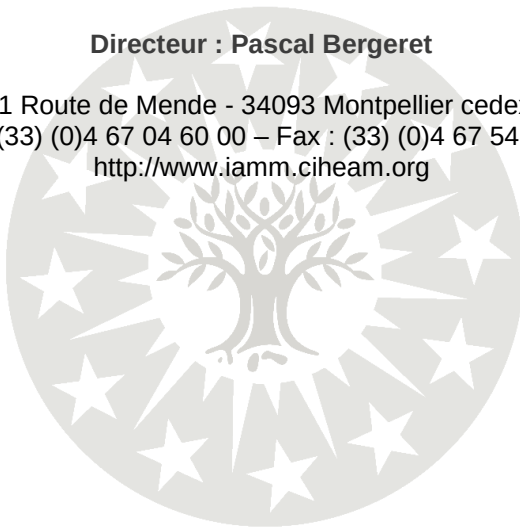
L'Institut Agronomique Méditerranéen n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse.

CIHEAM-IAMM

Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier

Directeur : Pascal Bergeret

3191 Route de Mende - 34093 Montpellier cedex 05
Tél. : (33) (0)4 67 04 60 00 – Fax : (33) (0)4 67 54 25 27
<http://www.iamm.ciheam.org>



Pour citer cet ouvrage :

Marku R. (2018). *Analyse statistique et cartographique du secteur de l'élevage en Albanie depuis 1990*. Montpellier (France) : CIHEAM-IAMM. 76 p. (Master of Science, n. 160).

ISBN: 978-2-85352-584-8; ISSN : 0989-473X

Résumé

L'agriculture albanaise joue un rôle fondamental en termes économique (23% du PIB), social (environ 41% de la population active travaille dans le secteur agricole) et de gestion du territoire. La privatisation massive et rapide au cours de la chute du communisme à la fin de l'année 1991 a transformé les grands domaines collectifs en micro-exploitations. Aujourd'hui, on compte environ 350 000 micro-exploitations parmi lesquelles 86% exercent de la polyculture-élevage. Le secteur de l'élevage, pour la plupart basé sur des systèmes pastoraux, offre plus que la moitié de la valeur de la production agricole. Cette particularité nous a amené à étudier la structure du secteur agricole avec un focus sur le secteur de l'élevage sur une longue période (1990-2016). En effet, le poids réel de l'agriculture et de l'élevage fait souvent l'objet d'un débat, tant au niveau local qu'au niveau national. L'une des principales raisons, entre autres, de la faible fiabilité des chiffres est la manière dont ils sont collectés et agrégés. Ce mémoire présente donc une analyse, dans un premier temps, du fonctionnement de l'appareil statistique albanais, et dans un deuxième temps, l'analyse des indicateurs macro-socio-économiques agricoles, particulièrement pour le secteur de l'élevage.

Mots clés auteur

Albanie, élevage, agriculture, fermes, micro-exploitations, indicateurs statistiques, indicateurs macro-économiques, production animale, commerce, lait, viande, produits agricoles.

Title: *Statistical and cartographic analysis of the Albanian livestock sector since 1990*

Abstract

Albanian agriculture plays a fundamental role in the national economy (23% of the GDP), local society (approximately 41% of the population works in the farming sector) and territorial management. The massive and rapid privatization observed during the fall of the communist regime at the end of 1991 transformed the big collective holdings into micro-farms. Today, there are around 350,000 micro-farms, 86% of which represent mixed crop-livestock practices. Primarily based on pastoral systems, the livestock sector generates more than half of the agricultural production value. This particularity encouraged us to study the structure of the farming sector by focusing on the livestock sector over a long period (1990 to 2016). The real weight of agriculture and livestock is often the subject of debate, both at local and national levels. One of the main reasons for the poor reliability of figures is the way they are collected and aggregated. This master's thesis initially presents an analysis of how the Albanian statistical apparatus works, followed by an analysis of the agricultural macro-socioeconomic indicators, in particular for the livestock sector.

Author keywords

Albania, livestock, agriculture, farms, micro-farms, statistical indicators, macro-economic indicators, animal production, trade, milk, meat, farm products.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier chaleureusement François Lerin, enseignant-chercheur à l'IAMM, et Claire Bernard, chargée d'études à l'IAMM, pour tout le soutien, l'encadrement et le suivi qu'ils m'ont apportés tout au long de la réalisation de ce travail. Merci de m'avoir encouragé sans cesse et de m'avoir guidé précisément dans ma réflexion.

Je remercie aussi vivement, Madame Hélène Ilbert, enseignant-chercheur à IAMM, pour avoir accepté de présider le jury. Merci également à Monsieur Pascal Chevalier, directeur du département de géographie/aménagement à l'Université Montpellier 3 et à Monsieur Fatmir Guri, enseignant-chercheur à l'Université Agricole de Tirana.

Je tiens, par ailleurs, à remercier Alice Garnier, Florine Casbonne et Wided Khechimi qui m'ont aidé pour les corrections et la finalisation de ce travail. Virginie Avignon, assistante à l'IAMM, pour sa disponibilité.

Merci à mes parents, mes frères et ma sœur qui m'ont toujours soutenu.

J'adresse mes plus sincères remerciements à ma fiancée pour sa confiance et son soutien maximal.

Mes pensées vont également à tout le personnel de l'IAMM, qui a rendu ces années d'études en France aussi agréables.

Enfin, à tous ceux qui m'ont aidé de près ou de loin dans la réalisation de ce travail.

Sigles

CIHEAM : Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes

FAO : Food and Agriculture Organization of the United Nations (Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture)

IAMM : Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier

INSTAT : Instituti i Statistikave të Shqipërisë (Institut albanais de la statistique)

IPA ou IAP : Instrument d'aide de pré-adhésion

IPARD : Instrument for Pre-Accession Assistance in Rural Development (Instrument de pré-adhésion pour le développement rural)

MBZHRAU : Ministria e Bujqësisë, Zhvillimit Rural dhe Administrimit të Ujërave (en albanais)

MARDWA: Ministry of Agriculture, Rural Development and Water Administration

MADRGE : Ministère de l'agriculture, du développement rural et de la gestion de l'eau

PIB (GDP) : Produit intérieur brut

PSA : Processus de stabilisation et d'association

RGA : Recensement Générale Agricole

SSAA : Stratégie de secteur agricole et alimentation

SIADR : Stratégie intersectorielle de l'agriculture et du développement rural

SIDR : Stratégie intersectorielle du développement rural

SNDRA : Stratégie nationale de développement rural de l'Albanie

UE : Union Européenne

Ministria e Ekonomise : Ministère de l'Economie

Drejtoria e Statistikës : Département des Statistiques

ALL : lekë, monnaie albanaise (1,00 ALL = 0,0072 EUR)

€ : Euro (1,00 EUR = 137ALL)

Sommaire

Introduction	5
Contexte, objectifs de l'étude et méthode.....	7
I – La commande.....	7
II – Problématique et objectifs	7
III – Méthode appliquée et supports de travail	9
1. Enquête de terrain.....	9
2. Construction de la base de données « personnelle »	9
Partie I : Le fonctionnement de l'appareil statistique albanais : le secteur de l'agriculture et de l'élevage (1990-2016).....	13
I. Evolution des institutions responsables, de la construction de la base de donnée agricole en Albanie depuis 1990 à nos jours	13
II. Sources et méthodologies d'élaboration de la base de données agricole en Albanie	16
1. Les différentes sources utilisées pour constituer la base de données	16
A. Les recensements agricoles : des données peu actualisées	17
B. Enquêtes non exhaustives sur l'agriculture et l'élevage : évolution des types d'enquêtes et des bases de sondage depuis 1990	17
C. Les données administratives : une source inchangée sur la période 1990-2016.....	22
III – Conclusion de la première partie.....	25
Partie II : Analyse de l'environnement macroéconomique et social du pays.....	27
I. Richesse et croissance dans la période de transition et post-transition	27
1. 1990-2000, une forte période de transition.....	28
2. 2001-2016, la période post-transition.....	30
Partie III : L'agriculture et son rôle dans l'économie.....	32
I. L'agriculture albanaise : un cas atypique en Europe.....	32
1. PIB agricole : un secteur à croissance importante depuis 1990	32
2. La structure de l'emploi et la productivité du travail en agriculture	33
3. L'évolution de la SAU : forte modification durant la période communiste	34
A. Le régime foncier de la période communiste jusqu'à nos jours	34
B. L'occupation de sol : progression inédite de l'artificialisation entre 1938 et 1990	35
4. Caractéristiques des exploitations	36
A. La structure des exploitations agricoles et leurs évolutions (1996 – 2012).....	36
5. La valeur et le rythme de croissance des produits des cultures et de l'élevage (1988 – 2014)	40
6. La répartition des revenus bruts agricoles totaux à l'échelle régionale	41
Partie IV : Analyse des séries du secteur de l'élevage.....	43
I. La dynamique du secteur de l'élevage de 1998 à 2015.....	43
1. L'évolution des ruminants (bovins, ovins, caprins)	43

A. La taille du cheptel	43
B. La production de lait.....	44
C. La production de viande	49
2. L'évolution du secteur du porc et de la volaille	49
A. La taille du cheptel	49
B. La production de viande	50
3. La structure des produits animaux comparée à celle de l'UE	50
II. Le commerce extérieur et le bilan agroalimentaire.....	51
1. La balance commerciale du pays (1996 – 2015)	51
2. Le poids des produits alimentaires dans le commerce extérieur	52
A. Le bilan de la viande : autosuffisance en viande rouge et importateur net en viande blanche	53
B. Le bilan du lait : très autosuffisant.....	55
III. La consommation des produits animaux	56
1. La consommation annuelle pour chaque type de viande	57
2. La consommation annuelle de lait.....	57
Partie V : Résultats et discussions.....	60
Bibliographie.....	64
Annexes	69

Table des Tableaux

Tableau 1 - Les programmes quinquennaux des statistiques officielles depuis 2007	14
Tableau 2 – Sources principales sur les données agricoles en Albanie depuis 1990.	16
Tableau 3 - Définition des unités primaires d'échantillonnages	20
Tableau 4 - La taille des segments	20
Tableau 5 – Les mécanismes de transfert des données de l'échelle communale à l'échelle nationale et les risques qui y sont liés, dans le secteur de l'élevage.	24
Tableau 6 – Evolution des types d'exploitations selon leur taille entre 2003 et 2012	39
Tableau 7 – Consommation brute en kg/tête/an de l'Albanie et certains pays européens en 2013.....	58

Table des Figures

Figure 1 - Les étapes de la sélection de l'échantillon	20
Figure 2 - Processus de fabrication du lait collecté pas les unités de transformation	26
Figure 3 - Variation du volume du PIB (en % par rapport à l'année précédente) et PIB per capita (1989-2016).....	27
Figure 4 - Inflation des prix à la consommation entre 1990 et 2015.....	29
Figure 5 - L'évolution du taux de chômage (en % de la population active)	30
Figure 6 - Variation du volume du PIB Agricole (en % par rapport à l'année précédente).....	32
Figure 7 - Evolution de la structure de l'économie (% du PIB)	33
Figure 8 – Evolution de la structure de l'emploi (2000 – 2015)	33
Figure 9 – Productivité de travail par personne (2000 – 2015).....	34
Figure 10 – L'occupation du sol en Albanie (1938 – 2015).....	36
Figure 11 – Evolution du nombre et de la taille des exploitations (1996 = 100%)	38
Figure 12 – La structure des exploitations selon leur superficie (% du total)	39
Figure 13 – Evolution de la valeur de la production agricole en leks albanais (2000 – 2011).....	40
Figure 14 – Indice de la production brute (2004 – 2006 = 100).....	41
Figure 15 – Evolution du nombre de ruminants d'élevage (1998 = 100).....	44
Figure 16 - Evolution de la production de lait (1998 = 100).....	45
Figure 17 – Evolution de la production de viande bovine et de petits ruminants (1998 = 100).....	49
Figure 18 – Evolution du nombre de porcs et de volailles (1998 = 100)	50
Figure 19 – Evolution de la production de viande de porcs et de volailles (1998 = 100)	50
Figure 20 – La structure de la production de viande et de lait en 2014.....	51
Figure 21 – La commerce extérieur de marchandises de 1996 à 2015 en million US\$	51
Figure 22 – Commerce de marchandises avec les principaux partenaires (en million de US\$, 2015).....	52
Figure 23 – Le bilan du commerce extérieur des produits agroalimentaire de 1996 à 2015 (en million US\$)	53
Figure 24 - Ressources et emplois et le taux d'approvisionnement de la production de viande.....	54
Figure 25 - Le taux d'autosuffisance pour la production de viande rouge et de viande blanche.....	55
Figure 26 - Ressources et emplois et taux d'approvisionnement de la production de lait	56
Figure 27 – Evolution de la consommation de viande	56
Figure 28 – La consommation annuelle de viande rouge et de viande blanche	57
Figure 29 – Evolution de la consommation de lait.....	58
Figure 30 – La structure de la consommation du lait en Albanie, 2011.....	59

Table des Cartes

Carte 1- La taille moyenne de l'exploitation selon la région (2012).....	37
Carte 2 – Le revenu brut de l'agriculture et de l'élevage (2012)	42
Carte 3 - Production et rendement de lait de vache par district albanais (2012).....	46
Carte 4 - Production et rendement de lait de chèvre par district albanais (2012).....	47
Carte 5 - Production et rendement de lait de brebis par district albanais (2012).....	48

Liste des Annexes

Annexe 1 - Les différentes subdivisions administratives de l'Albanie et leurs compétences	69
Annexe 2 - La découpage territorial de l'Albanie avant et après 2014.....	70
Annexe 3 - Carte, les 61 nouvelles unités de gouvernance locale.....	71
Annexe 4 - La schéma de la nouvelle division administrative et territoriale de Dibër	72
Annexe 5 - Liste des sources des données statistiques.....	73
Annexe 6 - Variation du volume du PIB (en % par rapport à l'année précédente) et le PIB per capita (1989-2016).....	1
Annexe 7 – La structure de l'économie de 1990 à 2016 (% du PIB).....	1
Annexe 8 - Inflation des prix à la consommation entre 1990 et 2015.....	1
Annexe 9 - L'évolution du taux de chômage (en % de la population active)	1
Annexe 10 – Les produits animaux (1990 -2015).....	2

Introduction

L'Albanie représente, en ce qui concerne le secteur agricole, une exception en Europe. Il y a certains indicateurs qui expliquent ce cas tout à fait particulier :

- Aujourd'hui, le secteur agricole albanais occupe environ 23 % du PIB (deux fois plus que certains pays des Balkans comme : le Monténégro 10,2%, l'ARYM (Ancienne République Yougoslave de Macédoine) 9,9%, et très loin de la moyenne de l'ensemble de l'UE 1,5%).
- Ce secteur emploie presque la moitié de la population active.
- La taille moyenne d'une exploitation est d'environ 1.2 ha (à titre indicatif, la moyenne de l'UE - 28 est de 16,1 ha).
- Malgré son importance, le solde de la balance commerciale agricole est négatif (avec un rapport de 1 à 4.2). La cause principale est l'impuissance de l'industrie de transformation pour répondre à la concurrence des produits importés depuis l'étranger.

Cette structure générale qui représente les spécificités de l'agriculture albanaise, est un « produit » des dynamiques historiques. Le passage d'un système communiste à un système capitaliste a été drastique pour tous les secteurs économiques. La dé-collectivisation de l'agriculture à travers la loi de la privatisation des coopératives et des fermes d'Etat entre 1991 et 1993 a produit environ 450 000 micro-exploitations et entre 3 et 5 animaux par famille. Aujourd'hui, ce chiffre est approximativement 350 000 et la taille moyenne d'une ferme est de 1,2 ha.

La majorité d'entre elles restent des micro-exploitations, toutefois, un petit nombre d'entre elles ont développé leur capacité productive. En raison de leur très petite taille, la plupart des exploitations (86%) exercent la polyculture – élevage, ce qui indique une agriculture tournée vers l'autoconsommation.

Malgré les conditions difficiles sur lesquelles se développe le secteur de l'élevage (peu de terre et faible technologie), celui-ci produit plus de la moitié de la valeur des produits agricoles depuis la chute du communisme. Il offre également des produits de qualité, qui sont appréciés par le consommateur albanais, mais ces systèmes d'élevage tendent à diminuer à cause de l'exode rural qui touche le pays. D'après les statistiques de la consommation de viande et de lait, on peut considérer que l'Albanie est autosuffisante en viande rouge (bovins, ovins et caprins), en lait et produits laitiers. En revanche, elle représente un taux très élevé de dépendance aux importations en ce qui concerne la viande blanche (porcs et volailles).

Cependant, les indicateurs du secteur agricole, notamment du secteur de l'élevage, doivent être traités avec prudence à cause de leur faible fiabilité. En outre, peu d'indicateurs existent et sont représentatifs sur l'évolution, la tendance, le contexte actuel et la diversité du secteur de l'élevage en Albanie.

Ces éléments nous ont amenés à étudier le secteur agricole avec un focus sur le secteur de l'élevage, notamment :

- (1) La première partie traite du fonctionnement de l'appareil statistique : les institutions chargées de produire des statistiques, le recensement général agricole (RGA), l'enquête à base de sondage (l'enquête aréolaire) et les données « administratives » fournies par les directions régionales de l'agriculture.
- (2) La deuxième partie porte sur le choix et la construction des éléments de description des statistiques macro-socio-économiques (le PIB total et le PIB *par capita*, la structure de l'emploi, le taux de chômage, la productivité de travail par personne, etc.).
- (3) La troisième partie traite de l'évolution du secteur agricole en général (l'occupation du sol, le nombre et la taille des exploitations, la valeur de la production agricole et de l'élevage, etc.).
- (4) La quatrième partie traite de manière détaillée l'évolution du secteur de l'élevage en particulier (l'évolution de la taille du cheptel, la production en viande et en lait, le commerce extérieur, le taux d'autosuffisance de la production de viande et de produits laitiers....)
- (5) La cinquième partie constitue dans un premier temps une analyse critique de l'appareil statistique albanais, puis une analyse de l'évolution socio-économique de l'agriculture, et plus particulièrement du secteur de l'élevage, de 1998 à nos jours.

Ce travail s'inscrit dans la continuité du mémoire publié en Septembre 2016 « *Agriculture et développement rural en Albanie, 1991-2015. Comment construire et analyser des indicateurs sectoriels d'évolution pour évaluer les choix publics ?* », réalisé dans le cadre du master 2 « Gestion Agricole et Territoires » de l'IAMM.

Des difficultés et problèmes identifiés lors de ce mémoire ont été traités dans le cadre de ce *Master of Science*, notamment grâce aux compléments apportés par une enquête de terrain réalisée dans la région de Dibra et basée sur des « dires d'experts ».

Contexte, objectifs de l'étude et méthode

I – La commande

Ce mémoire s'inscrit dans le cadre du projet BiodivBalkans, lancé en mars 2012, qui a pour objectif d'allier protection de la biodiversité et développement rural dans la montagne balkanique. Ce projet est mis en œuvre par MADA (*Mountain Areas Development Agency*) et le CIHEAM-IAM de Montpellier.

Cherchant un mode de gestion durable et de valorisation des ressources naturelles, les acteurs du projet se sont penchés sur la question des appellations d'origine, applicables à certains produits issus de l'exploitation de ces ressources. Dans ce cadre, il a été notamment choisi de créer un signe d'Indication Géographique sur la viande issue d'une race caprine élevée dans le Nord Est de l'Albanie (la Chèvre du Has).

Plus largement, le projet BiodivBalkans (qui touche à sa fin en décembre 2017), a donné lieu à plusieurs études renseignant la question pastorale dans plusieurs régions en Albanie (région du Has, Rrungaja dans la région de Korça, Dukat dans la région de Vlora) ainsi qu'au Kosovo (Massif du Sharr) et en Macédoine (région de Mariovo).

Ces différentes études ont été menées sur le terrain, sur la base d'entretiens auprès d'éleveurs et d'acteurs de ces territoires, mais mettant en œuvre également des analyses paysagères, historiques, ainsi qu'une compréhension fine des pratiques pastorales et d'utilisation des ressources naturelles.

Toutefois, chacune de ces études menées en Albanie a été confrontée au même problème : **une pauvreté, voire une absence des données statistiques** nécessaires la description et à la compréhension de ces territoires (registres d'éleveurs, population, données de production, etc.), et ce même à l'échelle nationale !

L'étude qui suit a donc été commandée d'une part, afin de recenser de manière la plus exhaustive possible les données statistiques existantes en ce qui concerne l'agriculture et en particulier l'élevage, mais également afin de pourvoir pointer les manques et les faiblesses de l'appareil statistique albanais, et émettre quelques recommandations à ce niveau.

Ainsi, l'idée générale de ce mémoire est non seulement de montrer le poids de l'élevage, tant en termes de production, que d'emploi et d'emprise territoriale en Albanie, mais également de servir d'outil nécessaire à la réalisation d'études territorialisées, en offrant une connaissance sur les données existantes et disponibles en Albanie, et les différentes étapes de leur constitution.

II – Problématique et objectifs

L'objectif principal de ce Master of Science était de quantifier et de décrire l'évolution du secteur de l'élevage en Albanie depuis 1990, jusqu'à ce jour.

Etant donné que l'état actuel de l'agriculture est un *produit* des dynamiques historiques, il est indispensable d'étudier au préalable, la période de l'effondrement du système communiste (Cochet, 2006). En l'espace de trois ans, de 1991 à 1993, l'agriculture est passée de totalement collective, à totalement privée (Biba, 2013). Cette transition a été rendue possible par la réforme foncière (loi sur la terre, n°7501, du 31 juillet 1991) caractérisée par un mécanisme radical, rapide et égalitaire (Civici et Lerin, 2001). « *Le résultat de cette réforme a été le passage de 560 grands domaines collectifs d'une moyenne de 1 060 ha, à plus de 465 000 ha de micro exploitations privées d'environ 1.1 ha* » (Biba, 2013).

Depuis cette période, l'évolution de cette structure reste très modeste. Les chiffres de l'année 2013, publiés par L'INSTAT, indiquent une baisse globale des exploitations à 351 605, accompagnée d'une croissance de leur taille à 1.2 ha. Une analyse plus détaillée sur la transformation des types d'exploitations, indique que les exploitations jusqu'à 1 ha diminuent nettement, en faveur des exploitations de plus de 2 ha. De plus, une tendance vers la spécialisation est particulièrement notable en ce qui concerne les filières du lait, des fruits et légumes transformés et du vin. Bien que ce constat soit

encourageant, il est important de noter que 87% des exploitations pratiquent le système de polyculture-élevage, un indicateur représentatif de l'agriculture de subsistance. Enfin, mise à part la question de la taille des exploitations, d'autres phénomènes entrent en jeu. Les acteurs de la chaîne agroalimentaire, notamment ceux des produits animaux, rencontrent des difficultés en fin de cycle : la désorganisation du marché, la concurrence des produits importés, la faiblesse des institutions de financement agricole et d'appui technique, etc. (Biba, 2013).

Une réflexion sur la réorganisation de ces éléments aiderait à mettre en place une approche stratégique pour le développement du secteur de l'élevage, en Albanie. Un projet de recherche-action sur les montagnes albanaises « *BiodivBalkans* » apporte l'hypothèse que la mise en place de labels de valorisation comme l'Indication Géographique, peut être un instrument efficace de développement territorial et de conservation de l'agro-biodiversité (Bernard, 2014). Etant donné que l'élevage est basé sur des systèmes pastoraux, la gestion des ressources naturelles et l'intégration au marché restent cruciaux. Dans ce domaine, il est très important de mettre en avant les pratiques de production liées à l'utilisation des ressources naturelles, tout en comprenant la logique et les contraintes des agriculteurs, en ce qui concerne la production et les problèmes d'accès au marché (Bombaj et al., 2016). L'élevage est en effet très important dans l'agriculture albanaise car il assure plus de la moitié de la production agricole (52 % de la valeur de la production totale agricole) (INSTAT, 2011). L'Albanie produit aujourd'hui la totalité de ses besoins en produits dérivés (lait, produits laitiers, viande rouge, ...) et mène une réflexion stratégique pour l'exportation des surplus de la production. Le secteur permet de produire des produits de qualité, qui sont appréciés du consommateur albanaise, mais dont les systèmes de production sont aujourd'hui sous pression, dans les régions agricoles surexploitées.

Nous avons ainsi dans notre projet trois questions principales :

- I. Est-ce que l'appareil statistique actuel permet une analyse fiable du secteur agricole en Albanie ?
- II. Comment passe-t-on des bases de données à un raisonnement stratégique sur le secteur de l'élevage albanaise ?
- III. Serait-il possible de s'appuyer sur ces statistiques pour aider la prise de décisions des politiques et trouver des stratégies de développement du secteur ?

Ces questions reposent sur les hypothèses qui suivent :

- Hypothèse 1 : malgré les failles, le système mis en place permet de construire des bases de données fiables.
- Hypothèse 2 : l'appareil statistique ne reflète pas la réalité observée sur le terrain.

Afin de répondre à ces questions, nous avons d'abord commencé à analyser le fonctionnement du système de collecte des données statistiques concernant l'agriculture, avec un focus sur l'élevage et les produits de l'élevage. Le but de cette étape de travail était de comprendre comment toutes les données produites par l'INSTAT/MADRGE¹ sont collectées, traitées et mises à disposition. Il s'agit d'une étude précise de la méthodologie de construction des données de l'élevage. Cette analyse s'est basée sur une recherche documentaire qui a été consolidée par une enquête de terrain dans la région de Dibra, dans le nord-est de l'Albanie. Cette étude approfondie du système de collecte du MADRGE et les données « administratives » produites au niveau des régions de données, nous permet d'évaluer la fiabilité des données à travers : i) l'identification des problèmes méthodologiques en ce qui concerne l'échantillon de l'enquête du MADRGE, ii) les problèmes d'agrégation de données « administratives » de l'échelle de l'exploitation agricole à l'échelle nationale.

Dans la deuxième partie de ce travail, nous avons construit des séries statistiques quantitatives pour la période 1991(depuis la chute du communisme), jusqu'à nos jours. Pour ce faire, nous avons commencé par une étude macro socio-économique du pays à travers l'analyse du PIB, de l'inflation et du taux de chômage. Cette étape permet de dresser un état des lieux du contexte d'évolution socio-économique en Albanie.

Ensuite, nous avons réalisé une analyse statistique et cartographique du secteur agricole avec un focus sur le secteur de l'élevage.

¹ Institut des statistiques Albanaise et le Ministère de l'agriculture, l'alimentation et la protection des consommateurs

Dans la partie qui suit, nous allons donc décrire en détail les étapes du travail de construction des séries statistiques pendant la période 1990 – 2016.

III – Méthode appliquée et supports de travail

1. Enquête de terrain

Cette enquête a été réalisée en janvier 2017, grâce à la contribution du programme ERASMUS+, dans la région de Dibra, située dans le Nord-Est.

L'objectif de l'enquête est de comprendre les mécanismes de collecte de données (échantillonnages, système d'agrégation, etc.), leur robustesse et leur fiabilité, et éventuellement identifier l'exagération et la perte de données.

L'enquête s'est basée sur des rencontres avec différents acteurs institutionnels, qui travaillent sur la thématique :

- au niveau local, à savoir ; i) les vétérinaires publics/privées, ii) les experts techniques, chargés de recueillir des données au niveau des communes de la région de Dibra, iii) l'équipe de la direction des statistiques agricole de la Direction Régionale de l'Agriculture de Dibra, iv) le chef de service vétérinaire de la municipalité du Peshkopi, une municipalité de la région de Dibra.
- au niveau national : deux spécialistes de la Direction des statistiques et des politiques agricoles à la MADRGE et la Direction des Statistiques Agricoles et Environnementales à l'INSTAT.

Dans un souci de vérification et de contrôle qualité, des enquêtes complémentaires ont été réalisées avec des éleveurs de la région de Dibra. Cela a permis d'avoir une idée sur le déroulement des enquêtes, le type de questions posées, la fréquence des enquêtes, etc.

2. Construction de la base de données « personnelle »

Notre travail sur les statistiques comporte trois phases, ces trois phases sont les suivantes :

- i. La construction d'une base de données personnelle par extraction et compilation des bases de données publiques disponibles.
- ii. Le choix, la création de séries, ainsi que la combinaison de la description de la situation macro du secteur agricole et rural, avec l'évolution du secteur de l'élevage et du commerce extérieur.
- iii. La « mise en graphiques et figures » de ces séries et leur analyse par un travail de statistiques descriptives (tendances, périodisations, comparaisons).

Nous allons maintenant détailler ce travail long et minutieux.

- *Construction de la base de données « personnelle »*

La base de données « personnelle » a été alimentée à travers plusieurs sources de données (cf. annexe 1) selon la disponibilité, l'accès à ces données et la période couverte par ces données.

Parmi les sources de données :

Pour la plupart des indicateurs du secteur de l'élevage, nous avons utilisé les données fournies par l'INSTAT et la MADRGE.

Pour l'analyse macro-économique, nous avons utilisé les bases de données de :

- Banque Mondiale ; (<http://databank.banquemondiale.org/data/>)

- Banque de l'Albanie ; (<https://www.bankofalbania.org/>)
- INSTAT ; Institut national de statistique en Albanie (<http://www.instat.gov.al/>)
- Comtrade ; (<http://comtrade.un.org/>)
- Fao stat ; (http://faostat3.fao.org/browse/Q/*/F)
- Fao ; (<http://www.fao.org/statistics/fr/>)
- Eurostat ; (<http://ec.europa.eu/eurostat>).

Enfin, nous nous sommes basés sur les études disponibles dans le centre de documentation de l'IAMM, à savoir les publications scientifiques et les thèses autour de l'agriculture en Albanie, de même que des annuaires statistiques, notamment l'Annuaire statistique de l'agriculture, l'élevage et l'agro-industrie publié en 2011 par le Ministère en charge de l'agriculture (MADRGE, 2011).

La principale difficulté que nous avons rencontrée dans ce travail est le fait que les différentes institutions citées ci-dessus utilisent des méthodes de calcul et des formules différentes pour les mêmes indicateurs. Cela rend impossible le fait d'avoir des séries longues, pour le même indicateur, à travers des données provenant de différentes sources.

Compiler des données provenant d'organismes différents devenait alors dangereux et risquait d'aboutir à des aberrations. C'est pourquoi nous avons décidé dans ce travail, de n'utiliser les données provenant que d'un seul organisme, pour un indicateur donné. Les choix se sont généralement portés vers l'organisme fournissant le plus de données, pour un indicateur donné.

Le travail de comparaison et de sélection des données est une tâche laborieuse. Non seulement celles-ci ne sont pas fournies par un seul organisme de référence (nous avons fait le choix de collecter un maximum de données, donc de chercher dans toutes les bases de données disponibles), mais il y a également de nombreuses données manquantes, ce qui ne facilite pas l'élaboration de séries complètes pour tout type d'indicateurs.

- *Choix et construction des séries*

Une fois la base de données « personnelle » constituée, il s'agissait de choisir parmi les données disponibles, celles qui étaient les plus pertinentes pour l'étude.

Trois types de séries ont été utilisés pour présenter l'agriculture albanaise et son évolution depuis la chute du communisme :

- i. Des séries présentant les évolutions macro-économiques et macro-sociologiques de l'économie albanaise :
 - PIB global « *Le PIB au prix des acheteurs est la somme de la valeur ajoutée brute de tous les producteurs résidents d'une économie plus toutes taxes sur les produits et moins les subventions non incluses dans la valeur des produits* » (Banque Mondiale, 2016)
 - Taux de chômage « *Le chômage fait référence à la part de la population active qui est sans emploi mais qui est disponible et à la recherche d'un emploi* » (Banque Mondiale, 2016)
 - Inflation, prix à la consommation « *L'inflation telle que mesurée par l'indice des prix à la consommation reflète les variations du coût d'un panier de biens et services acheté par le consommateur moyen* » (Banque Mondiale, 2016)
- ii. Des séries décrivant l'agriculture en Albanie :
 - PIB agricole « *L'agriculture comprend la foresterie, la chasse, la pêche ainsi que les cultures et la production animale. La valeur ajoutée est la production nette d'un secteur après avoir additionné tous les sortants et soustrait tous les entrants intermédiaires* » (Banque Mondiale,

2016). Au niveau de la part dans l'économie albanaise, l'agriculture occupe la troisième place, derrière les secteurs du service et de l'industrie.

- Production agricole et d'élevage, nombre d'exploitations, taille des exploitations, occupation des sols, etc.

iii. Des séries décrivant la structure et l'évolution de l'élevage :

- Production animale : « *Ensemble des techniques relatives à l'élevage des animaux et dont sont issus divers produits propres à la consommation* » (<http://www.thesaurus.gouv.qc.ca/tag/terme.do?id=10073>). Nous présentons ce domaine en détail pour deux raisons : premièrement, parce que ce secteur assure plus de la moitié dans le PIB Agricole ; deuxièmement, c'est un secteur prometteur pour mes futurs travaux de recherches.
- La taille de cheptel : « *En général, le cheptel désigne l'ensemble des animaux d'élevage d'une exploitation agricole, ou plus largement d'une région ou d'un pays* » (<https://fr.wikipedia.org/wiki/Cheptel>)
- La production de lait : le calcul de cet indicateur est fait sur le nombre moyen des animaux qui résulte du mouvement du troupeau multiplié par le rendement moyen par tête (INSTAT, 2017)
- Production de viande : le mouvement du troupeau multiplié par le poids moyen par tête abattue (INSTAT, 2017)
- Ressources et emplois du secteur de l'élevage : Le bilan des produits animaux. Ressources (Production + Importation + Stocks au début) = Emplois (Disponibilité intérieure + Exportation + Stocks finaux).
- Le taux d'autosuffisance : Elle exprime l'importance de la production, par rapport à la consommation intérieure. Le TAS se définit comme suit :
$$TAS = \frac{\text{Importations}}{\text{Production} + \text{Importations} - \text{Exportations}} * 100 \text{ (FAO STAT)}$$
- La consommation des produits animaux : La consommation par habitant, il s'agit d'un calcul de consommation apparente : **La consommation apparente de la viande** = (production + imports + variation de stock – exports – traitement – autre utilisation) / population. **La consommation apparente du lait exclu beurre** = (production + imports + variation de stock – exports – alimentation pour animaux – pertes – traitement – autre utilisation) / population.

iv. Les données du commerce extérieur : importations et exportations.

- *La mise sous graphes et figures et l'analyse des séries*

Cette partie est en lien, avec la précédente et dépend des premiers traitements de données, à laquelle nous avons ajouté ou supprimé des séries et où nous avons croisé certaines séries avec d'autres, pour voir si ce croisement nous donnait des indications sur les raisons ou la nature des évolutions que nous avons constatées.

Nous avons ici effectué un travail minutieux de traitement de ces séries pour :

- (a) Trouver la forme graphique la plus « parlante » pour présenter le secteur et ses évolutions. Nous n'avons donc pas appliqué une seule forme de représentation à toutes les données, mais cherché les formes les plus utiles, pour illustrer notre travail de description et d'analyse.

- (b) Nous avons appliqué ensuite des techniques (relativement simples) de « statistiques descriptives », essentiellement pour montrer les tendances sur la période moyenne que nous avons choisie et tenter pour chaque série, une périodisation de ces évolutions.
- (c) Pour l'analyse des graphiques et figures, nous avons choisi des modèles qui permettent de décrire la structure et les tendances longues, mais aussi pour expliquer les différentes périodes, et enfin expliquer les « anomalies » dans les courbes (chute brutale ou hausse brutale pour une année, qui sont souvent liés à des événements particuliers mais aussi parfois à des erreurs statistiques ou à des changements de méthode de collecte des données ou de définition des objets).

Dans la première partie de ce travail, nous avons analysé et étudié le fonctionnement de l'appareil statistique en Albanie :

- comprendre la méthode de construction des indicateurs,
- évaluer leur niveau de fiabilité,
- faire l'inventaire des indicateurs disponibles.

Cette étape a permis de préparer l'étape suivante à savoir, l'identification d'un certain nombre d'indicateurs « disponibles » sur de longues périodes.

Partie I :

Le fonctionnement de l'appareil statistique albanais : le secteur de l'agriculture et de l'élevage (1990-2016)

Nous avons commencé, dans un premier temps, à étudier les méthodologies appliquées par les institutions, qui produisent des données statistiques, à partir de leurs guides méthodologiques publiés dans les sites internet. Ce travail a été consolidé par la lecture d'articles et d'analyses que nous citons dans cette partie.

L'enquête à « dires d'experts » réalisée dans la région d'étude a permis de rapporter la réalité du terrain notamment à un niveau local.

Les questions auxquelles cette partie répond sont les suivantes :

Comment les données statistiques concernant l'agriculture et l'élevage sont-elles collectées ? Par qui ? Quelle méthodologie ? Y a-t-il eu un changement de méthodologie de 1990 à aujourd'hui ? Comment, à chaque étape, ces données sont collectées, intégrées, puis traitées ?

I. Evolution des institutions responsables, de la construction de la base de données agricole en Albanie depuis 1990 à nos jours

La collecte, le traitement et la publication des données statistiques sont effectués sous l'autorité de l'Institut des statistiques en Albanie (INSTAT) crée en 1993 et d'autres agences statistiques. Ces dernières produisent les données sous le contrôle de l'INSTAT qui surveille la méthodologie utilisée.

Aujourd'hui, le cadre juridique qui cadre l'établissement des statistiques, est la loi N° 9180, du 05.02.2004 « *sur les statistiques officielles* ». Cette loi prévoit la compilation d'un programme quinquennal, pour orienter la qualité des données vers les normes *de l'acquis communautaire*, dans une perspective d'adhésion de l'Albanie à l'UE.

Depuis 2007, l'Albanie a mis en place trois programmes quinquennaux visant à normaliser la collecte et le traitement des données statistiques, qui ont été mis en œuvre par l'INSTAT (tableau 1).

Le principal problème en ce qui concerne le secteur agricole reste sans doute l'échec de l'établissement du Recensement Général Agricole (RGA). Celui-ci, comme nous allons le voir en détail, est l'enquête nécessaire à l'élaboration de nouvelles méthodologies et à l'amélioration de la qualité des statistiques.

Tableau 1 - Les programmes quinquennaux des statistiques officielles depuis 2007

Le programme	2007 – 2011	2012 – 2016	2017 – 2021 (en cours)
Les objectifs	Pendant cette période les agences statistiques (MADRGE + MMPAU) avaient la responsabilité d'établir des statistiques agricoles définies par le programme : 1. La réalisation du RGA. 2. La réalisation d'enquêtes périodiques sur la structure des exploitations. 3. L'amélioration des indicateurs statistiques conformément à l'EUROSTAT.	1. La centralisation de la production des données statistiques au niveau de l'INSTAT, qui devient désormais le seul responsable de cette activité. 2. La réalisation du RGA. 3. L'élaboration d'une enquête sur la structure de l'exploitation et de sa dimension économique. 4. La création d'un index des prix des produits agricoles, à travers des enquêtes. 5. Une enquête sur l'élevage, les produits laitiers selon la méthodologie européenne.	1. L'harmonisation des méthodes de travail avec celles de l'UE dans le secteur agricole et élevage. 2. La collecte des données du secteur de l'élevage (nombre des têtes, la production de viande et des Œufs) en pleine conformité avec la méthodologie de l'Eurostat et le « (RÈGLEMENT (CE) No 1165/2008 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 19 novembre 2008) ». 2. La mise en œuvre de la directive 69/16/CE concernant des enquêtes sur la production de lait et produits laitiers. 3. L'élaboration des indicateurs économiques agricoles conformément aux normes européennes
Les résultats (2007-2016) Les résultats attendus (2017-2021)	1. La non-réalisation du RGA pour des raisons financières et de ressources humaines. Cette enquête exhaustive est reportée pour pouvoir réaliser le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2012) <i>(Le premier et le dernier RGA, depuis 1991, a été réalisé en 1998, un autre a été effectué en 2011 mais n'a pas été publié).</i>	1. Deuxième échec de la réalisation du RGA. 2. Approximation des statistiques agricoles (production des cultures et de l'élevage) basées sur la méthodologie de l'UE 3. Mise en place d'enquêtes mensuelles auprès des abattoirs. 4. Mise en place de compte économique agricole trimestriel et annuel. 5. Mise en place d'une enquête mensuelle sur les prix des produits agricoles. 6. Mise en place d'une enquête sur les prix des inputs agricoles.	1. L'élaboration de tous les indicateurs de l'agriculture et de l'élevage en appliquant la méthodologie de l'UE afin de : a) donner un poids plus réaliste du secteur agricole en économie b) simuler l'impact plus efficace des politiques agricoles.

Source : Elaboration personnelle à partir des programmes quinquennaux (2007 – 2021)

A. De 1990 à 2012

Pendant cette période, le Ministère de l'Agriculture, Développement Rural et Gestion de l'Eau (MADRGE) était l'organisme en charge des statistiques de référence et a été responsable de la production des données sur l'agriculture, la sylviculture et la pêche. Le ministère a documenté et organisé tous les indicateurs agricoles dans un recueil nommé « l'Annuaire Statistique ».

Dans ce recueil, nous pouvons trouver les données détaillées sur la structure des terres agricoles, la structure des exploitations, les indicateurs économiques, l'agriculture et l'élevage, le commerce extérieur et l'agro-industrie.

La réalisation de cet annuaire a permis de mettre à disposition des décideurs publics, un outil d'aide à la décision. Dans un même temps, cet outil permet d'assurer la continuité de la collecte de données, pour des indicateurs déterminés.

B. A partir de l'année 2013

La responsabilité de la production des statistiques agricoles a été transférée du ministère vers l'Institut des Statistiques de l'Albanie (INSTAT).

Une « *direction des statistiques agricoles et environnementale* » a été créée au sein de l'INSTAT pour assurer le transfert. Elle établit, compile, traite et publie les indicateurs agricoles et environnementaux. Cette direction est composée de trois secteurs :

- 1) le secteur des statistiques du sol et des productions végétales ;
- 2) le secteur des statistiques de l'élevage, de la pêche et de l'environnement, etc. ;
- 3) le secteur du compte économique agricole et environnemental.

Plusieurs tentatives ont été réalisées par l'INSTAT pour établir le recensement agricole, essentiel à l'amélioration de la qualité des indicateurs et des méthodologies, sans succès.

Des problèmes méthodologiques et des erreurs fondamentales ont empêché la publication des travaux de l'INSTAT. Cet écart entre les chiffres relayés par l'INSTAT et la réalité du terrain ont été constatés lors de notre enquête de terrain.

Le processus de transfert et les discussions entre MADRGE et l'INSTAT ont entraîné une période creuse pour les données statistiques agricoles, en Albanie. En effet, nous n'avons, en dehors des données « administratives », aucune autre information ou statistique couvrant la période de l'année 2013 à l'année 2015.

C. En 2016

Les discussions entre l'INSTAT et le MADRGE ont abouti à une collaboration entre les deux, pour la collecte des données statistiques du secteur agricole.

L'accord stipule que c'est à l'INSTAT d'élaborer les guides méthodologiques d'enquête de terrain et les méthodes de calculs. Le ministère quant à lui reprend la responsabilité de la réalisation des enquêtes à travers ses antennes régionales et locales.

Les premiers résultats des enquêtes réalisées dans le cadre de cette collaboration seront publiés en octobre 2017.

II. Sources et méthodologies d'élaboration de la base de données agricole en Albanie

1. Les différentes sources utilisées pour constituer la base de données

Présentation schématique des sources principales de données

Depuis le changement du régime en 1990, la majorité des données est réalisée à travers des enquêtes. Les données produites par la plupart de ces enquêtes sont publiées dans l'annuaire statistique du MADRGE. Cette base de données est complétée par les données « administratives » et les données du commerce extérieur fournies par les douanes. La description de ces sources est indiquée dans le tableau suivant :

Tableau 2 – Sources principales sur les données agricoles en Albanie depuis 1990.

	Sources principales sur les données agricoles				
	Recensement Général Agricole	Enquêtes sur l'agriculture et l'élevage	Enquêtes sur l'agro-industrie	Données administratives	Données du commerce extérieur
a. Les institutions responsables de la collecte	INSTAT	INSTAT et MADRGE	INSTAT et MADRGE	MADRGE	Direction Générale des Douanes
b. Type d'enquête	Enquête exhaustive, toutes les exploitations agricoles	Un échantillon des exploitations (la base de sondage aréolaire ou sur la liste des exploitations)	Un échantillon (les unités des transformations)	Toutes les exploitations agricoles	Tous les genres des marchandises
c. Echelles	Commune/District/Région	District/Région	Région	Commune/District/Région	Nation
d. Périodicité	Décennale - La première en 1998 - essai en 2012	Semestrielle et annuelle	Semestrielle	Semestrielle et annuelle	Mensuelle, semestrielle et annuelle
e. Indicateurs	La constitution/ création de registres spécifiques pour les cultures, l'arboriculture, les vignobles et l'élevage.	Un groupe d'indicateurs sur : - la structure des exploitations - les cultures - l'arboriculture - l'élevage - les pratiques d'exploitations	Un groupe d'indicateurs sur : - le nombre d'employés - les jours et les heures de travail - les salaires et autres dépenses - les revenus des ventes, etc. - la production de produits transformés ; les ventes et les prix de vente	- les surfaces cultivées et le nombre de têtes - la production des cultures et des produits animaux - la consommation - les prix	Les données sur le commerce des produits alimentaires et agricoles

Source : Elaboration personnelle à partir de l'annuaire statistique, 2011

En théorie, ces différentes sources, qui sont collectées à travers les enquêtes exhaustives (Recensement Générale Agricole), des enquêtes à base de sondage aréolaire (l'enquête annuelle de l'agriculture et de l'élevage), des enquêtes auprès des industries agro-industrielles et des données administratives (les données produites par les directions régionales des agricultures), constituent le système statistique du domaine agricole en Albanie.

Le fonctionnement de ces types d'enquêtes et des données administratives sera traité dans le paragraphe suivant. Il convient de rappeler que le RGA n'a pas été mis à jour depuis 1998, entraînant deux problèmes principaux : (1) des données peu fiables sur la structure des exploitations et (2) une stagnation méthodologique des enquêtes annuelles basées sur des sondages.

Les recensements agricoles : des données peu actualisées

L'une des plus importantes opérations statistiques, quel que soit le pays, est le recensement agricole généralement effectué tous les dix ans. De ce fait, et pour répondre aux obligations internationales et communautaires, tous les pays de l'UE ont effectué un recensement agricole entre 2009 et 2010, ce qui permet de comparer et analyser la situation de l'agriculture à travers les différents pays (Agreste, 2010).

En Albanie, comme dans les pays européens, le recensement de l'agriculture concerne toutes les exploitations agricoles, y compris les plus petites. Il renseigne, traite et diffuse des données pour un certain nombre d'indicateurs structurels de l'agriculture qui subissent des modifications relativement lentes au fil du temps.

Il s'agit généralement de la taille des exploitations agricoles, du régime foncier, de l'utilisation des terres, des superficies cultivées, de l'irrigation, des effectifs du cheptel, du travail (de la main d'œuvre), de la propriété des machines et de l'utilisation de certains intrants agricoles (Banque Mondiale et *al.* 2012).

Le but principal du RGA est l'établissement d'un registre pour le secteur agricole, entre autres, à l'échelle locale et à l'échelle nationale : le registre des cultures, de l'arboriculture, de la viticulture et de l'élevage selon les types (bovins, ovins, caprins, porcs, équidés et volailles) (INSTAT, 2012).

Ces registres ont trois objectifs principaux : (1) générer des éléments d'information qui révèlent la structure de secteur de l'agriculture, (2) générer des données à utiliser comme éléments de référence pour d'autres statistiques agricoles et (3) mettre en place des procédures pour la réalisation d'enquêtes agricoles, par sondage.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, le recensement agricole de l'Albanie n'est pas à jour, l'établissement d'un échantillon à partir d'une liste d'exploitations donnée n'est donc pas encore possible. Pour améliorer la méthodologie, les institutions albanaïses ont en 2016 utilisé une méthode transversale. C'est à dire qu'ils ont créé une liste des exploitations, à partir de deux sources de données, à savoir le recensement de la population effectué en 2012 et les données administratives.

Face à l'absence de RGA, nous nous concentrerons pendant ce travail sur le fonctionnement des enquêtes non-exhaustives basées sur l'échantillonnage et des données « administratives ».

Enquêtes non exhaustives sur l'agriculture et l'élevage : évolution des types d'enquêtes et des bases de sondage depuis 1990

Selon les ressources financières et humaines, chaque Etat effectue des enquêtes non exhaustives basées sur des échantillonnages. Dans cette partie, nous traitons de l'évolution de types d'enquêtes et la méthode d'échantillonnage.

Nous constatons à l'examen des rapports, enquêtes et guides méthodologiques que durant toute la période 1990-2015, ce sont les mêmes indicateurs qui ont été produits. Aucune modification n'a été enregistrée concernant la méthode de collecte de données. La base de sondage est restée également la même pendant cette période.

En Albanie, la variable qui est utilisée pour la construction de l'échantillon n'est pas la liste des exploitations – qui n'est pas à jour depuis 1998 –, mais une délimitation de terre nommée « *segment* » réalisée à partir de cartes. L'enquête effectuée sur ce type d'échantillon est définie comme « Enquêtes à base de sondage aréolaire » détaillée dans le paragraphe suivant.

En ce qui concerne les produits transformés, le sondage est effectué auprès des unités de transformation de l'industrie agroalimentaire. Seules les unités de 5 employées et plus rentrent dans la base de l'échantillon.

Etude d'un type d'enquête non exhaustive : les enquêtes annuelles par sondage appliquées dans le secteur agricole et de l'élevage

Les enquêtes annuelles par sondage sur la structure des exploitations agricoles et d'élevage sont les opérations statistiques menées entre les recensements agricoles pour suivre l'évolution des structures (Agreste, 2013). Les données provenant de ces enquêtes permettent de :

- Fournir des indicateurs généraux pour la planification du développement et la programmation des investissements dans le secteur, y compris les interventions du secteur public ;
- Surveiller les tendances de la structure et évaluer les performances du secteur agricole et de l'élevage.

En Albanie, cette opération est effectuée deux fois par an (en juin et en décembre) jusqu'en 2012 pour recueillir des données concernant la structure des exploitations, les cultures, l'arboriculture, l'élevage et les pratiques dans les exploitations.

Les limites de la qualité des données peuvent être imputées à deux éléments principaux :

1) La petite taille d'échantillon (l'unité d'échantillon en Albanie est presque 1%, alors qu'en France, presque 11%² des exploitations ont été interrogées en 2013 concernant la structure des exploitations agricoles).

2) La deuxième problématique est que tandis qu'en France par exemple, l'échantillon est établi sur la base de la liste des exploitations agricoles – considéré comme plus précis et représentatif – en Albanie, cela est établi sur une délimitation géographique de terre avec une marge importante d'erreur.

Ce constat a été également signalé dans les rapports de la FAO. Ces rapports mettent en garde les usagers par rapport aux erreurs d'échantillonnage qui peuvent s'introduire lors de calcul des statistiques nationale/régionales/départementales (de district).

Ces erreurs sont encore plus présentes dans le secteur de l'élevage puisque les éleveurs « sans terre » sont exclus automatiquement de l'échantillon qui se base sur les terres agricoles.

- Les améliorations possibles à partir de l'année 2016

Nous avons procédé à une comparaison entre les questionnaires de 2009 et ceux de 2016. Nous avons remarqué que certains indicateurs ont été améliorés et d'autres ont été ajoutés. En outre, l'échantillon utilisé pour le sondage ne se base plus sur la délimitation géographique mais sur la liste des exploitations. Cette dernière est créée à partir du croisement entre les enquêtes de population et des données administratives.

Le récent questionnaire utilisé, à partir de 2016, est construit sur la base des règles européennes dites d'« *acquis communautaire* ». De ce fait, presque tous les indicateurs sont plus détaillés qu'avant.

Concernant le secteur de l'élevage, l'inventaire du nombre des têtes (toutes catégories confondues), pour chaque fourchette d'âge du cheptel, est décrit d'une manière très spécifique. Par exemple, pour la catégorie « mois d'un an » nous aurons un nouvel indicateur : le nombre de têtes pour la reproduction. Et pour la catégorie « deux ans ou plus » : le nombre de bêtes qui se sont reproduites pour la première fois.

Plusieurs précisions de cette nature ont été identifiées dans la catégorie des petits ruminants, des porcs et des volailles. Leur commercialisation est également détaillée, classifiant 1) le nombre d'animaux vendus à l'abattoir et via des liaisons informelles d'abattage, 2) vendus à d'autres personnes pour l'abattage et 3) vendus pour la reproduction.

² 58 800 exploitations sur 472 200 au total (Agreste)

Dans la catégorie de la production de viande, la production de lait et des produits transformés, nous n'avons pas remarqué de changements.

L'innovation la plus importante qu'a subie cette enquête est le fait qu'elle intègre un tableau concernant l'élevage pastoral. L'information se recueille, désormais, selon la catégorie de l'élevage en indiquant le lieu et la période annuelle de pâturage pour chaque terre en gestion commune³.

Evolution des bases de sondage employées pour effectuer les enquêtes

○ Le sondage aréolaire (1990-2012)

Durant la période post-transition jusqu'en 2012, la méthodologie pour fournir les données agricoles et d'élevage est celle du *sondage aréolaire*.

Pour choisir les fermes à enquêter, il y a plusieurs étapes méthodologiques : (1) la stratification ; (2) la construction d'unités primaires d'échantillonnage (*Primary Sampling Units, PSUs*), leur numération et la sélection ; (3) la construction de l'unité d'échantillonnage (*Sample Unit, SUs*), appelée segments⁴, leur sélection et identification ; et (4) la sélection d'un nombre fixe d'agriculteurs/éleveurs pour chaque segment choisi.

Dans la première étape, la stratification des régions est faite selon l'importance d'activité agricole sur chaque zone. La zone de la région est divisée en sept strates, dont seulement quatre concernent l'agriculture :

Strate 1 : Zone avec une utilisation agricole du sol supérieure à 75%.

Strate 2 : Zone avec une utilisation agricole du sol comprise entre 25 et 74.99%.

Strate 3 : Zone avec une utilisation agricole du sol inférieure à 25%.

Strate 4 : Zone avec une utilisation agricole du sol de 0%.

Trois autres strates ne couvrent pas de terres agricoles, à savoir (1) des zones militaires ; (2) des villes principales ; et (3) des lacs et autres points d'eau. Les zones d'enquête sont choisies parmi les quatre premières strates. L'identification de strates pour chaque préfecture est faite premièrement en concevant des frontières de préfecture sur le papier transparent des cartes topographiques (1:100 000). Ces cartes sont, par la suite, transférées sur des images satellites, ce qui permet d'identifier les zones de strates différentes, des objets et des frontières physiques selon la légende de carte.

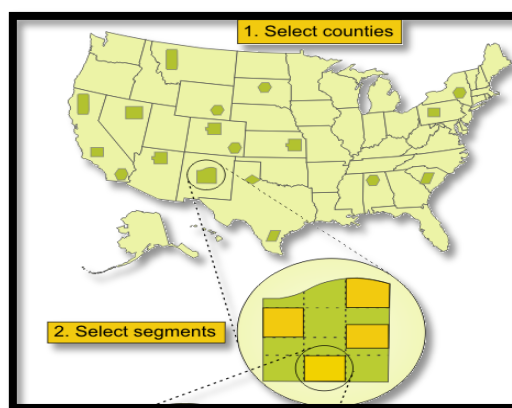
La deuxième étape méthodologique sur la création de l'échantillon est la définition de *l'unité primaire d'échantillonnage* (UPE). Dans chaque strate, l'UPE et le segment choisi sont digitalisés et mesurés en utilisant le système d'information géographique (SIG) (Figure 1).

³ Terre en gestion commune : les pâturages, les prairies et les autres terres en propriété et gestion des autorités publiques (l'Etat ou la commune) dont les personnes ont des droits égaux d'utilisation.

Les terres privées non utilisées sont exclues.

⁴ Le segment est une superficie de terre limitée intérieure d'un UPE avec une taille définie en fonction de son strate, identifié sur le terrain avec des frontières physiques réelles.

Figure 1 - Les étapes de la sélection de l'échantillon



Source : U.S. Energy Information Administration, 2009

L'UPE est désignée pour chaque strate en se basant sur leur taille prédéterminée (Tableau 3).

Tableau 3 - Définition des unités primaires d'échantillonnages

Strate	Minimum (ha)	Souhaitable (ha)	Maximum (ha)
1	800	1000	1200
2	800	1000	1200
3	1600	2000	2400
4	1600	2000	2400

Source : Elaboration personnelle à partir des données du MADRGE

La taille des segments qui se trouvent dans chaque UPE varie selon les strates. Cela est montré dans le tableau suivant.

Tableau 4 - La taille des segments

Strate	Surface (ha)	Marge d'erreur
1	25	+/- 10%
2	50	+/- 10%
3	100	+/- 10%
4	100	+/- 10%

Source : Elaboration personnelle à partir des données du MADRGE

En Albanie, le nombre total de segments est de 41 513. Ce chiffre varie selon le niveau de précision demandé. La distribution des UPE selon les strates et les préfectures est faite avec une probabilité proportionnelle à la taille. Un segment est choisi pour chaque UPE identifié.

Le nombre de segments choisi et leur taille varient selon l'échantillon, le coût, les problèmes liés à l'identification des frontières, le nombre d'exploitations, etc.

Pour améliorer le niveau de précision, des tests sont effectués en variant intra et inter-segments.

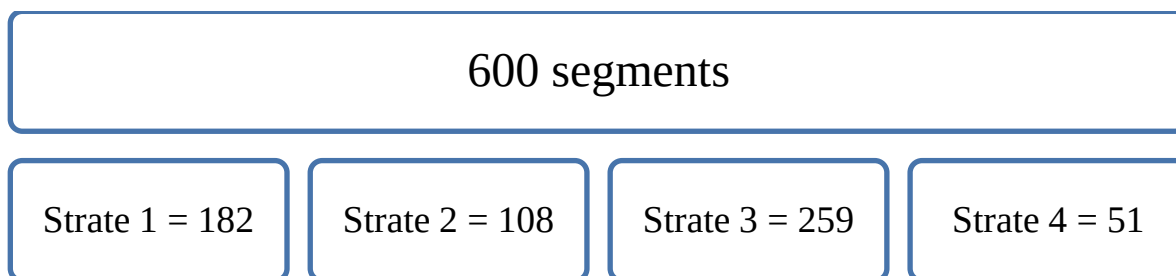
La sélection de segment est aléatoire. Les segments sont identifiés et localisés sur les cartes. Ils sont mesurés par le processus de numérisation et sont identifiés sur des cartes de la taille de 1: 10 000 ou 1: 25 000.

La liste des fermes avec ou sans activité, ainsi que l'ensemble des terres, pour chaque segment est mis à jour par le MADRGE dans les régions sur une base annuelle. Les fermes ayant une superficie de plus de 10 hectares sont exclues de la liste, et elles font l'objet d'une autre enquête (Enquête sur les grandes exploitations).

Parmi les 600 segments choisis en total (tableau 5), 495 sont des segments présentant une activité agricole. Ce qui représente 3000 exploitations agricoles (en moyenne six agriculteurs pour chaque segment). Ces segments représentent presque 1.5% de la population totale (41 513 segments) localisés en quatre strates.

Nous concluons qu'une exploitation agricole enquêtée représente presque 120 exploitations agricoles (considérant qu'en Albanie il y avait 353 341 exploitations en 2011).

Tableau 5 - La distribution des segments en strates



Source : Elaboration personnelle

Ce type d'enquête – où l'échantillon est une délimitation géographique – peut parfois fournir de bons résultats et représentatifs à l'échelle nationale ou régionale.

Cette méthode est souvent utilisée notamment au regard des coûts faibles et à la faible demande en terme de ressources humaines.

D'après un article, Davies énumère les avantages de ce type d'enquête :

- (1) sur un segment nous pouvons tirer multiples variables dans une seule enquête comme : les résultats économiques des exploitations, utilisation du territoire, structures des exploitations, etc.,
- (2) l'échantillon peut fournir des estimations impartiales avec une précision mesurable,
- (3) lorsque toutes les unités d'échantillonnage sont agrégées, toute la population est complètement couverte et chaque unité d'échantillonnage a une chance connue d'être sélectionnée (Davies, 2009).

Mais le sondage aréolaire a aussi des limites :

- (1) un sondage à travers une délimitation géographique peut être moins efficace qu'un sondage sur la base d'une liste – si une liste d'opérateurs agricoles peut être stratifiée par une variable liée aux articles d'enquête, il fournira une efficacité d'échantillonnage plus grande qu'à partir d'une enquête aréolaire.

Par exemple, les résultats des données sur le nombre des têtes des bovins sont plus efficaces si l'échantillon se construit sur la liste des éleveurs bovins que sur l'utilisation d'un morceau du territoire,

- (2) construire un nouveau segment peut être très coûteux,
- (3) si les frontières de mauvaise qualité sont utilisées, les résultats pourraient apporter de nombreuses erreurs pendant la phase de collecte de données.

○ **Le sondage à partir de la liste des exploitations depuis 2016**

L'établissement d'un indicateur statistique agricole à travers le sondage sur une liste des agriculteurs ou des exploitations agricoles est plus efficace qu'un sondage aréolaire. Nous en avons expliqué précédemment les raisons.

Par exemple, si nous nous intéressons au nombre total d'éleveurs pastoraux, un échantillon construit sur la liste de ces éleveurs peut donner un résultat plus représentatif qu'un échantillon sur l'utilisation du sol.

Cependant, pour les sondages aréolaires et les sondages basés sur les listes d'enquêtes, la qualité des listes et leur mise à jour sont déterminantes dans la qualité des résultats. Les mises à jour sont coûteuses surtout pour les pays en développement et difficiles à mettre en place. L'Albanie a plus de difficultés au regard du dynamisme et de l'évolution rapide du nombre d'exploitations ou de ménages agricoles.

En 2016, pour la première fois, l'Albanie a élaboré une nouvelle méthodologie selon les normes européennes d'acquis communautaire. Concernant les statistiques du cheptel et de la viande, le questionnaire a été basé selon le Règlement (CE) no 1165/2008 du Parlement européen et du Conseil⁵. Celui-ci est intégré aussi pour le domaine du lait et produits laitiers dans la directive 2003/107/CE du parlement européen et du Conseil⁶. Deux institutions (MADRGE et INSTAT) ont participé à la réalisation de cette enquête annuelle agricole.

En absence d'un recensement agricole à jour, le recensement sur la population de 2012 et les données administratives agricoles ont servi pour établir la base du sondage.

En 2014, d'après les données administratives, le nombre total d'exploitations agricoles est de plus de 350.000, dont 95% sont des petites exploitations avec une taille moyenne de 1.16 ha par exploitation et deux bovins par exploitation. L'échantillon est composé de 7500 exploitations choisies de manière aléatoire.

Il faut rappeler que suite au passage du sondage aréolaire au sondage sur la base de la liste des exploitations agricoles, l'échantillon est passé de 3000 exploitations à 7500 exploitations et donc une augmentation de plus de la moitié (4500 exploitations supplémentaires).

Les données administratives : une source inchangée sur la période 1990-2016

● **Présentation des méthodologies employées dans la collecte des données administratives**

L'INSTAT nous a fourni une note théorique concernant la méthodologie utilisée dans la collecte des données dans le secteur de l'élevage par les agents des terrains. Les données des dossiers administratifs sont régulièrement collectées par le gouvernement national, en collaboration avec les districts ou les unités administratives, dans le but évident de « Planifier, mettre en œuvre et surveiller la prestation des services publics » (FAO, 2012). En Albanie, les agents de l'État recueillent à un niveau administratif local des données agricoles, y compris les données liées à l'élevage, sur une base régulière – comme par exemple la base mensuelle ou trimestrielle.

Un travail sur le terrain a été réalisé en Janvier 2017 pour comprendre la construction et l'agrégation des données agricoles collectées dans le cadre des données « administratives ».

Dans chaque région, la Direction Régionale de l'Agriculture rassemble les données sur l'agriculteur pour le compte de l'Etat. En principe, les agents publics doivent recueillir des données sur la base d'un **dénombrement réel**. Dans ce cas, aucune marge d'erreur n'est prévue. De ce fait, les indicateurs agricoles produits par les enquêtes d'échantillonnages sont généralement remplacés par des données administratives au regard de leur « fiabilité ».

⁵ RÈGLEMENT (CE) No 1165/2008 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 19 novembre 2008 concernant les statistiques du cheptel et de la viande et abrogeant les directives du Conseil 93/23/CEE, 93/24/CEE 93/25/CEE <http://eurlex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32008R1165&from=FR>

⁶ DIRECTIVE 2003/107/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 5 décembre 2003 modifiant la directive 96/16/CE du Conseil concernant les enquêtes statistiques à effectuer dans le domaine du lait et des produits laitiers <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32003L0107&from=FR>

Dans le secteur de l'élevage, objet de notre étude, les données administratives se basent sur trois sources d'information :

1. Les agents du terrain appelés « *experts d'extension* » dont le travail consiste à conseiller et apporter aux agriculteurs une assistance technique et à recueillir des données relatives aux éleveurs et leurs productions. A la fin de chaque année, ils doivent présenter des rapports techniques au ministère.
2. Le service vétérinaire « *Institut Vétérinaire de la Sécurité Alimentaire* » est chargé d'identifier les exploitations d'élevage, le nombre d'animaux et les mouvements d'animaux. Ces données sont utilisées dans un but zootechnique et statistique. Le service vétérinaire effectue l'inventaire des animaux au niveau du village durant la vaccination et l'immatriculation. Il contrôle l'abattage des animaux selon l'origine (locale ou importée) en leur passant une boucle d'abattage, il vérifie les enregistrements et les maladies contagieuses. Les animaux atteints des maladies, les animaux morts/abattus et traités, ainsi que sur des mesures de contrôle, le nombre d'animaux vaccinés contre certaines maladies, telles que la brucellose, sont également répertoriés.
3. Ce service public est soutenu par un autre groupe d'agents qui effectuent leur métier de manière privée, appelés « *vétérinaires privés* ». Ceux-ci ont les mêmes tâches que les vétérinaires publics.

L'information statistique sur l'agriculture et l'élevage est recueillie par les spécialistes d'extension à l'échelle du pays auprès des agriculteurs/éleveurs. La production agricole comprend la production brute, qui se compose de la production commercialisée, l'autoconsommation par les agriculteurs, les pertes à l'exploitation et les pertes pendant le transport. Les statistiques des cultures se réfèrent à des données annuelles comme : la superficie cultivée, la production recueillie et le rendement. Les statistiques d'élevage donnent le mouvement de l'élevage et leurs produits.

Les experts d'extension recueillent des données pour les comparer aux données du service vétérinaire, lequel effectue l'immatriculation et la vaccination des animaux (procès en cours depuis 2010). Le service vétérinaire réalise le bilan de l'élevage au même moment.

Cela est fait à l'échelle de la commune. Les experts d'extension ont aussi des relations directes avec les vétérinaires privés. Ceux-ci sont chargés de réaliser différents services, de manière privée, auprès des éleveurs (le contrôle des maladies épidémiologiques, la naissance ou le décès des animaux, l'identification des animaux destinés à l'abattage, la vaccination, l'immatriculation, etc.).

Enfin, les experts d'extension comparent les données des trois sources. Ils recueillent aussi des données sur la production agricole et l'élevage auprès des agriculteurs. Les exploitations qui se soumettent aux enquêtes par ces agents sont les exploitations les plus représentatives du village. Les données sont envoyées au MADRGE, où les spécialistes de la production agricole et de l'élevage font les évaluations en comparant les données collectées sur le terrain avec les données des exploitations au cours des années.

- **Description du système de collecte et d'agrégation des données statistiques de l'élevage de l'échelle locale à l'échelle nationale**

L'objectif de l'enquête de terrain était de décrire le système de collecte des données statistiques concernant l'agriculture avec un focus sur l'élevage et les produits de l'élevage de l'échelle locale à l'échelle nationale. Cela nous a aidés à identifier les différentes problématiques sur l'agrégation des données administratives dans chaque échelon et d'identifier les biais possibles dans l'interprétation des données (tableau 5).

Tableau 5 – Les mécanismes de transfert des données de l'échelle communale à l'échelle nationale et les risques qui y sont liés, dans le secteur de l'élevage.

Echelle	Responsable de la collecte des données et agrégations	Les biais possibles
Village	Vétérinaire privé payés par la DRA	Le vétérinaire privé déclare plus de têtes de cheptel car le montant de sa facture varie en fonction des têtes déclarées Il est rarement contrôlé par la Direction Régionale Agricole.
Unité administrative/Commune	Vétérinaire public employé par la DRA	Le vétérinaire public transfère la base de données à la direction régionale sans contrôle systématique ni vérification à l'échelle du village.
District	Vétérinaire public employé par la DRA	Les données agrégées à l'échelle du district se rapportent avec la même marge d'erreur.
Région	Vétérinaire public en DRA	Note enquête dans la région de Dibra nous a permis de constater qu'en cas de doute le technicien pourrait effectuer des corrections de manière aléatoire et sans concertation avec les agents de terrain.
Pays	Ministère de l'Agriculture, Développement Rural et Gestion de l'Eau	Au niveau du ministère, les chiffres sont parfois arrondis pour avoir plus d'aides européennes pour le secteur agricole.

Source : Elaboration personnelle.

En Albanie, le nombre de têtes est déterminant en ce qui concerne l'estimation de la production des produits d'élevage⁷ notamment pour le lait et la viande. C'est la responsabilité des autorités locales de fournir des chiffres exacts vu l'importance de ce chiffre clé.

Les efforts fournis par l'Etat, depuis quelques années, sur la traçabilité du cheptel à travers l'immatriculation ne semble pas donner les effets attendus pour certaines raisons :

- (1) Comme nous l'avons mentionné dans le tableau au-dessus, le vétérinaire privé n'est pas vraiment contrôlé par les autorités locales. Il utilise parfois une technique illégale durant l'immatriculation pour augmenter fictivement la taille du troupeau.
- (2) Non-déclaration systématique de l'abattage du bétail.
- (3) Faible engagement et faible collaboration entre les institutions responsables comme la municipalité (*bashkia*), l'ANA (l'Autorité Nationale de l'Alimentation), la DSP (Direction du Santé Publique) et la DRA (Direction Régionale de l'Agriculture) pour le contrôle au moment de l'abattage.

⁷ **Production de lait** : le calcul de cette production est fait sur le nombre moyen des animaux qui résulte du mouvement du troupeau multiplié par le rendement moyen par tête.

Production de viande : le mouvement du troupeau multiplié par le poids moyen par tête abattue.

Pour conclure, la qualité des données est problématique dans le secteur de l'élevage. Ces constats nous poussent à poser des questions par rapport au poids déclaré du secteur dans le PIB agricole et ses tendances.

III – Conclusion de la première partie

La statistique agricole constitue une base de travail essentielle pour appréhender la structure des exploitations assurant à la fois la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Elle permet aussi aux acteurs concernés de réaliser des diagnostics et de mieux identifier les leviers des actions en vue de favoriser l'évolution de l'offre des produits aux attentes des consommateurs (DGPAAT, 2011).

La qualité des indicateurs quantitatifs agricoles, notamment ceux du secteur de l'élevage sont discutables en raison de leur faible niveau de fiabilité.

D'abord, parce que la source principale de ces données, à savoir le recensement générale agricole, n'a pas été mis à jour depuis 1998. L'absence de cette enquête exhaustive ne permet pas une vision claire du secteur et son évolution ainsi que de la structure des exploitations agricoles.

Ensuite, les enquêtes annuelles à base de sondages aréolaires sont restées inchangées puisque l'échantillon est construit sur des délimitations géographiques et non sur des registres d'exploitations. Ce genre de méthode provoque des déperditions d'informations liées aux deux points suivants :

(1) Le champ d'observation de l'enquête aréolaire : durant la mise en place de ce type d'enquête, plusieurs éleveurs sans terre risquent d'être exclus de l'échantillon. Par conséquent, la source principale de biais est liée aux éleveurs qui utilisent des pâturages communs.

(2) Le niveau de précision : moins d'1% des agriculteurs ont été soumis à des enquêtes en 2011 (3000 exploitations sur 353 341). Ce chiffre était près de 12% dans l'enquête sur la structure des exploitations agricoles de la France (2013).

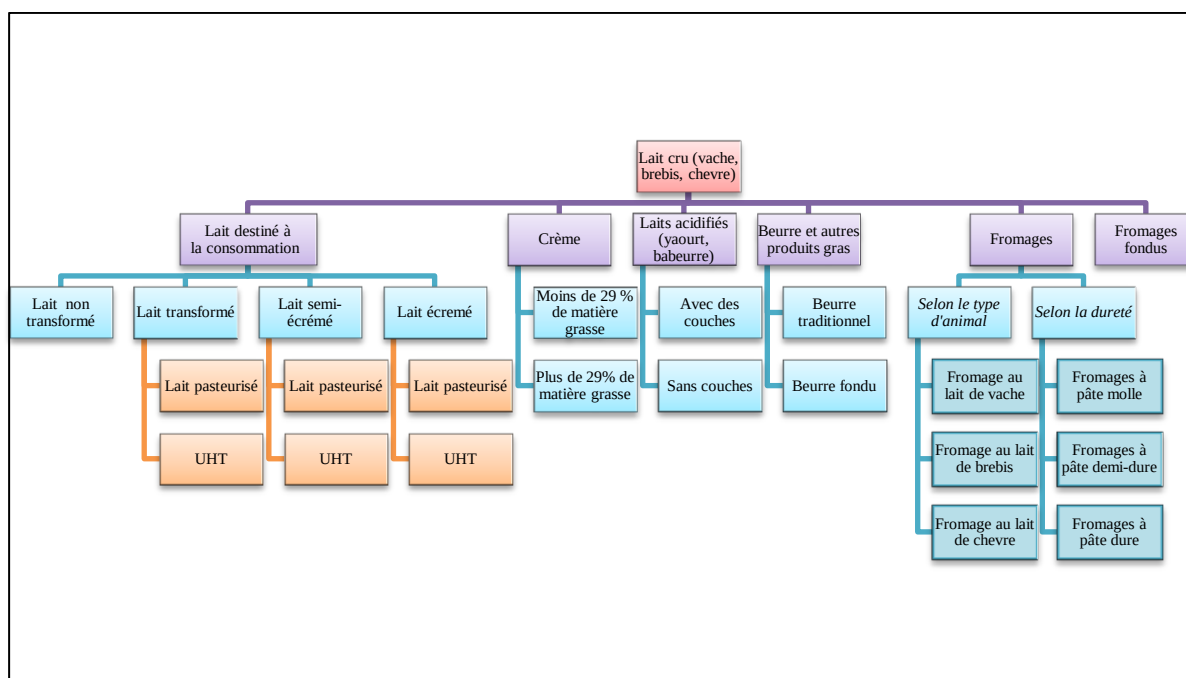
Deuxièmement, les données administratives - l'autre source très importante de données - sont mal établies par les acteurs de terrain. **(1) Les éleveurs et les abattoirs** ne déclarent pas la plupart des animaux abattus, achetés ou vendus. **(2) Les travailleurs saisonniers** (*les vétérinaires privés*) qui sont chargés de la mise en place de la vaccination et de la collecte de données au niveau du village, gonflent la taille du cheptel pour des intérêts personnels.

Les statistiques du cheptel, de 1990 jusqu'en 2015, ont été construites en fusionnant les données des enquêtes avec les sources administratives. Et, étant donné que les produits de l'élevage sont déduits de la taille du cheptel, il est indispensable de corriger leur agrégation de l'échelle locale à l'échelle nationale.

Cependant, il faut souligner certains éléments positifs par rapport à l'évolution méthodologique du système de collecte de données ces dernières années.

- I. Depuis 2014, l'INSTAT réalise une enquête annuelle sur les unités de transformation du lait basée sur la législation européenne. Schématiquement nous avons indiqué dans la figure ci-dessous les indicateurs produits au cours du processus de fabrication du lait.

Figure 2 - Processus de fabrication du lait collecté par les unités de transformation



Source : élaboré par l'auteur à partir de données de l'INSTAT.

Il y a deux raisons pour lesquelles il est difficile de construire une base de données, depuis 1990, pour les sous-produits spécifiques du lait :

1. Jusqu'en 2012, le MADRGE a sorti peu d'indicateurs bruts sur cette filière (lait sans spécification, fromage, beurre et yaourt)
2. La méthodologie qu'a utilisé le MADRGE (enquête exhaustive pour les unités de transformation avec plus de 5 employés et l'enquête à base de sondage pour les unités de transformation jusqu'à 5 employés) est différente de la méthode utilisée par l'INSTAT (toutes les industries agroalimentaires enregistrées).

La quantification des produits transformés de la viande (saucisses, jambon) a été faite par le MADRGE jusqu'en 2012 et il n'existe pas une continuité après cette période.

Pour les trois raisons citées ci-dessus, les enquêtes annuelles ne reflètent pas la réalité du terrain en ce qui concerne le nombre de têtes.

Partie II : Analyse de l'environnement macroéconomique et social du pays

Après 45 années de régime communiste dirigé par Enver Hoxha⁸, l'Albanie entre dans une nouvelle période, passant d'une économie planifiée à une économie de marché. La libéralisation des prix, du commerce extérieur et les privatisations rapides (*la thérapie du choc*) ont été choisies comme voie de réformes vers ce nouveau modèle socio-économique. Au cours de ces deux décennies et demi passées (1991 – 2016), ce pays a donc expérimenté de fortes modifications politiques, institutionnelles et socio-économiques.

I. Richesse et croissance dans la période de transition et post-transition

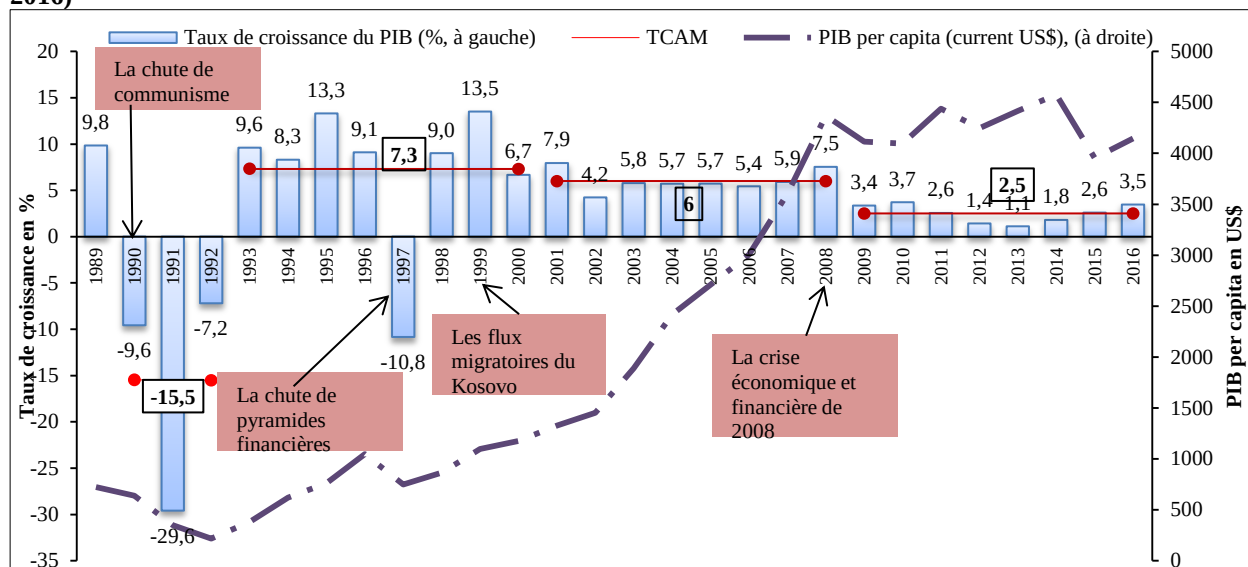
Se trouvant entre la mer à l'ouest et les montagnes à l'est, l'Albanie réside entre deux zones importantes climatiques : la zone méditerranéenne et la zone continentale de l'Europe centrale. La partie centrale et du nord des plaines côtières est située à 180 m au-dessus du niveau de la mer ; les zones de collines se trouvent à environ 800 m au-dessus du niveau de la mer et s'étendent du sud au nord ; les zones de montagne sont situées approximativement à 800 m au-dessus du niveau de la mer caractérisées par un climat de type continental (Agolli, 2000).

L'appropriation privée des moyens de production, suite à l'effondrement de l'ancien régime, a eu de forts impacts économiques. Le rythme de la croissance moyenne a été de plus de 6% durant la période 1993-2008, malgré le fait qu'elle se soit frappée par le système pyramidal de 1997. Cette forte hausse tendancielle qui a amené l'Albanie d'un pays le plus pauvre d'Europe au début des années 1990 à un statut de revenu moyen, a été interrompue au cours de la crise globale de 2008. L'impact de cela a entraîné une baisse de la consommation et une croissance de la pauvreté (Banque Mondiale, 2015). En terme réel, la croissance moyenne entre 2009 et 2016 était d'environ 2,5%, atteignant la valeur la plus basse (1,1%) en 2013.

Une description plus détaillée de l'évolution économique et sociale du pays sera traitée en deux sous-parties : (1) 1990-2000, une forte période de transition, et (2) 2001-2016, la période post-transition.

⁸ Enver Hoxha était le leader communiste de l'Albanie de 1944 jusqu'à sa mort en 1985, en tant que Premier Secrétaire du Parti du Travail d'Albanie, d'abord nommé « Parti Communiste d'Albanie ».

Figure 3 - Variation du volume du PIB (en % par rapport à l'année précédente) et PIB per capita (1989-2016)



Source : Elaboration personnelle à partir des données de la banque mondiale, 2017. TCAM : Taux de Croissance Annuel Moyen du PIB.

1. 1990-2000, une forte période de transition

Depuis le début de la transition, l'économie albanaise est passée par quatre phases : le début de la transition (1990-1992) ; la reprise significative de l'économie (1993-1996), le système pyramidal au cours des années 1996-1997 et la période de re-stabilisation « post-pyramidale » (1998-2000).

i. Le début de la transition (1990-1992)

D'après Biba (2001), la tentative pour créer un « nouveau mécanisme économique » visant à donner i) l'autonomie aux entreprises ii) la création d'un marché libre, a, dans un premier temps, aggravé la situation économique du pays en ne faisant qu'augmenter les prix, vider les magasins d'Etat et chuter les productions agricoles, industrielles et le volume du commerce extérieur. A la fin de l'année 1992, selon un rapport de la Banque Mondiale de 2001, la production en termes réels était tombée à environ 60 % de son niveau de l'année 1989 et l'inflation avait progressé de manière exceptionnelle de 237%.

Dans les conditions d'une quasi paralysie de l'économie nationale, c'est seulement grâce à l'aide alimentaire, accordée par la communauté internationale (et notamment du programme italien bien nommé « Pélican ») que le peuple albanaise traversera cette période difficile (Biba, 1998).

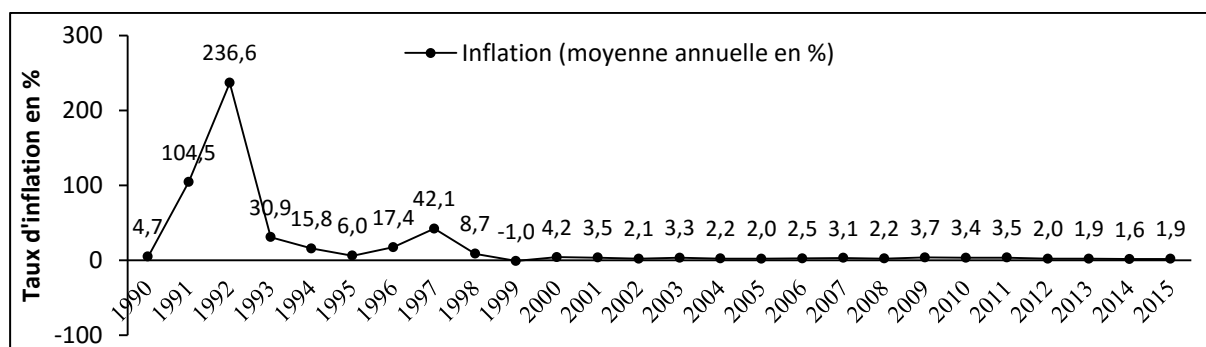
ii. La reprise significative de l'économie (1993-1996)

Cette phase est caractérisée par l'évolution positive de l'économie où la progression réelle moyenne du PIB est de 10% en termes réels (voire la figure 3). Le redressement de la situation économique pendant cette période n'a pu se réaliser que grâce à une contribution très forte de l'agriculture après sa privatisation totale, des nouvelles activités de services, et par les « rémittences » (envoi d'argent au pays par les nombreux travailleurs émigrés à l'étranger). A l'inverse, l'industrie lourde, qui a été considérée comme l'héritage du passé, a été abandonnée, entraînant une dégradation de la production et de l'emploi. L'inflation aussi, sans précédent, a été l'un des problèmes majeurs de cette période.

Il faut rappeler que l'inflation, qui a commencé au début des années 1990 et a culminé en décembre de 1992, a été provoquée par une demande abondante et une offre en diminution.

Suite à l'intervention et la surveillance du FMI, l'inflation a baissé d'un niveau exceptionnel de plus de 200% en 1992 à 6% en 1995. La trajectoire a commencé à changer de direction pendant la période 1996-1997, en montrant les débuts du système pyramidal.

Figure 4 - Inflation des prix à la consommation entre 1990 et 2015



Elaboré à partir de données recueillies, Biba (2001) et Banque de l'Albanie (2001, 2003, 2006, 2010, 2015)

iii. Le système pyramidal (1996-1997)

Au début des années 1997, des sociétés pyramidales, qui s'étaient construites depuis 1993, se sont effondrées, amenant le pays dans un état d'anarchie. « Dans le courant de l'année 1996, de nouvelles compagnies ont été créées offrant, pour attirer le client, un taux supérieur à 40% par mois! Ce « mirage » a touché tout le monde, y compris, dit-on, des membres du gouvernement, du parti au pouvoir et de l'opposition, des étrangers résidant en Albanie... comment résister au Loto toujours gagnant ? » (Civici, 2010).

En conséquence, le PIB a reculé d'environ 11% par rapport à l'année précédente, l'inflation a augmenté de plus du double provoquant un déficit fiscal. Face à cette situation, les pyramides, d'après Civici (2010), ont produit une économie parallèle, basée sur le « crime organisé » : production et trafic de drogue, prostitution, corruption, contrebande de tabac et carburant.

L'Albanie a pu surmonter cette crise grâce à la mise en œuvre du programme « post-crisis recovery program » (Banque Mondiale, 2001).

iv. La période de re-stabilisation « post-pyramidale » (1998-2000).

a) Les flux migratoires du Kosovo

La situation générale et les perspectives ont été fortement assombries par le conflit du Kosovo et l'intervention de l'OTAN contre la Serbie qui provoque l'afflux, en avril 1999, de près de 500 000 réfugiés, en Albanie, ce qui correspond à un accroissement de 14% de la population totale. Cette crise va peser sur l'évolution de l'économie, freinant les restructurations entamées en 1998 et le retour de la croissance (Civici, 2010). Si l'on se réfère au commerce extérieur albanais de 1999, on va constater une augmentation des importations qui vient à cause de l'augmentation de la demande due à une population plus élevée. Ce phénomène se reflète aussi dans la croissance du volume du PIB qui atteint 13.5%.

b) La période de stabilisation (2000)

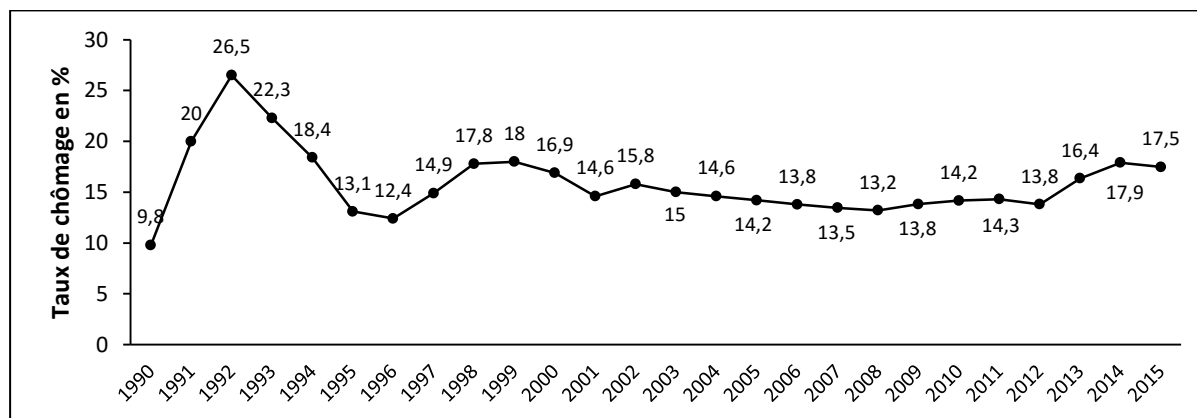
La situation macroéconomique, sociale et politique a commencé à se normaliser durant la fin de l'année 1999, ce qui correspond au retour de presque tous les réfugiés kosovars dans leur pays⁹. Durant l'année 2000, la croissance réelle du PIB a marqué 6.7% et l'inflation 4.2%, tandis que l'enjeu de chômage reste un problème même si le PIB par habitant a atteint une valeur proche de 1200\$. D'après Fuga (2000), la forte croissance enregistrée pour cette année s'explique par les bons résultats dans les principaux secteurs : économie, agriculture, services et industrie, ce qui pourrait être interprété comme le signe d'un début de restructuration de l'économie albanaise. En ce qui concerne la part de l'Etat, il avait impliqué des politiques fiscales favorables pour éviter des déséquilibres structurels.

Malgré de très bons signaux en général au bout de 10 ans de transition, les réformes mises en place durant le passage de l'économie centralisée à l'économie ouverte ont produit pas mal d'effets négatifs sur le pays parmi lesquels nous pouvons mentionner : l'industrie fortement endommagée, les exploitations agricoles de très petite taille et les terres très fractionnées, la faible performance du commerce extérieur, la forte

⁹ Selon un rapport publié par la Banque Mondiale en mars de 2001, presque toutes les kosovars sont retournés dans leur pays autour de septembre 1999.

pauvreté dans tout le pays, la faiblesse des infrastructures routières, de l'électricité et de l'eau potable. Ce bilan, classé comme un défi pour l'avenir de l'Albanie, sera analysé dans le paragraphe suivant.

Figure 5 - L'évolution du taux de chômage (en % de la population active)



Elaboré à partir de données recueillies, Biba (2001), Banque de l'Albanie (2000, 2005/6), INSTAT¹⁰ (2016)

2. 2001-2016, la période post-transition

i. L'expansion durant 2001-2008

Après la période de transition, l'Albanie est entrée dans une phase de développement dynamique pendant laquelle le secteur de la construction et des services étaient les vecteurs de croissance. La redistribution du capital humain du secteur peu productif, comme l'agriculture, vers des secteurs plus productifs comme la construction ou la commerce, a augmenté la productivité par personne. En conséquence, la pauvreté a reculé et le niveau des revenus a triplé, passant de 1327 US\$ en 2001 à 4270 US\$ en 2008 (voir figure 3).

Selon un rapport du FMI (2016), au cours de l'année 2000, l'Albanie a subi de grandes transformations parmi lesquelles nous pouvons citer : une convergence rapide vers la frontière technologique comme les autres économies émergentes, des privatisations massives, des réallocations des ressources vers le secteur de l'agriculture, des constructions, du commerce de détail et de secteur financier.

La consommation élevée intérieure a entraîné une croissance importante¹¹. En effet, on constate l'expansion de tous les secteurs, alimentés par les « rémittences » et par les ressources financières internes comme : le niveau plus élevé des salaires ; la croissance de crédits et l'accroissement de déficit fiscal. Concernant ce dernier point, nous allons étudier dans le paragraphe suivant les effets négatifs sur l'économie des fortes dépenses publiques et de l'évasion fiscale au cours de la crise financière mondiale.

ii. La situation après la crise économique et financière de 2008

Dans un contexte de mondialisation, l'Albanie a été affectée par les crises externes de 2008. Etant donné que ce pays est très lié aux économies grecque et italienne - pays les plus touchés en Europe – les exportations, les rémittences et les flux financiers ont beaucoup diminué. Les événements de 2008, outre le fait de causer de graves dommages à l'économie, ont également testé la fragilité politico-institutionnelle à concevoir des politiques conjoncturelles.

Les mesures contre-cycliques à travers l'augmentation des dépenses publiques et l'évasion fiscale, n'ont pas pu stimuler la croissance mais ont au contraire aggravé la situation sur le long terme.

Tous les secteurs ont été touchés, particulièrement celui de la construction dont le PIB réel est passé en croissance négative de 10% en 2008 à -0.5% en 2009¹² et pour la même période l'agriculture est passée de 7% à 2%, l'industrie minière et extractive (de 18% à 1%), le commerce de détail (de 5% à 0.5%), etc. En comparaison avec l'année précédente, le taux de croissance du PIB s'est réduit de 4.1% entre 2008 et

¹⁰ A partir de l'année 2007, les statistiques du marché du travail sont produites par l'INSTAT à travers « l'Enquête sur la Population Active » selon les standards proposées par l'EUROSTAT.

¹¹ Banque Mondiale. Durant la période 2000-2008, la consommation totale a enregistré environ 64% de la croissance de la demande agrégée.

¹² Le secteur de la construction s'est effondré pour deux raisons : a) d'un côté il se trouve avec une offre très haute au marché durant les années 2009-2010 ; b) de l'autre côté, l'antipathie de la crise financière a beaucoup réduit les dépôts aux banques.

2009 (de 7.5% en 2008 à 3.4% en 2009). Le taux de croissance annuel moyen était de 2.5% pour la période 2009-2016.

Pour rappel, la genèse de la crise a commencé aux Etats-Unis avec les difficultés rencontrées par les ménages américains à faible revenu pour rembourser les crédits qui leur avaient été consentis pour l'achat de leur logement. Les non remboursements du crédit par les américaines ont entraîné une perte extraordinaire de capital bancaire qui s'est transformée en une crise économique et financière globale.

Ainsi et malgré des chocs externes ou internes, ce que l'on constate à partir de ces statistiques et de la représentation graphique, c'est d'une part que le niveau de départ de l'Albanie en termes de richesse est très bas (l'Albanie a été pendant longtemps le pays le plus pauvre d'Europe), d'autant plus que la transition est brutale et qu'elle effondre le PIB mais aussi qu'elle commence alors que le pays connaît une crise structurelle forte depuis le début des années 1980 – sous le régime communiste. L'autre constatation est que le taux de croissance est très fort pendant toute cette période en dépit de l'effondrement de 1997 et d'un ralentissement de la croissance depuis la crise mondiale et européenne de 2008.

Partie III : L'agriculture et son rôle dans l'économie

I. L'agriculture albanaise : un cas atypique en Europe

1. PIB agricole : un secteur à croissance importante depuis 1990

L'agriculture albanaise occupe une place très importante dans le développement économique et social du pays.

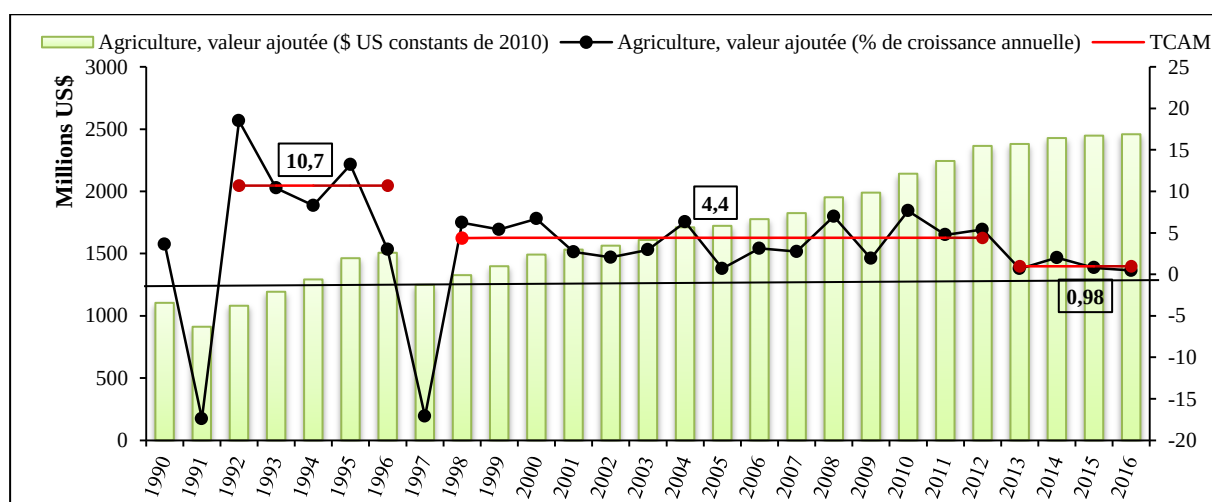
Nous la considérons comme « cas atypique en Europe » pour deux raisons principales :

- 1) Pour son poids relatif très élevé en économie (23% du PIB en 2016, deux fois plus que certains pays des Balkans comme : le Monténégro 10,2%, l'ARYM (Ancienne République Yougoslave de Macédoine) 9,9%, et très loin de celle de l'ensemble de l'UE 1,5%).
- 2) Pour la petite taille des exploitations (en moyenne 1.2 ha) engendrée par la loi sur les terres agricoles durant la période de de-collectivisation.

La figure 6 nous montre certaines périodes fortes d'évolutions durant le période post-communiste (après 90) :

- 1) Le changement de l'ancien régime à la fin des années 1990 correspond à la rupture socio-économique et politique. La privatisation des moyens de production, suite à ce phénomène inédit, a donné des forts effets à la reprise du secteur agricole (une croissance moyenne de plus de 10% pour la période 1992-1996) ;
- 2) L'agriculture, malgré une deuxième rupture causée par le système pyramidal en 1997¹³, a maintenu une croissance élevée avec des fluctuations pour le période 1998 – 2012.
- 3) La contraction de l'agriculture durant les dernières années, notamment au cours de 2013 – 2016 (une croissance annuelle de moins de 1%) s'explique par certains facteurs, à savoir : (1) les retombées de la crise globale économique de 2008 ; (2) les politiques internes et la mauvaise gestion des budgets et des subventions ; (3) les conditions climatiques : inondations et intempéries.

Figure 6 - Variation du volume du PIB Agricole (en % par rapport à l'année précédente)



Source : Elaboration propre d'après les données de la Banque Mondiale, 2017

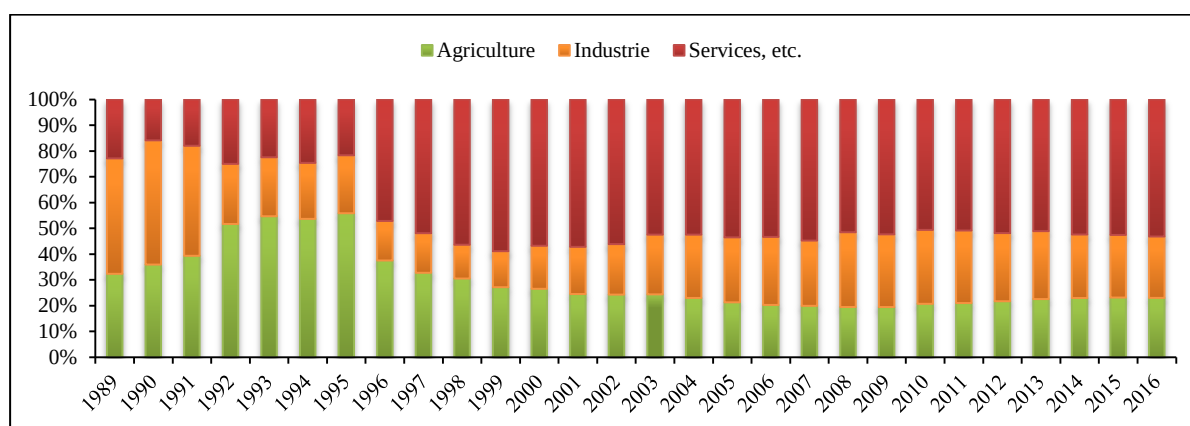
¹³ Les schémas pyramidaux – « compagnies d'investissements avec des normes exceptionnelles d'intérêt » - ont été créés à cause des manques de connaissances de l'économie du marché, un Etat presque inexistant, et les faibles capacités des banques à faire circuler les flux monétaires.

En vingt-six ans (1990 – 2016) la valeur en dollar (au prix constant de 2010) de la production agricole a doublé à un rythme de croissance annuelle moyenne de 3.4%. En même temps, le secteur des services a triplé, tandis que l'industrie a augmentée d'environ 75%, étant donné l'effondrement drastique de ce secteur à la suite de l'effondrement du régime comme nous l'avons expliqué dans le paragraphe précédent (baisse de la production de -29% en trois années consécutives, 90, 91, 92).

D'une manière globale, l'observation de la structure de l'économie montre la baisse du poids de l'agriculture de 56% en 1995 à moins de 20% à partir de 2001. Cette trajectoire s'explique par le fait que les secteurs de l'industrie et des services se sont développés plus vite que le secteur agricole. Au cours des dernières années, seul le secteur de la construction, touché de plein fouet par la crise de 2008, a connu une rétraction.

En revanche, l'agriculture a légèrement augmenté et nous fait penser qu'en temps de crise, ce secteur revêt une importance particulière. En 2016, le secteur des services représente 53.2%, celui de l'industrie 23.8% et celui de l'agriculture 23%.

Figure 7 - Evolution de la structure de l'économie (% du PIB)

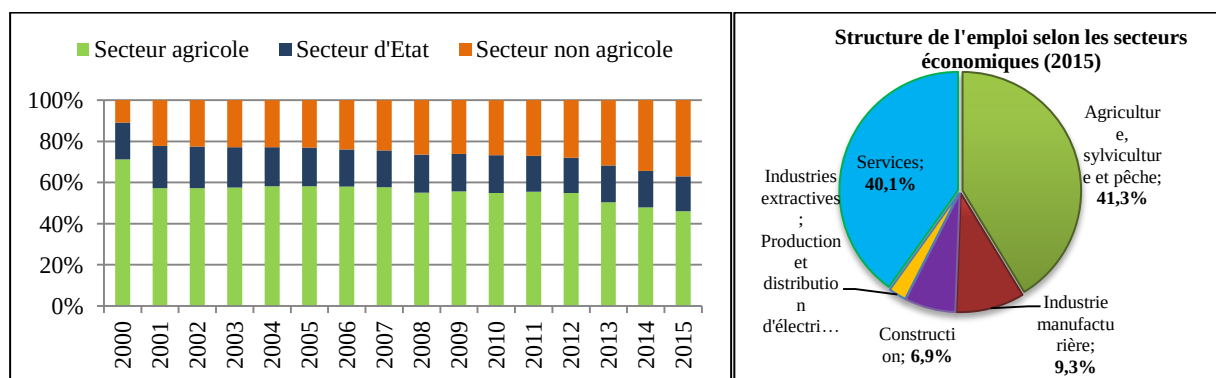


Source : Elaboration propre d'après les données de la Banque Mondiale, 2017

2. La structure de l'emploi et la productivité du travail en agriculture

Compte tenu de son poids très élevé dans le PIB, l'agriculture a joué un rôle crucial tant sur le plan économique que sur le plan social, étant donné que ce secteur a employé pendant longtemps plus de la moitié de la population active¹⁴. Au cours des dernières années, la population active en agriculture montre une tendance à la baisse atteignant 41.3% en 2015.

Figure 8 – Evolution de la structure de l'emploi (2000 – 2015)



Source: Elaboration propre d'après les données d'INSTAT (données administratives) Source: INSTAT (Enquête sur la Population Active)

¹⁴ En effet les données de l'emploi en agriculture doivent être traitées avec attention à cause du niveau élevé d'informalité qui caractérise le secteur agricole en Albanie. Aujourd'hui les chiffres de l'emploi sont donnés par deux sources : 1) les sources administratives des registres régionaux et 2) l'Enquête sur la Population Active de l'INSTAT. Ces deux sources montrent des chiffres différents : les sources administratives ne considèrent que les employeurs enregistrés, tandis que l'enquête sur la population active est faite à partir de sondages.

D'après un article de la Banque Mondiale (2015), le départ de la main-d'œuvre agricole vers les secteurs de la construction et des services a aidé à soutenir la croissance en augmentant la productivité par personne. La diminution en nombre de la main-d'œuvre agricole a également accompagné la croissance de la productivité globale par personne. La tendance inverse des deux courbes suivantes : la diminution de la main-d'œuvre agricole vs l'évolution positive du PIB agricole, nous permet de dire que pendant des années, un surplus de main-d'œuvre existait dans ce secteur. Ce surplus a permis à partir des années 2000 à développer d'autres secteurs.

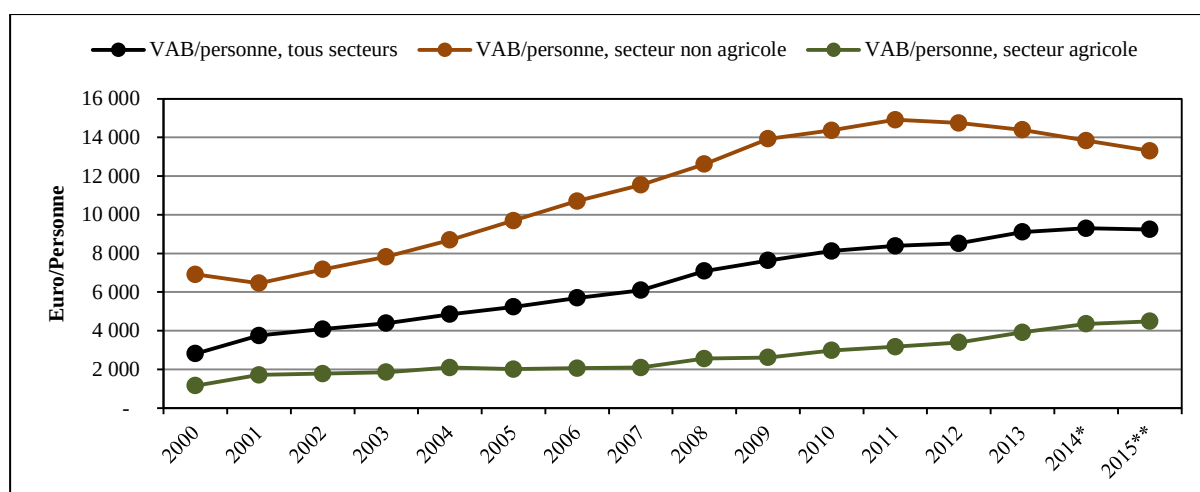
Mais il faut souligner que le phénomène d'augmentation de productivité par personne dans le secteur agricole reste en terme absolu. Car la réalité du terrain nous montre l'existence de deux modèles d'exploitations :

- Les exploitations « marchandes » : les exploitants ont un objectif commercial et donc la productivité par personne est importante.
- Les exploitations familiales : la production est principalement destinée à la consommation familiale (pas ou très peu de vente), la productivité reste faible notamment pour les personnes âgées.

Par exemple, dans le district du Has en Albanie, une région qui souffre du départ massif des jeunes, le secteur de l'élevage pastoral souffre d'un manque important de main-d'œuvre (Garnier, 2013).

La productivité agricole par personne est presque 3 fois moins élevée que celle non agricole en 2015 (figure 9). Cette différence s'explique très clairement par l'exode rural en Albanie.

Figure 9 – Productivité de travail par personne¹⁵ (2000 – 2015)



Source: Elaboration personnelle d'après les données de l'INSTAT (données administratives).

3. L'évolution de la SAU : forte modification durant la période communiste

A. Le régime foncier de la période communiste jusqu'à nos jours

Depuis sa création en 1912, l'Albanie a connu beaucoup de réformes foncières : abolition des *çifligs*¹⁶ et expropriation des grands propriétaires religieux et féodaux, stabilisation de la propriété étatique, distributions paysannes par les réformes agraires des années 1920-1924 et celle du 13 avril 1930, etc. (Bernard et al., 2015). Ce mouvement a été interrompu par la prise du pouvoir par le Parti des Travailleurs d'Albanie (PTA) en 1945.

• Le régime communiste (1945 – 1985)

La troisième réforme signale le début de la collectivisation (1945 – 1946) ; le régime communiste expropriait toutes les grandes propriétés foncières sans compensation et les redistribuait aux familles

¹⁵ Les résultats de la productivité du travail par personne pour les années 2014-2015 sont provisoires car la Valeur Ajoutée Brute est provisoire. Taux de change moyen en 2015 : 1 euro = 139,8 leks.

¹⁶ *çiflig* (orthographe albanaise) ou *chiftlik* (turc ottoman) : désigne, dans le cadre de l'administration foncière de l'Empire Ottoman, un domaine agricole, héréditaire, octroyé par le Sultan à un gestionnaire (souvent des officiers de l'armée ottomane), et mis en valeur par l'exploitation de petites métairies, qui rémunèrent à leur tour le propriétaire avec une partie de leur récolte (taux variable en fonction de la fertilité de la terre).

paysannes. Ces paysans n'avaient pas la propriété de la terre mais seulement les droits d'exploitation (Biba, 2001). Le régime commençait à installer une politique économique communiste.

Enver Hoxha, le chef du Parti Communiste, après avoir installé les bases de son régime, a lancé la mise en place d'un modèle « stratégique » qui consistait à « *la privatisation totale de la terre et les actifs non fonciers en construisant les fermes d'Etat et les coopératives* » (Biba, 2001).

En 1976, la terre devient totalement propriété de l'Etat. En 1990, juste avant l'effondrement du système communiste, 23,6% de la terre agricole était occupée par les fermes d'Etat, 73,7% par les Coopératives et 2,6% par le Lopin privé (la terre arable s'estimait à l'époque à 710 000 ha).

- **La période post-communiste (1990 – 2017)**

Après la chute du régime à la fin des années 1990, dans l'espace de trois ans (1991-1993), une privatisation massive et rapide a été mise en place. La privatisation était gratuite et égalitaire ; la distribution des terres gratuitement concernait toutes les familles rurales. Ce phénomène a engendré la création de près de 467 000 exploitations d'une taille moyenne entre 0,5 à 3 ha.

A l'effondrement du communisme, dans la majorité des pays du PECO,¹⁷ la loi de la réforme agraire avait restitué les terres agricoles aux anciens propriétaires¹⁸. A l'inverse, l'Albanie avait fait le choix de distribuer les terres de manière égalitaire à toutes les familles rurales mais en remboursant les anciens propriétaires. Depuis cette période, l'agriculture est confrontée à des problèmes de titres de propriété et de morcellement de la terre agricole. Ce phénomène explique, selon toutes les études publiées, l'orientation de l'agriculture albanaise vers le modèle d'autosubsistance.

L'occupation de sol : progression inédite de l'artificialisation entre 1938 et 1990

La première phase de la transformation de la terre date d'après la seconde réforme agraire en 1930. Elle atteint son apogée avec l'arrivée du régime communiste au pouvoir en 1945. Cette transformation a permis l'augmentation de la terre agricole de 155% (de 276 à 704 mille ha) grâce à l'emblavement massif des prairies et pâturages, qui réduisent leurs surfaces de près de 65% (de 1 248 mille à 446 mille ha). Cette quête de l'autosuffisance alimentaire a causé une chute continue de la production de l'élevage. Les produits animaux sont devenus rares.

D'après les données de l'INSTAT (1991), la production de l'élevage a diminué dans la part des productions agricoles totales de 45% en 1950 à 28,7% en 1985.

La catégorie « *autres terres* » a été utilisée comme espace de services (constructions de bâtiments pour les SMT¹⁹, les coopératives agricoles, l'industrie lourde, etc.). En analysant le graphique 10, durant 52 ans (1938 – 1990), le pays s'est vu passer d'un pays à majorité rural à un pays urbanisé avec la construction de villes dans chaque district sur les « *autres terres* » et même sur les terres arables.

L'occupation du sol selon la figure 10 stagnait à partir de la période post-communiste. De 1990 à 2015 on constate une augmentation des surfaces de « *prairies, pâturages* » (+32 000 ha). En effet, face à la rareté des produits animaux pendant la période communiste, les agriculteurs transformaient leurs terres en pâturages pour faire face à la demande importante en lait, viande, produits dérivés, etc.

Le secteur de l'élevage est devenu un des plus importants dans l'économie agricole (autour de 52 %).

La catégorie « *autres terres* » a continué à s'élargir comme conséquence de l'urbanisation notamment dans la métropole de Tirana et de la ville de Durrës.

En 2015, la superficie agricole utilisée SAU²⁰ de l'Albanie a occupé 40.8 % (environ 1174 mille ha) de la superficie totale du pays, dont 616 mille ha (environ 52,5 %) sont « *terres arables* », 80 mille ha (6,8 %)

¹⁷ Pays de l'Europe Centrale et Orientale

¹⁸ En Albanie, les anciens propriétaires étaient les propriétaires d'avant la réforme agraire de l'année 1946

¹⁹ SMT : Station de machines agricoles

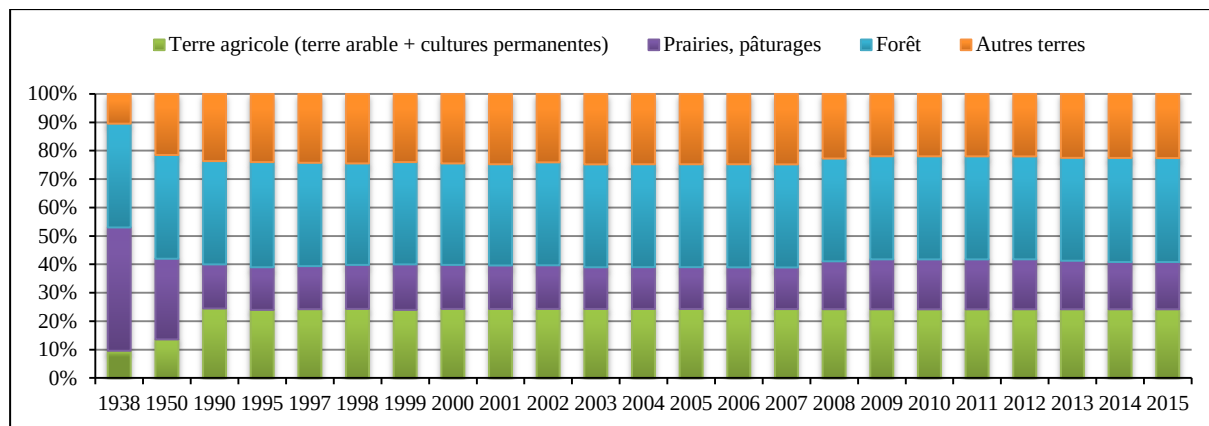
²⁰ Selon Eurostat, la superficie agricole, abrégée en SA (ou superficie agricole utilisée, SAU), désigne la surface consacrée à l'agriculture, soit: **les terres arables, les prairies permanentes, les cultures permanentes**, ainsi que d'autres catégories de terres agricoles, comme **les jardins potagers familiaux** (même si ceux-ci ne représentent qu'une petite partie de la SAU totale).

Ne sont pas incluses dans la superficie agricole : les terres agricoles inexploitées, les forêts et les surfaces occupées par des bâtiments, fermes, chemins ou étangs.

sont « *cultures permanentes* » et 478 mille ha (40,7 %) « *Prairies et pâturages* ». Les « *forêts* » ont occupé 1052 mille ha (36,6 %) et les « *autres terres* » 649 mille ha (22,6 %).

Si l'on compare l'UE-28 à l'Albanie, nous pouvons remarquer que la SAU est la même (40 %) mais elle ne représente pas la même structure d'utilisation. Les terres arables constituaient 59.8% de la SAU dans l'UE-28 en 2013, et les prairies et pâturages en représentaient à peine plus d'un tiers (34.2%). Les cultures permanentes, telles que les vignes, les oliviers et arbres fruitiers, représentaient 5.9% du total, les 0.2% restants étant principalement attribués à des jardins potagers (Eurostat, 2015).

Figure 10 – L'occupation du sol en Albanie (1938 – 2015)



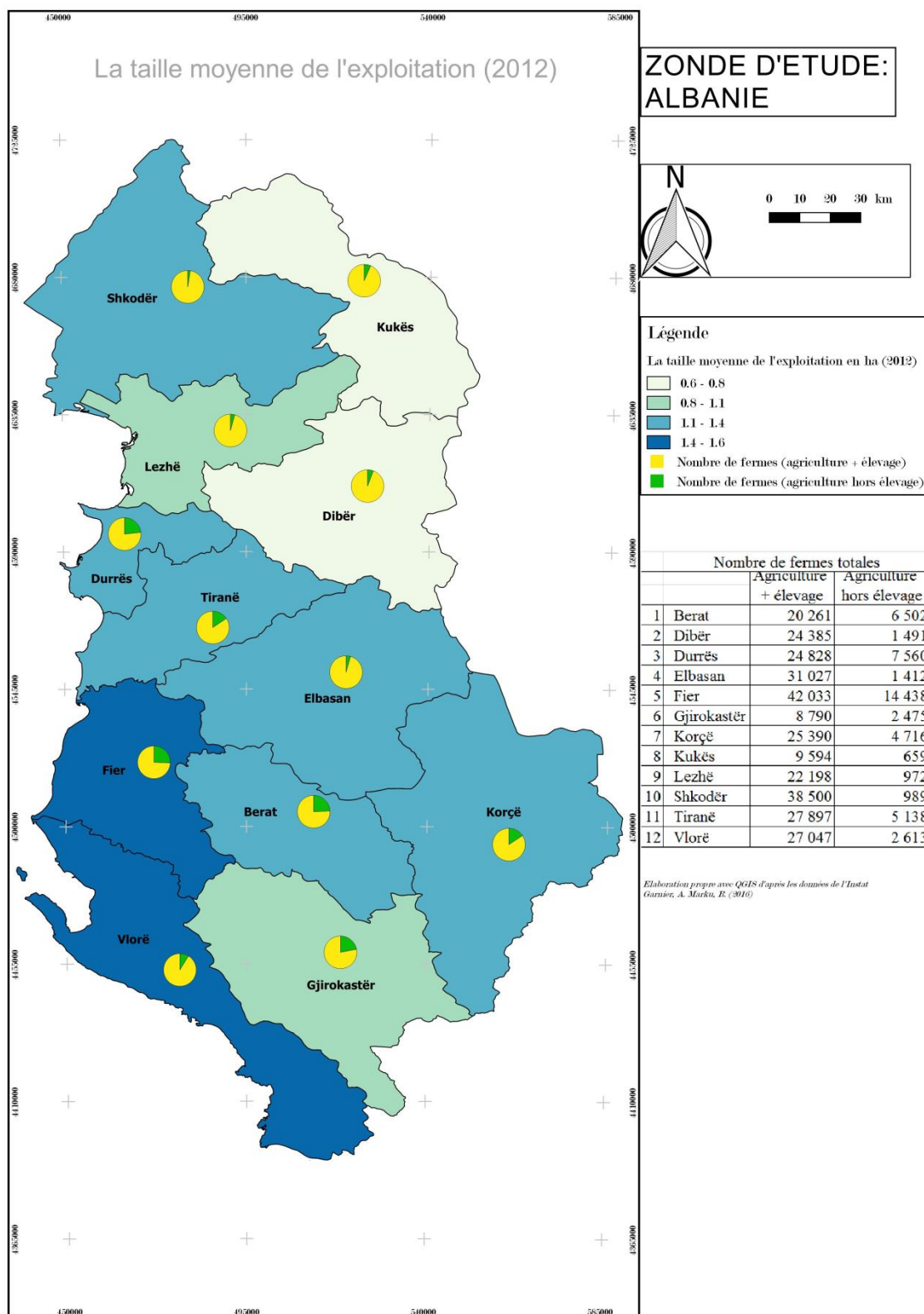
Source: Elaboration propre d'après Biba (2001) et INSTAT

4. Caractéristiques des exploitations

A. La structure des exploitations agricoles et leurs évolutions (1996 – 2012)

Le fait que la majeure partie des exploitations albanaises soient des exploitations de subsistance est aujourd'hui reconnu (Skreli et *al.*, 2001). Leur taille est extrêmement petite (en moyenne 1.2 ha), comparée avec en moyenne près de 5 ha pour les PECO et 27 ha pour l'Europe occidentale (Cela et *al.*, 2010). De plus, ces exploitations sont divisées en moyenne en 4.2 parcelles d'une taille de 0,28 ha chacune. La taille moyenne des exploitations et des parcelles est plus petite dans les régions les plus défavorisées du pays comme Kukës (moyenne 0.71 ha et 0.16 ha) ou Dibër (moyenne 0.71 ha et 0.19 ha), et est plus grande dans la région de Fier (moyenne 1.7 ha et 0.37 ha) et de Vlora (moyenne 1.42 et 0.26) (MADRGE, 2011), (Carte 1).

Carte 1- La taille moyenne de l'exploitation selon la région (2012)



Source : Elaboration propre avec QGIS d'après les données de l'INSTAT, 2016

En ce que concerne l'évolution globale des exploitations agricoles, la figure 11 indique deux moments importants :

1) 1996 – 2005, la diminution du nombre d'exploitations n'est pas accompagnée de l'augmentation de leur taille. L'absence d'un marché foncier et l'abandon des terres agricoles qui se sont transformées en friches sont les raisons derrière ce phénomène.

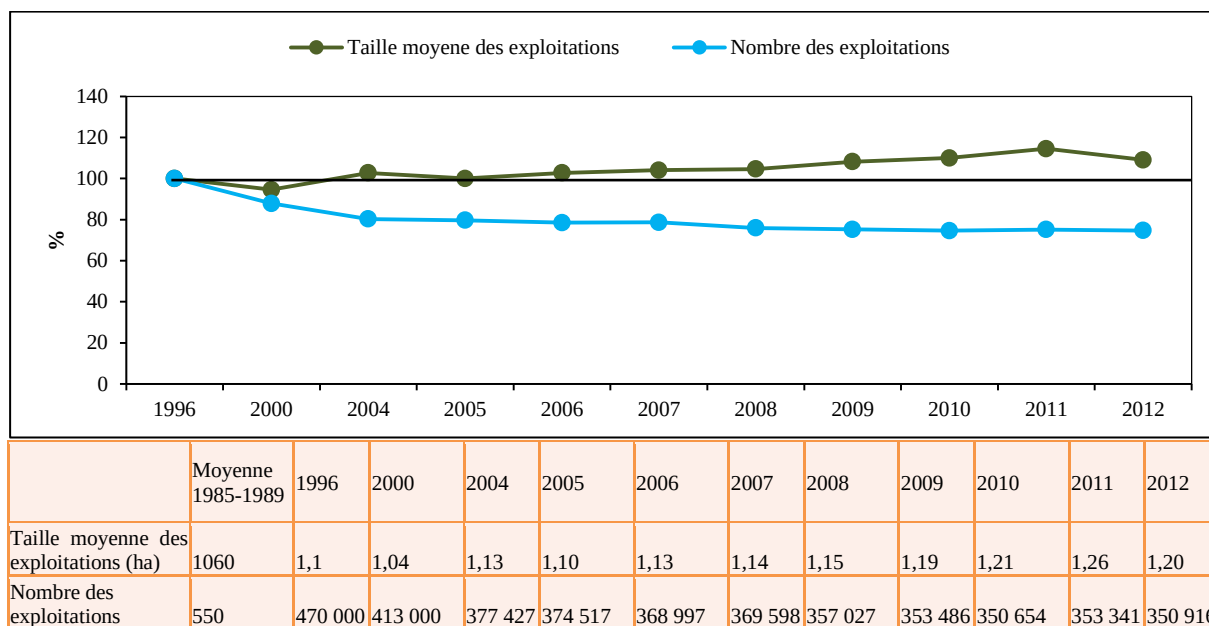
2) 2005 – 2012, la taille moyenne a légèrement augmenté, passant de 1.1 ha en 2005 à 1.2 ha en 2012 par exploitation. La baisse du nombre d'exploitations agricoles a persisté (- 6% du nombre des exploitations). Le processus de regroupement des exploitations a progressé très lentement à cause d'un marché foncier qui reste fragile (Cela et *al.*, 2010).

Le marché foncier est atypique en Albanie. Il reste fragile, avec un nombre de transactions faible à cause de (MADRGE, 2015) :

- la perception de la terre comme un filet de sécurité sociale ;
- les revendications territoriales non réglées notamment de la part d'anciens propriétaires des terres au moment de la dé-collectivisation ;
- les problèmes liés à l'enregistrement des terres agricoles lors de la réforme agraire ;
- le faible accès aux crédits agricoles.

En 2012, la structure agraire post-collective reste dominée par les très petites exploitations : 86% ont moins de deux ha et seulement 14% sont de plus de 2 ha. Ces chiffres n'ont presque pas changé tout au long de ces deux dernières décennies (Biba et Kercuku, 2013). La plupart des exploitations (86 %) exercent la polyculture-élevage. La polyculture occupe 98 % des exploitations, environ 46 % des exploitations sont en arboriculture et environ 24 % sont laissées en friche.

Figure 11 – Evolution du nombre et de la taille des exploitations (1996 = 100%)



Source: Elaboration propre d'après les données d'INSTAT

Tableau 6 – Evolution des types d’exploitations selon leur taille entre 2003 et 2012

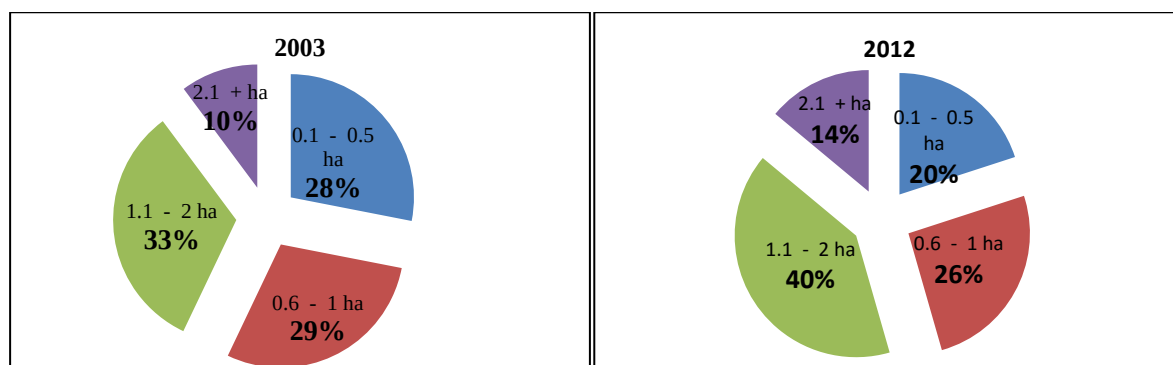
	Les exploitations avec					
Ha	Cultures et élevage	Cultures sans élevage	Cultures	Arboriculture	Terre en friche	Les exploitations totales
0.1 - 0.5	-39%	-23%	-35%	-86%	-73%	-37%
0.6 - 1.0	-25%	3%	-22%	-60%	-51%	-22%
1.1 - 2.0	3%	88%	10%	-35%	-9%	10%
2.1 +	10%	314%	18%	-21%	-30%	22%
Total	-16%	31%	-11%	-54%	-34%	-11%

Source: Elaboration propre d’après les données d’INSTAT

Une minorité d’agriculteurs/éleveurs ont essayé de se spécialiser selon la demande du marché. On observe entre 2003 et 2012, un accroissement de 22 % pour les exploitations de plus de 2 ha et une diminution de 59 % des exploitations de moins de 1 ha.

Ce changement est plus fort pour les cultures sans élevage (+ 314 %) en dépit de la polyculture-élevage. D’après Cela (2010), la tendance vers la spécialisation est plus visible dans le secteur des fruits et des légumes. Le processus de consolidation du secteur de l’élevage est aussi important. En six ans (de 2005 à 2011), on remarque que le nombre des grandes exploitations bovines (plus que 10 têtes) a quadruplé, les grands exploitations ovines (101-200 têtes) ont augmenté de 71%, et les caprines (plus de 100 têtes) ont augmenté de près de 47%.

Figure 12 – La structure des exploitations selon leur superficie (% du total)



Source : Elaboration propre d’après les données d’INSTAT

Cependant, les changements structuraux durant la période 1996-2012 (faible diminution du nombre d’exploitations agricoles, et augmentation négligeable de leur taille moyenne), nous montrent une quasi-stagnation du nombre et de la taille moyenne des exploitations agricoles. En conséquence, les exploitations albanaises restent des exploitations de subsistance et semi-subsistance expliquant leur faible compétitivité sur le marché national et mondial.

Les résultats des études (Lerin et Civici 2001 ; Biba et Pluinage, 2006 ; Jouve, 2009) montrent que pour une bonne partie des ménages ruraux, auxquels par défaut on attribue le titre « d’exploitants agricoles », l’agriculture ne constitue qu’une « activité contrainte » en l’absence d’alternative économique (Biba et Kercuku, 2013).

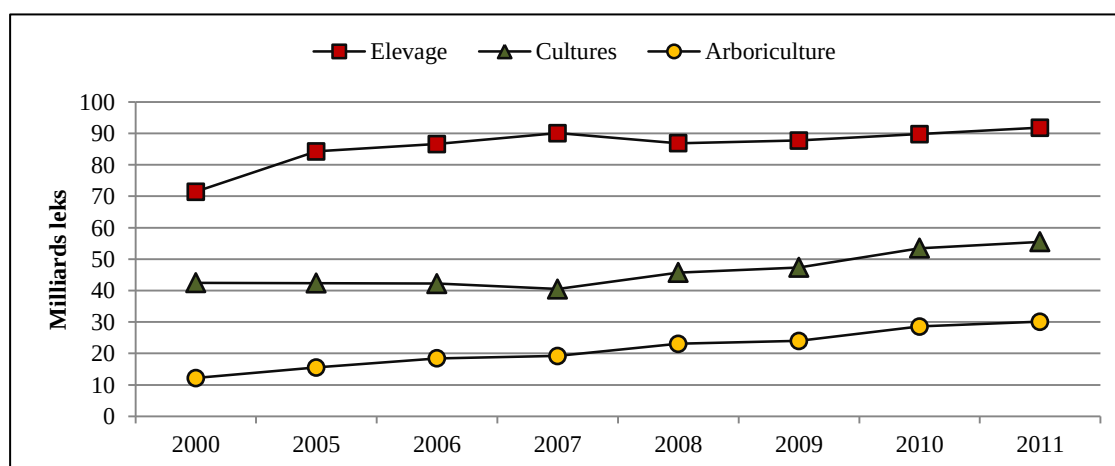
5. La valeur et le rythme de croissance des produits des cultures et de l'élevage (1988 – 2014)

La production agricole et agro-industrielle a augmenté tout au long de la période post-communiste (Cela et al, 2010). En 2014, la valeur de la production agricole (*agriculture, sylviculture et pêche*) aux prix courants, atteignait environ 2.7 milliard US\$.

Malgré le poids très élevé de l'agriculture en économie, le secteur agro-industriel (*fabrication de produits alimentaires, boissons et de produits à base de tabac*), ne représente qu'un faible pourcentage. Sa part dans le PIB agricole occupe environ 4.3% en restant très loin des pays de l'UE (la Grèce = 81%, l'Espagne = 108%, et la France = 128%) (FAOSTAT, 2017). Il faut noter que ces données ne peuvent pas être confrontées avec les données de la MADRGE, à cause de méthodologies différentes. Selon la MADRGE, le secteur agro-industriel montre une valeur beaucoup plus élevée que celle que représente la FAO.

Depuis la chute du communisme, plus de la moitié de la production agricole totale est assurée par la production de l'élevage, ce qui n'est pas le cas de l'UE, ou d'autres pays comme l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM) ou la Turquie. La mise en culture de fourrages (50%) et de maïs (17%) témoigne très clairement l'importance de ce secteur en Albanie (INSTAT, 2015).

Figure 13 – Evolution de la valeur de la production agricole en leks albanais (2000 – 2011)

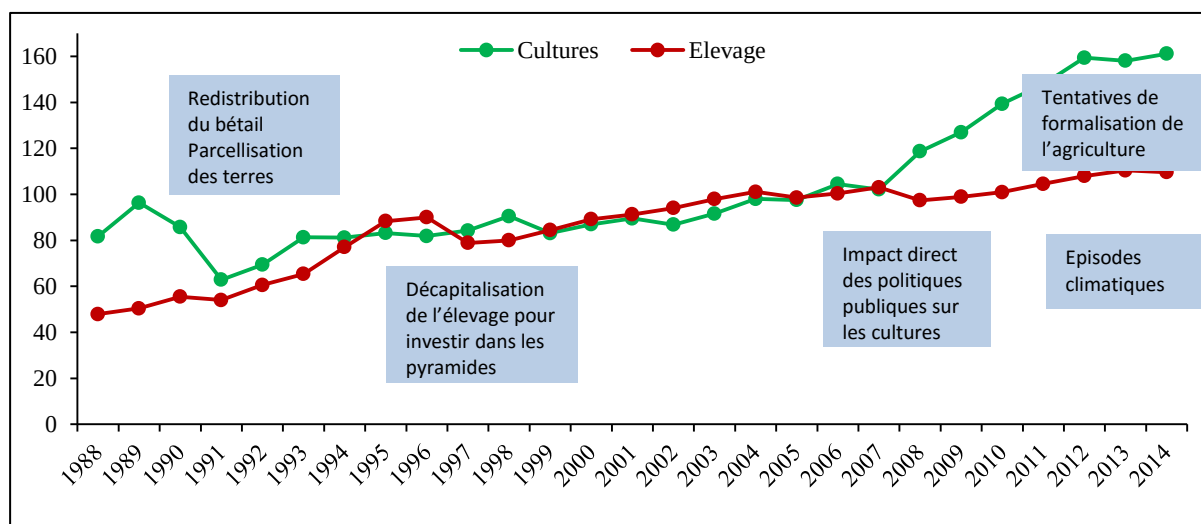


Source : élaboré à partir de données recueillies, « INSTAT »

Aujourd'hui, cette tendance commence à changer face à la contribution de plus en plus importante de l'arboriculture et du maraîchage dans le PIB agricole. Les subventions (schémas de paiements directs) appliqués à des arbres fruitiers, notamment pour l'olivier et les noix et les investissements privés significatifs ont doublé la contribution des arbres fruitiers à la production agricole (de 22% en 2000 à 40% en 2012) (Guri et al., 2015).

La transition en Albanie est caractérisée par l'augmentation de la productivité de certaines productions agricoles, mais cela reste très loin de la moyenne de l'UE, notamment en ce qui concerne la production de lait (Guri et al., 2015).

Figure 14 – Indice de la production brute (2004 – 2006 = 100)



Source : Elaboration propre d'après les données de la FAO

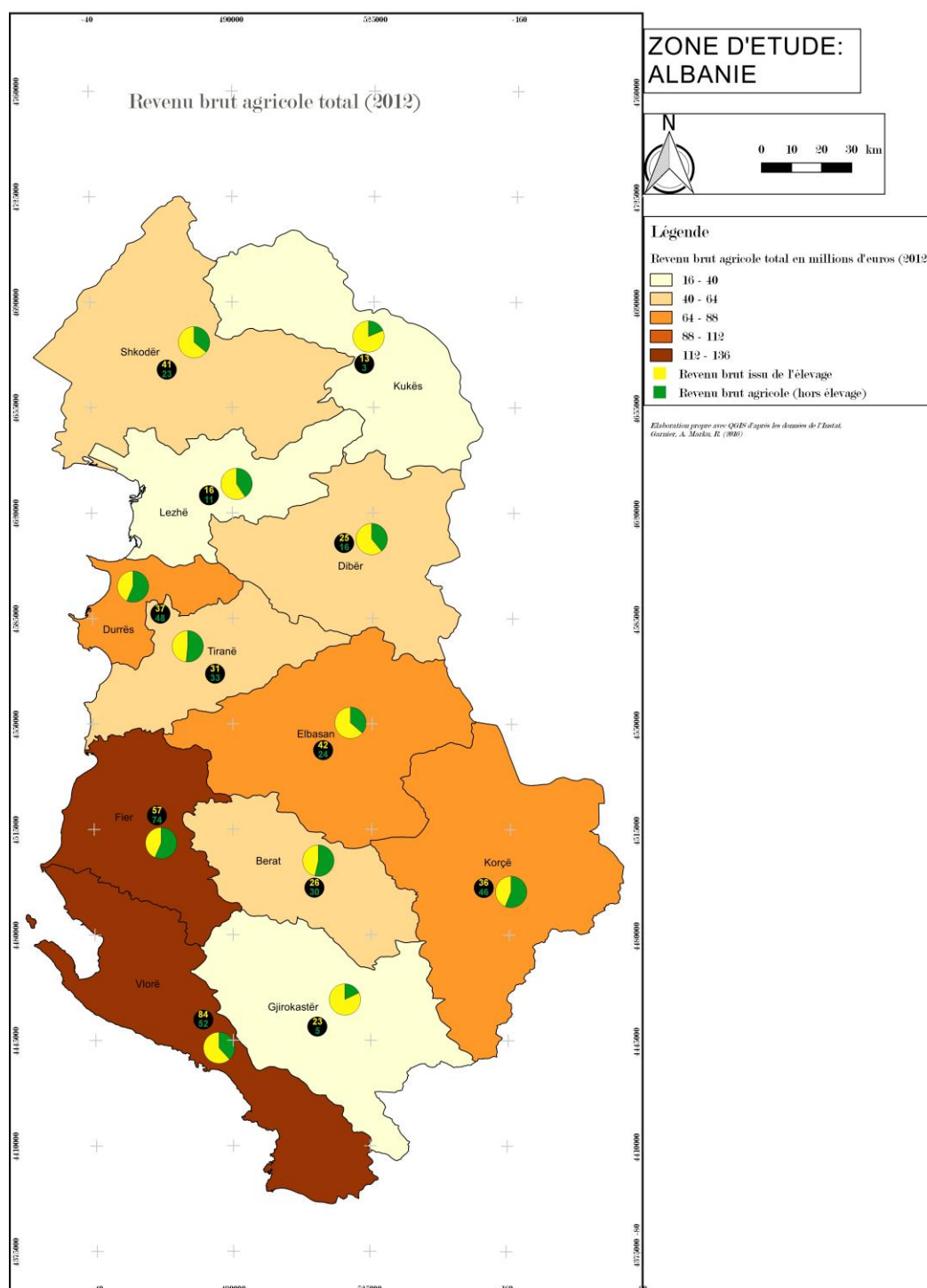
6. La répartition des revenus bruts agricoles totaux à l'échelle régionale

Comme le montre la carte ci-après, les régions, dans la partie Ouest du pays (Vlorë, Fier, particulièrement le district du Saranda) et la région de Korca dans la partie Est du pays, sont les principaux bassins agricoles d'Albanie.

Les régions le plus productives (Durrës, Fier, Vlorë et Korçë) comptent plus de la moitié (55%) de la production agricole du pays et (45%) de la terre arable. Ce groupe de régions est responsable pour plus de 60% des transactions sur le marché agricole.

Les régions moins productives sont celles du nord-est (Kukës, Dibër), la région de Lezhë, dans le centre du pays et la région de Gjirokastër, dans le sud. Ces quatre régions produisent seulement 14% du total des ventes nationales (agriculture et élevage), malgré le fait qu'elles occupent 21% de la terre arable. En termes de production des cultures, ces régions comptent moins de 10% des ventes nationales. Montagneuses pour la plupart, ces régions sont caractérisées par de fortes pentes, leur terre agricole est peu productive et elles s'orientent de plus en plus vers l'élevage pastoral (Guri et al, 2015).

Carte 2 – Le revenu brut de l'agriculture et de l'élevage²¹ (2012)



Source : Elaboration propre avec QGIS d'après les données de l'INSTAT, 2016

²¹ Sont inclus : les revenus par la vente de produits transformés.
Ne le sont pas : les revenus des serres et grandes fermes.

Partie IV : Analyse des séries du secteur de l'élevage

I. La dynamique du secteur de l'élevage de 1998 à 2015.

Le secteur de l'élevage en Albanie est considéré comme la colonne vertébrale de l'agriculture. La production animale constitue la principale ressource dans le panier albanais depuis la chute communiste. Il fournit environ 52% de la valeur de la production agricole et il est une source importante non seulement en termes de revenus agricoles mais aussi d'approvisionnement du marché avec des matières premières et produits transformés (Project Fiche – IPA, 2013).

1. L'évolution des ruminants (bovins, ovins, caprins)

A. La taille du cheptel

L'Albanie est un pays d'élevage depuis longtemps et cela est principalement dû à la tradition et à des conditions climatiques favorables ainsi qu'à l'abondance et la qualité des pâturages. A l'installation du système communiste en 1946, le bétail est passé par plusieurs phases d'évolution : la première phase était la collectivisation de l'élevage à travers l'appropriation du cheptel par l'Etat qui est devenu le seul propriétaire du bétail (Marku, 2016). Peu de temps après, l'Etat a renforcé son monopole en interdisant aux villageois de posséder du bétail. Cette politique a culminé dans les années 1980-1981 où le gouvernement a commencé à mettre en œuvre la politique de "regroupement du bétail privé" des villageois.

Par conséquent, dans les années 1980-1990, le monopole de l'Etat a provoqué une crise alimentaire en Albanie liée à la rareté des produits animaux sur le marché, comme : le lait, la viande, les œufs et leur produits dérivés (Agolli, 2000).

Après la chute du régime et pendant toute la période de la dé-collectivisation, les cheptels ont été redistribués aux agriculteurs. Le cheptel national a été redistribué à chaque famille paysanne, en moyenne entre 3-10 petits ruminants et 1 ou 2 bovins (Biba, 2003).

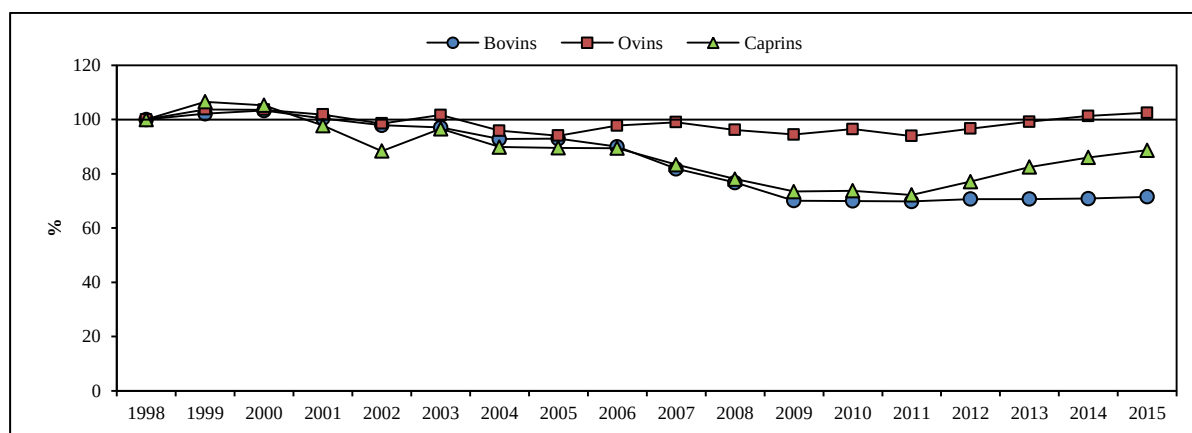
La création de plus de 460 000 micro-exploitations agricoles durant la période 1991-1993, a impliqué la création de presque autant de micro troupeaux de quelques petits ruminants et d'une ou deux vaches. Compte tenu de la très petite taille de l'exploitation, de l'absence de capital et des faibles moyens financiers, les familles paysannes ont mis en œuvre des stratégies de développement de leurs petits troupeaux (Kercuku-Biba, 2001).

Afin d'avoir la tendance de ce secteur, nous avons supprimé les périodes de forte transition (1990-1997). Nous avons considéré pour la suite 1998 comme année de référence.

Au cours de cette période, on peut distinguer trois phases générales d'évolution du nombre de ruminants.

- (1) 1998 – 2000 : La reprise du secteur suite à l'effondrement du système pyramidal ;
- (2) 2000 – 2009 : Tendance à la baisse, particulièrement pour les bovins et les caprins à cause de l'exode rural ;
- (3) 2011 – 2015 : Après une période de stabilisation de deux ans (2009 – 2011), les bovins restent stables, alors que les petits ruminants montrent une croissance importante ;

Figure 15 – Evolution du nombre de ruminants d'élevage (1998 = 100)



Source: Elaboration propre d'après les données d'INSTAT

Les tendances du secteur des ruminants, surtout celui des bovins ou caprins, témoignent très clairement d'« une agriculture d'autoconsommation ». La cohérence de la courbe de bovins/caprins (voir la figure ci-dessus) avec celle de la population rurale en diminution, répond à ce constat.

La non consolidation de la réforme foncière pour développer l'activité agricole et d'élevage, le manque d'autres secteurs comme alternative d'emploi, l'augmentation continue de la productivité du secteur de l'industrie (surtout celle de la construction) et des services ont entraîné un exode rural vers les villes et à l'étranger. Ce phénomène a impacté directement le secteur de l'élevage notamment dans la période 2006-2009.

Dans les régions montagneuses, les familles albanaises possèdent en moyenne plus de 30 têtes d'ovins ou de caprins et une ou deux vaches (Garnier, 2013 ; Medolli, 2013). Tout au long de cette période, les ovins restent très peu affectés en raison d'une demande de la viande toujours élevée, comparée avec celle de caprins.

En considérant la fiabilité des statistiques nationales, depuis 2011, la tendance à l'augmentation de la taille du cheptel (particulièrement pour les petits ruminants) a été influencée par le soutien budgétaire « les paiements directs aux producteurs basés sur le nombre d'animaux ».

D'après (Bajramović, 2016), les mécanismes de paiements directs ont mis l'accent surtout sur les petits ruminants, ce qui a entraîné une augmentation du nombre de têtes. La plupart de ce budget a été financé par les projets de développement financés par des donateurs étrangers. Cette mesure a été mise en place dans le cadre du programme européen IPARD « Instrument de pré-adhésion pour le développement rural » en 2011, après l'identification du lait et de la viande comme deux filières prioritaires.

La production de lait

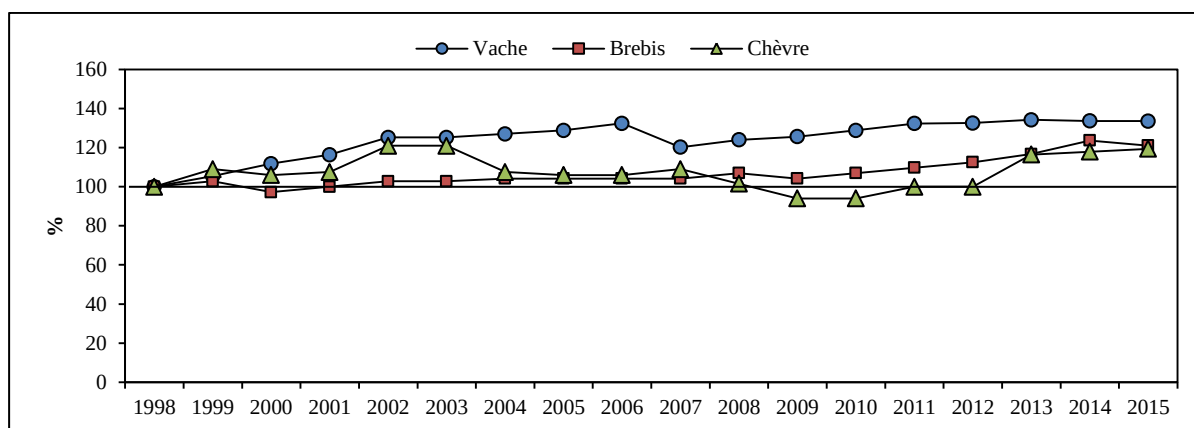
La remarque la plus importante que l'on peut tirer de l'évolution de la production du lait est la suivante :

Deux phases de développement ont été observées concernant la production laitière :

- Jusqu'en 1994, l'augmentation de la production était basée sur la hausse du nombre d'animaux, alors que dans la deuxième phase, elle était due à des rendements plus élevés (Xhaxhiu, 2002).
- Durant la période 1998 – 2015, en réponse à une demande à la hausse, la production de lait de vache a augmenté de 33.5%, la production de lait de brebis de 21% et celle de lait de chèvre de 19.5%. En 2015, la production totale de lait atteignait le chiffre de 1 131 mille tonnes, dont la plupart était du lait de vache (85%), le lait de brebis n'occupait que 8% et le reste du lait de chèvre (INSTAT, 2015).

Cependant, d'après les données de la FAO en 2014, le rendement de lait de vache (2696 kg/an/tête) en Albanie est très loin de celui enregistré dans l'UE (6776 kg/an/tête).

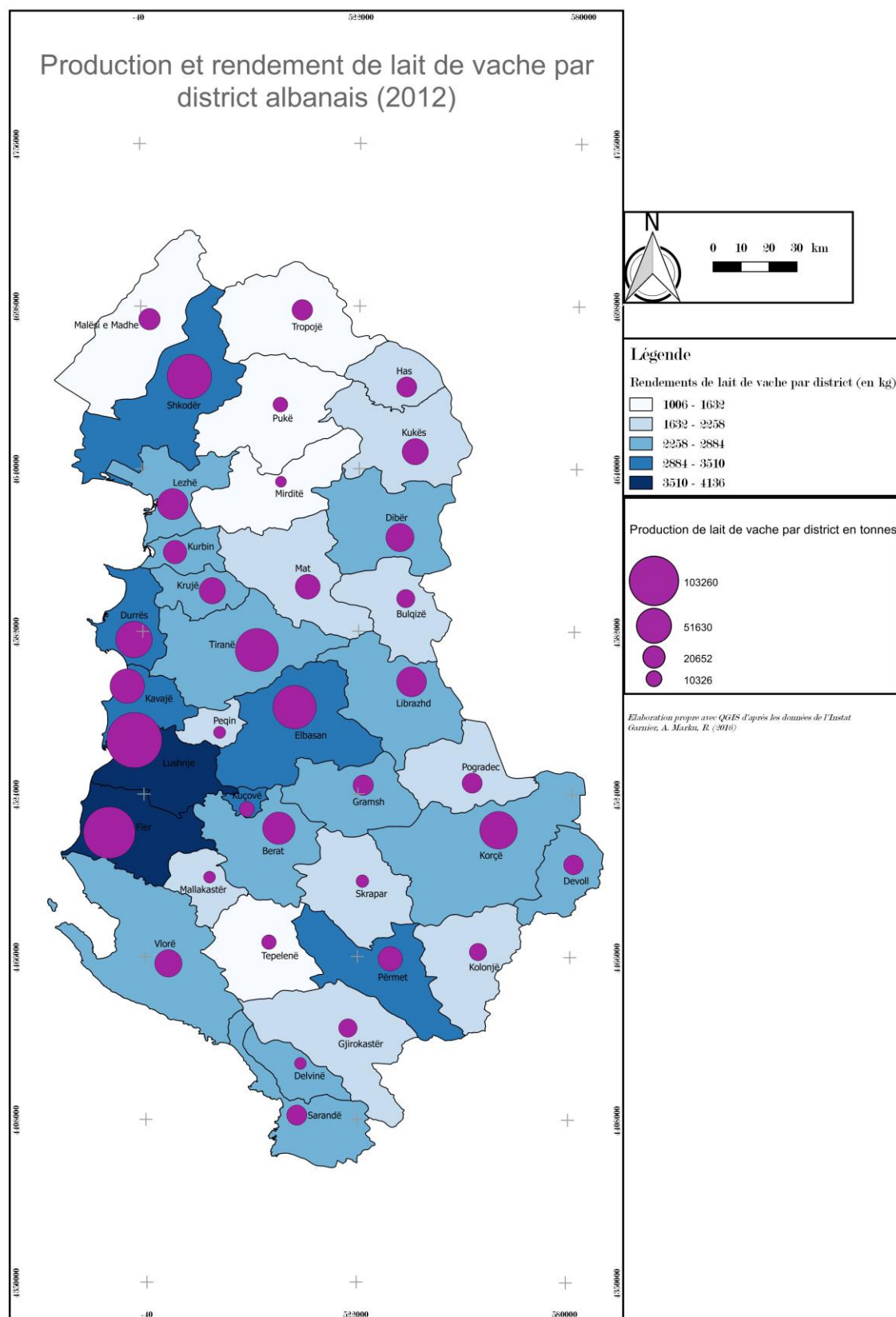
Figure 16 - Evolution de la production de lait (1998 = 100)



Source : Elaboration propre d'après les données de l'INSTAT

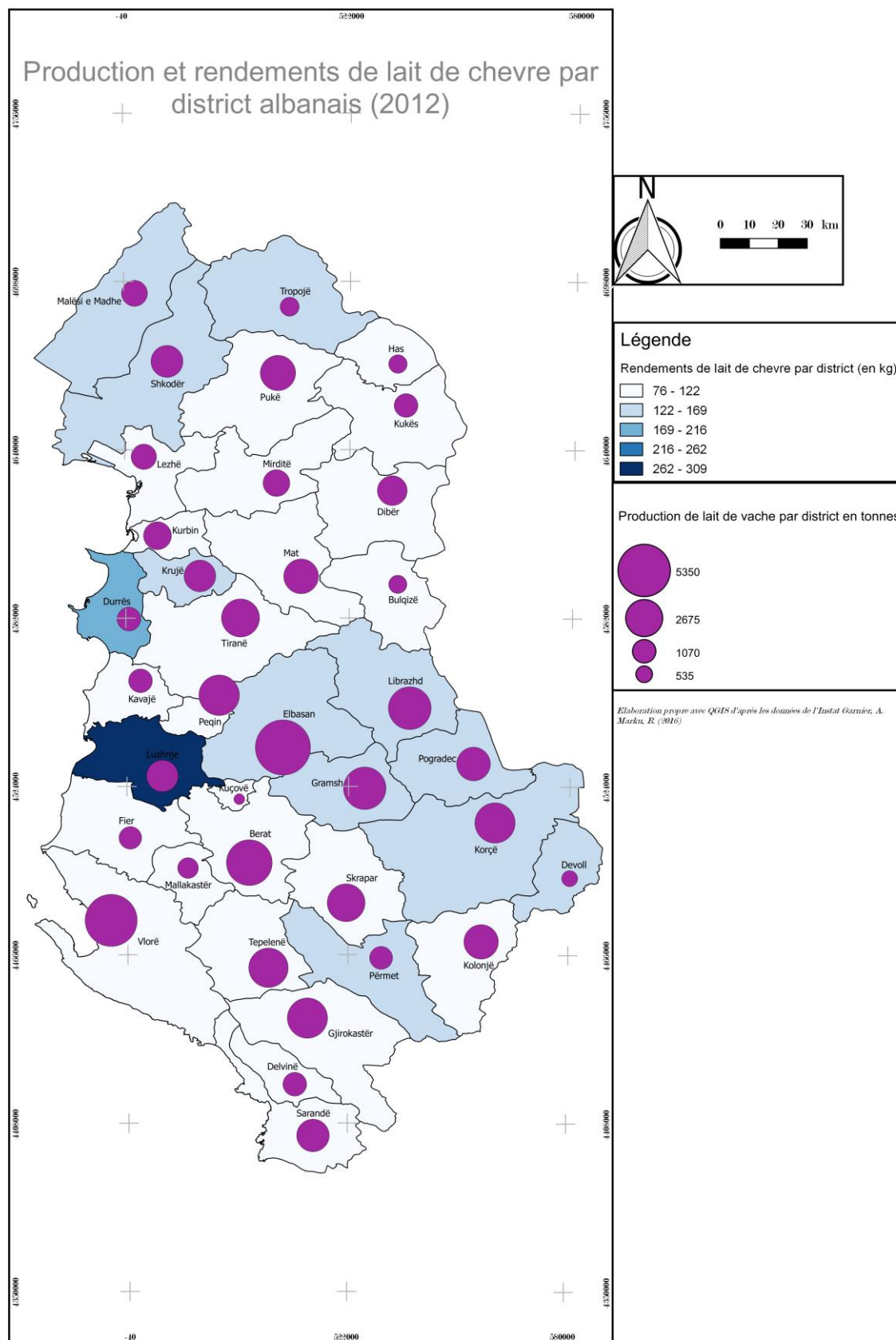
La chute du nombre de caprins pour la période 2003 – 2009, a entraîné la baisse de la production de lait de chèvre, malgré le rendement élevé. D'après Cili et *al.* (2013), l'érosion démographique dans les zones montagneuses du nord de l'Albanie, a été la raison principale de la diminution du nombre de têtes. La rupture de la production de vaches pour la période 2007 – 2008 pourrait s'expliquer par des erreurs dans la méthode de calcul statistique.

Carte 3 - Production et rendement de lait de vache par district albanais (2012)



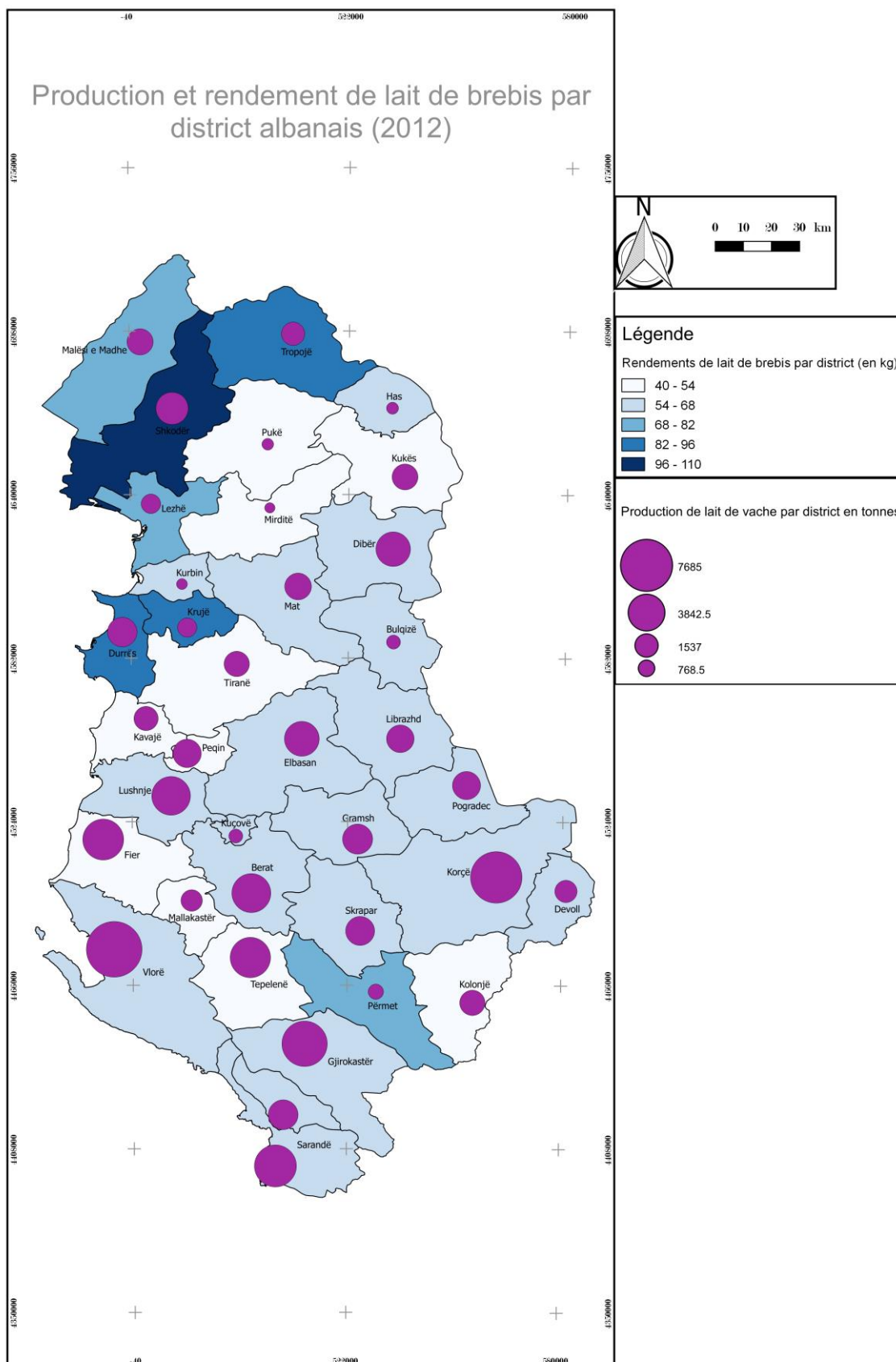
Source : Elaboration propre avec QGIS d'après les données de l'INSTAT, 2016

Carte 4 - Production et rendement de lait de chèvre par district albanais (2012)



Source : Elaboration propre avec QGIS d'après les données de l'INSTAT, 2016

Carte 5 - Production et rendement de lait de brebis par district albanais (2012)



Source : Elaboration propre avec QGIS d'après les données de l'INSTAT, 2016

La production de viande

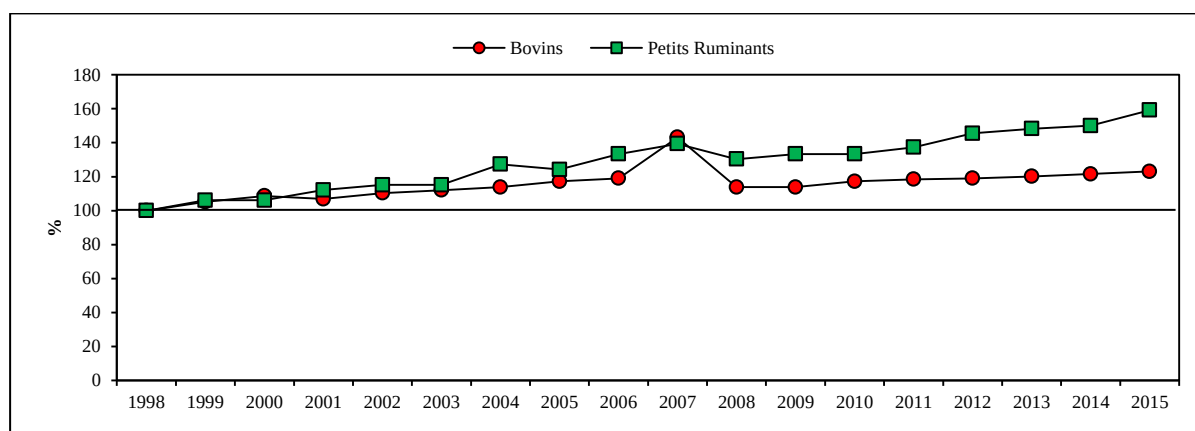
L'effet de l'augmentation du rendement de la production de viande est le même que pour la production de lait. Entre 1998 et 2015, le volume de la production de viande de petits ruminants a augmenté d'environ 59% et celui des bovins d'environ 23%. Malgré cette tendance, le secteur de la transformation souffre encore du manque de matière première en viande.

La viande albanaise reste limitée et coûteuse. Cela pousse les entreprises de transformation agroalimentaire à importer une bonne quantité de viande crue depuis le Brésil et le Canada principalement (Marku, 2016). En d'autres termes, il n'y a presque aucun lien entre les éleveurs albanais et l'industrie de transformation de la viande.

En ce qui concerne l'évolution de la production de viande bovine, nous ne pouvons pas expliquer les chiffres entre 2007 et 2008, probablement dus à une erreur de calcul comme évoqué plus haut.

L'hypothèse qu'un abattage massif a eu lieu pendant cette période et qui explique l'augmentation de la quantité de viande disponible n'est pas soutenue par les publications de l'époque.

Figure 17 – Evolution de la production de viande bovine et de petits ruminants (1998 = 100)



Source: Elaboration propre d'après les données d'INSTAT.

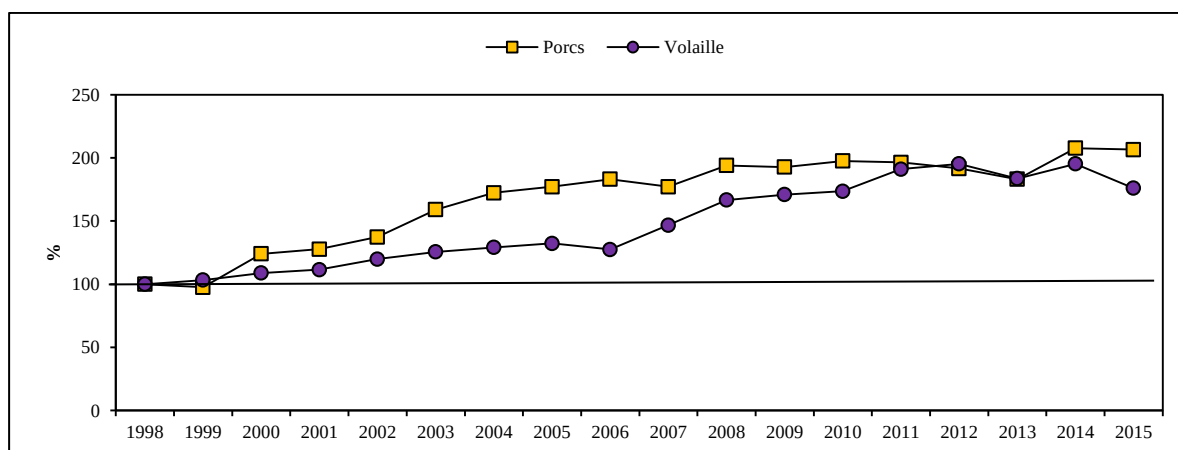
2. L'évolution du secteur du porc et de la volaille

A. La taille du cheptel

Après une période importante de transitions sur les plans social, économique et politique, la tendance à l'accroissement de la consommation en viande par personne s'est reflétée depuis 1998 sur la catégorie de la viande la moins chère « la viande blanche », dont une grande partie est importée.

De ce fait, on explique l'évolution importante du nombre de porcs et de volailles. La tendance est à la hausse, surtout pour la production de porcs, alors que les volailles en Albanie sont destinées plutôt pour la production des œufs, et s'est freinée durant la période 2009-2011, et reste stable jusqu'à nos jours.

Figure 18 – Evolution du nombre de porcs et de volailles (1998 = 100)

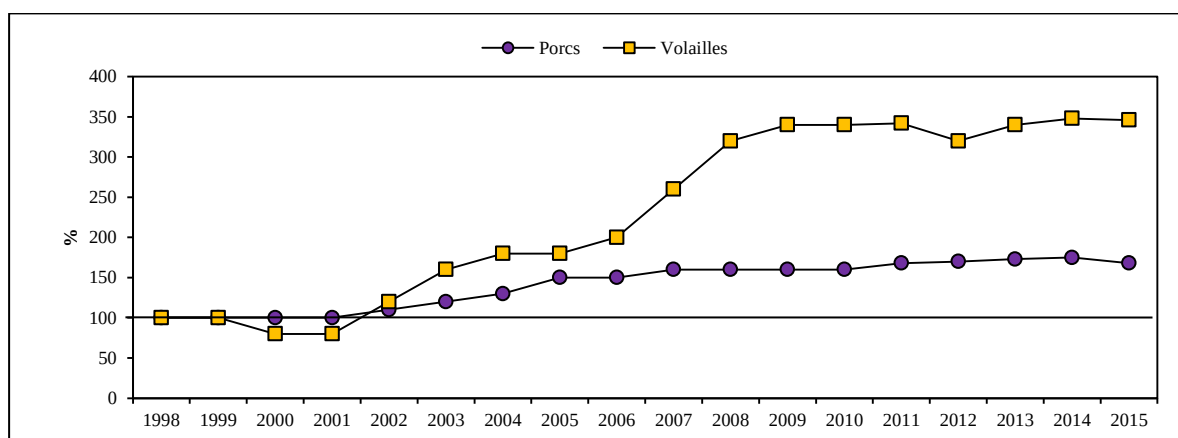


Source : Elaboration propre d'après les données de l'INSTAT

La production de viande

Etant donné que la production de viande blanche reste stable durant les cinq dernières années avec une moyenne de taux d'autosuffisance de 45%, on peut dire que le marché est saturé et que l'augmentation de la consommation repose plutôt sur les viandes rouges. Cela nous paraît logique quand on regarde l'évolution de la production de viande des petits ruminants après les années 2010 qui est toujours à la hausse.

Figure 19 – Evolution de la production de viande de porcs et de volailles (1998 = 100)



Source: Elaboration propre d'après les données de l'INSTAT

3. La structure des produits animaux comparée à celle de l'UE

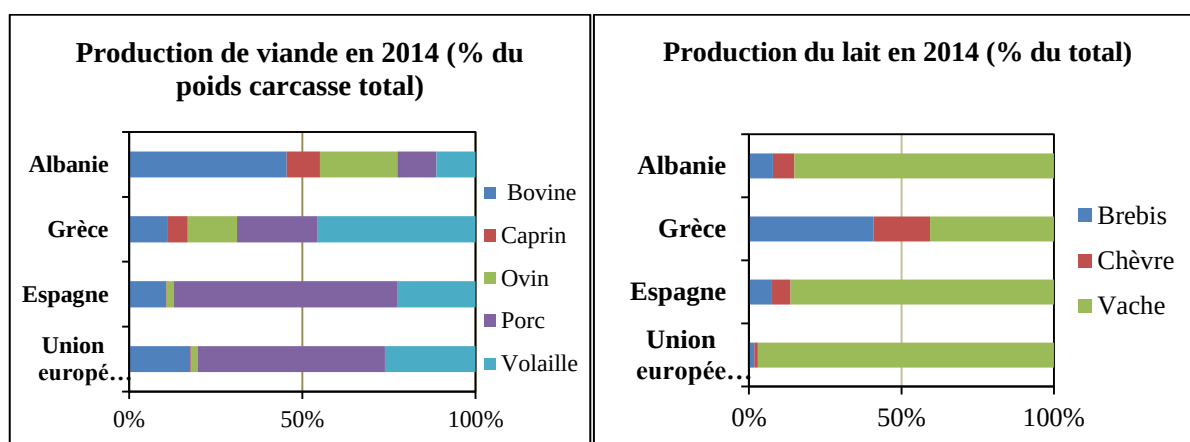
La structure des produits animaux albanais est différente, comparée à certains pays méditerranéens, comme l'Espagne, la Grèce ou l'ensemble de l'UE. La figure 20 indique que le secteur des petits ruminants, contrairement aux autres pays de l'UE, est destiné plus pour la production de viande que pour la production de lait. La production de viande blanche, même avec une croissance rapide ces dernières décennies, reste à un niveau très faible.

Il y a certains facteurs qui expliquent l'importance spécifique de la production de viande de ruminants dans la production totale de viande en Albanie :

- a) Les facteurs géo-climatiques et culturels (tradition ancienne) ont développé le secteur des ruminants.

- b) Le facteur religieux ; pendant l'Empire Ottoman, le pays a changé non seulement de religion, mais aussi le panier de la consommation de viande en supprimant le porc.
- c) Les contraintes technico-économiques pour développer le secteur de procs et de volailles

Figure 20 – La structure de la production de viande et de lait en 2014



Source : Elaboration propre d'après les données de FAOSTAT

II. Le commerce extérieur et le bilan agroalimentaire

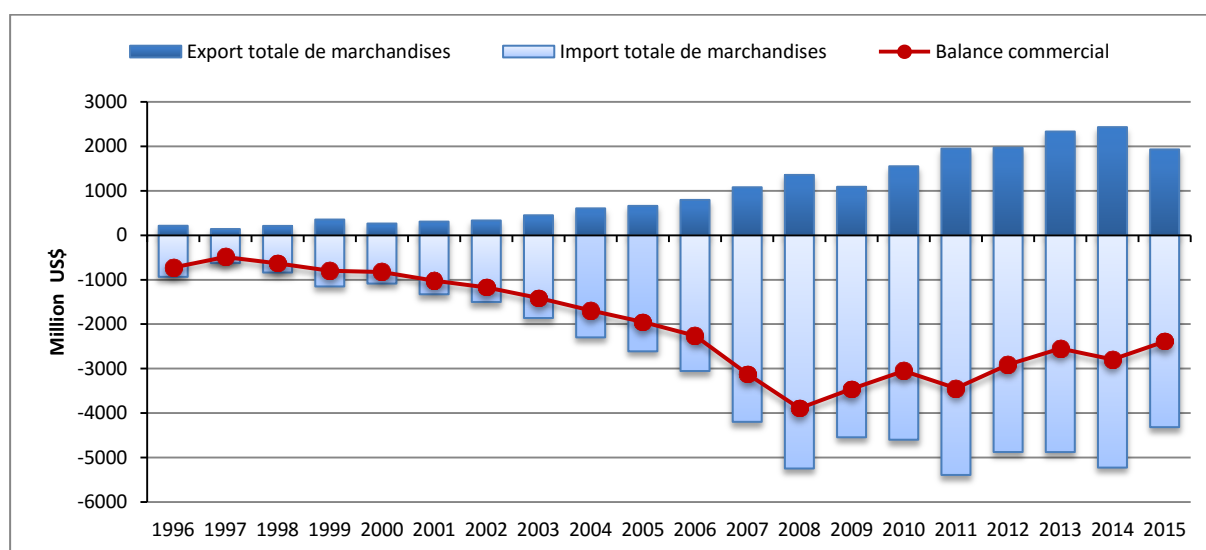
1. La balance commerciale du pays (1996 – 2015)

Bien que la balance commerciale de l'Albanie soit toujours déficitaire, le pays a amélioré le commerce extérieur pendant les vingt dernières années (1996 – 2015). Le ratio « export/import », en valeur, est passé de (1 : 4.5) en 1996 à (1 : 2.4) en 2016, donc les exportations ont presque doublé (Comtrade – données en ligne, 2017).

En 2016, d'après les données de la Banque Mondiale, les importations de biens et services occupent environ 45.6% du PIB et les exportations de biens et services occupent 28.7%.

La courbe du déficit commercial nous donne jusqu'en 2002 un déficit à croissance faible, une aggravation de la tendance pour la période 2002-2008 avec une chute brutale et en 2008-2009 une stabilisation du déficit mais à un niveau élevé.

Figure 21 – La commerce extérieur de marchandises de 1996 à 2015 en million US\$



Source : Elaboration propre d'après les données de Comtrade

L'augmentation de la demande a impliqué l'augmentation du déficit, en raison du manque de structures productives du pays pour satisfaire la demande intérieure. Cette tendance a culminé en 2008 où d'après la Banque de l'Albanie (Banque de l'Albanie, 2008), les consommateurs albanais ont profité des prix très bas d'importation par des pays tiers (pendant le dernier trimestre 2008, il y avait une diminution forte des prix alimentaires et du pétrole causée par la crise économique de 2008).

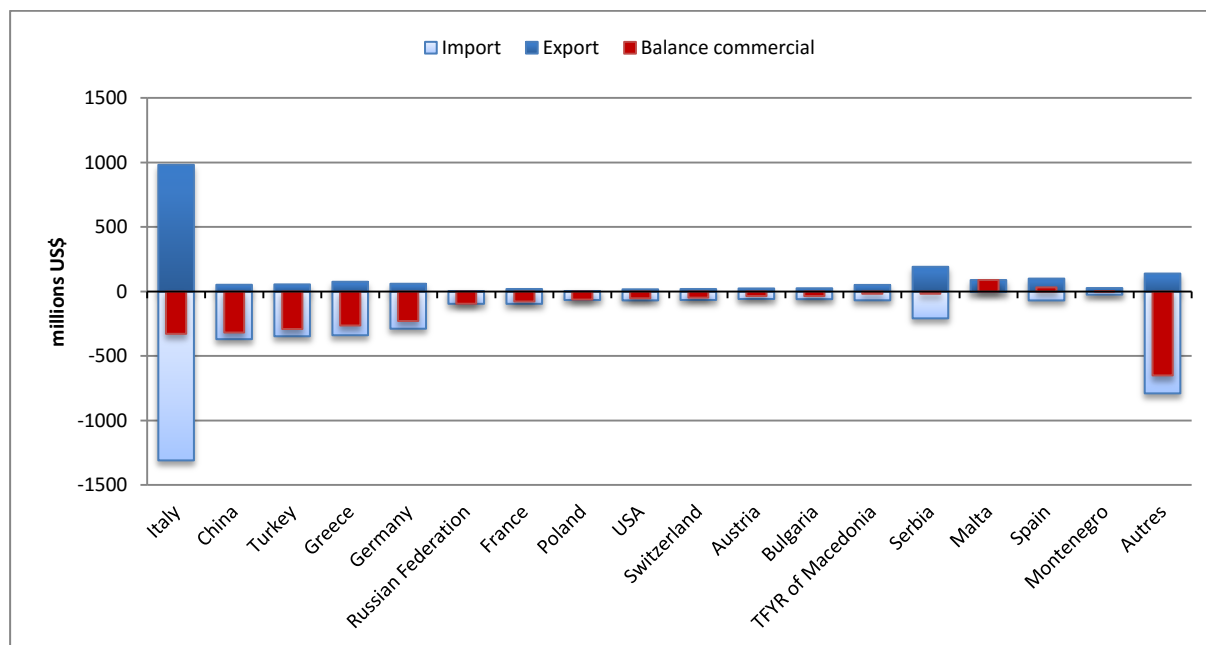
Au début de l'année 2009, les politiques monétaires menées par la banque d'Albanie ont dévalué le Lek albanais face à l'Euro et au Dollar, faisant en sorte que le bilan du commerce extérieur ne se creuse encore plus. Ces politiques ont atteint l'objectif rendant les produits d'imports plus chers mais aussi cette politique s'est accompagnée d'une diminution des exports. En étant une politique qui tentait la consolidation de la politique fiscale de l'année 2015, le déficit budgétaire ayant été diminué, elle a apporté une faible influence de la demande publique à la croissance économique qui est apparue sur le commerce extérieur et sur le secteur des services, diminuant les dépenses touristiques et une diminution de la demande sur l'import des marchandises (Banque de l'Albanie, 2015).

Les destinations des exportations et importations sont fortement liées à l'accès géographique, l'immigration et la coopération économique (FAO, 2015). Comme illustré dans la figure suivante, il résulte que pour l'année 2015, les partenaires principaux de l'exportation des marchandises sont ; l'Italie avec 51% du total de l'exportation, la Serbie (10%), l'Espagne (5%), Malte (5%), la Grèce (4%), l'Allemagne (3%), la Turquie (3%), la Chine (3%), la Macédoine (3%) et 14% les autres pays.

En ce qui concerne les importations, l'Italie est classée aussi comme le partenaire principal de l'Albanie avec 30% de l'importation totale, la Chine (9%), la Turquie (8%), la Grèce (8%), l'Allemagne (7%), la Serbie 5% et les autres pays 34%.

Le bilan commercial reste négatif, vu que les importations restent beaucoup plus importantes que les exportations.

Figure 22 – Commerce de marchandises avec les principaux partenaires (en million de US\$, 2015)



Source : Elaboration propre d'après les données de Comtrade

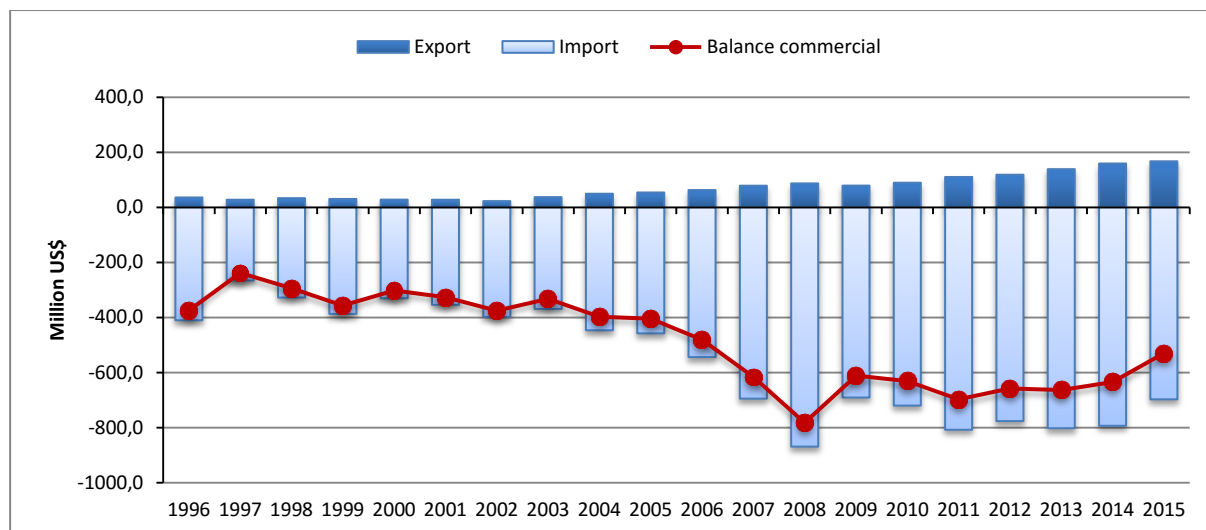
2. Le poids des produits alimentaires dans le commerce extérieur

Le rapport export/import concernant les produits agroalimentaires est encore plus négatif que celui d'export/import global. Cependant, il faut souligner le fait que l'évolution des exportations agro-

alimentaires a beaucoup progressé par rapport aux importations (de 1 : 11.5 en 1996 à 1 : 4.2 en 2015). Si en 1996 les exportations couvraient seulement 9% des importations, en 2015, elles en couvrent 24%.

Le faible niveau de compétitivité de la production nationale a conduit à un approfondissement du déficit commercial tout au long de la période 1996- 2008. La croissance des revenus réels et des remittances ont impliqué une augmentation du pouvoir d'achat albanais. En effet, le volume commercial se montre très sensible à la crise pyramidale de 1997 et à la crise externe de 2008.

Figure 23 – Le bilan du commerce extérieur des produits agroalimentaire de 1996 à 2015 (en million US\$)



Source: Elaboration propre d'après les données de Comtrade

En 2015, les importations des produits agroalimentaires constituaient 16.2% des importations totales des marchandises. En comparaison, en 1996 ce rapport était de 43.7%.

Pour les exportations agroalimentaires, ce rapport était de 8.7% en 2015 tandis qu'en 1996 ce rapport était de 17%. Pendant les années 1996-2015, les importations agroalimentaires ont augmenté en moyenne de 2.68% par an et de l'autre côté, les exportations ont augmenté considérablement en moyenne de 8% par an.

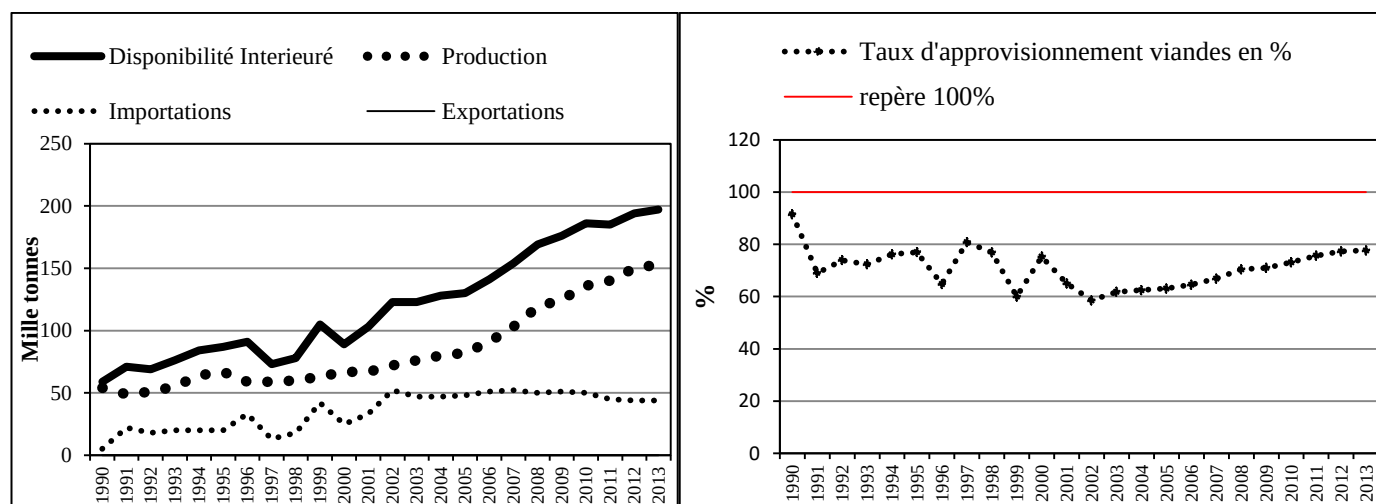
A. Le bilan de la viande : autosuffisance en viande rouge et importateur net en viande blanche

Entre 1990 et 2013, la production de la viande (toutes catégories confondues) s'est multipliée par 3, et elle a atteint la valeur 150 000 tonnes. Ce secteur est toujours importateur net, puisque la courbe de disponibilité intérieure est au-dessus de celle de la production tout au long de la période.

Etant donné que le commerce extérieur a été quasiment inexistant pendant la crise de 1997, les importations ont chuté d'une manière drastique (figure 24). La deuxième chute des importations en 2000, correspond à la baisse de la demande, provoquée par le départ des réfugiés kosovars (400 000) à la fin de la guerre.

A partir des années 2002, la disponibilité intérieure en viande est alimentée par la production du pays, tandis que les importations restent stables. En 2013, le quart de la disponibilité intérieure est approvisionnée par la production du pays (le taux d'approvisionnement passe de 59% en 2002 à 78% en 2013).

Figure 24 - Ressources et emplois²² et le taux d'approvisionnement de la production de viande



Source : Elaboration propre d'après les données de FAOSTAT

L'analyse du niveau d'approvisionnement en viande pour chaque type de viande nous donne une idée plus claire sur leurs évolutions et leurs structures.

La figure 25 nous montre que l'Albanie est autosuffisante en viande de ruminants mais reste importatrice de viande blanche.

La redistribution du bétail au début de la période post-communiste et le démantèlement des industries des transformations agro-alimentaires ont produit deux effets : 1) un effet favorable pour les ruminants (la redistribution du bétail aux ménages ruraux commence à satisfaire les besoins), 2) un effet négatif pour les porcs à cause de la fermeture des unités de transformation.

L'incapacité de la production de la viande de bovins à alimenter les grandes industries de transformation a donné lieu à des importations provenant principalement du Paraguay et du Brésil, pendant la période 2001 – 2009. Les producteurs de viande bovine se sont orientés vers le marché du frais, puisque les industries agroindustrielles utilisent principalement la viande congelée importée, ce qui est beaucoup moins cher.

Toutefois, une petite quantité de viande rouge a été importée au cours des années 2002 – 2007, principalement par la Nouvelle Zélande, l'Australie et l'Espagne (Comtrade – donne en ligne, 2017). Aujourd'hui, le secteur de la viande rouge a beaucoup progressé en se classifiant comme un secteur presque 100% autosuffisant.

Contrairement à la viande des ruminants, l'Albanie montre un indice très faible d'autosuffisance pour la production de la viande blanche. La tendance à la baisse du taux d'autosuffisance de la viande de porcs durant le période 1990 – 2006 donne lieu à de plus en plus d'importations. En 2006, le taux d'autosuffisance était d'environ 30%.

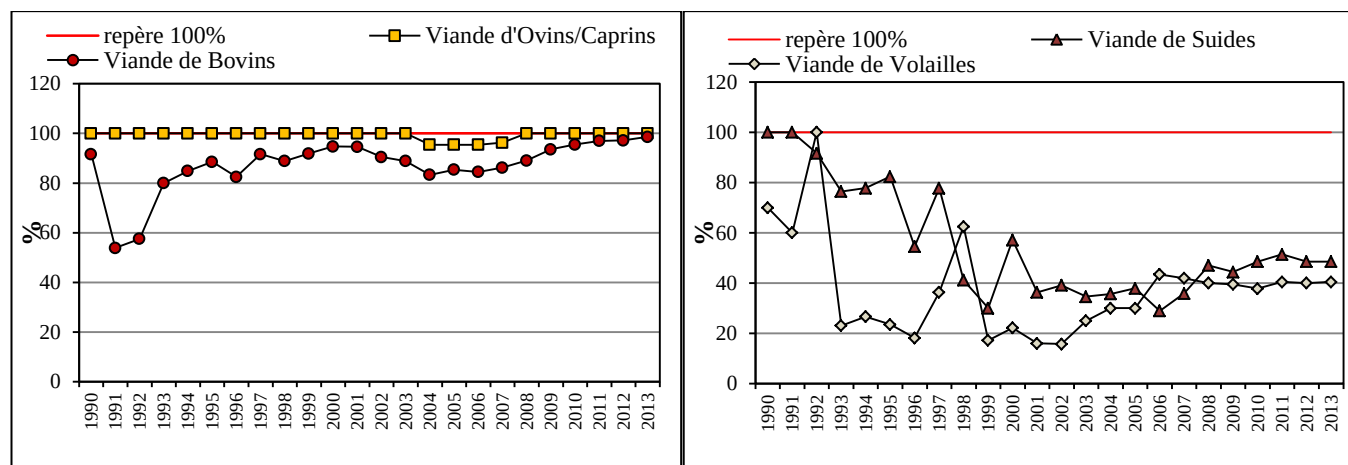
A la suite de cette période, le secteur du porc a connu une croissance positive et la production intérieure se développe. De 2007 à 2013, les importations baissent et la production augmente. Environ deux tiers de la production est concentrée dans trois régions – Lezhë, Shkodra et Fier (principalement orthodoxes). Les technologies des exploitations et la productivité dans le secteur du porc a varié de façon significative. Certaines des exploitations de plus grande taille ont de nouvelles étables avec une technique d'alimentation automatique et une production intégrée, y compris la production, l'abattage, le traitement et la production d'aliments pour les animaux (MADRGE, 2015).

Pendant très longtemps, à la suite de la dé-collectivisation de l'agriculture, le marché des produits de volailles est alimenté par les importations avec en moyenne à peu près 80%. La consolidation de ce

²² Ressources (Production + Importation + stocks au début) = Emplois (Disponibilité intérieure + Exportation + Stocks finaux)

secteur a commencé à partir des années 2000, quand les Albanais ont commencé à ouvrir des poulaillers pour l'élevage de volailles. Depuis 2006, le taux d'autosuffisance pour la viande de volaille reste inchangé à un niveau de 40%.

Figure 25 - Le taux d'autosuffisance pour la production de viande rouge et de viande blanche



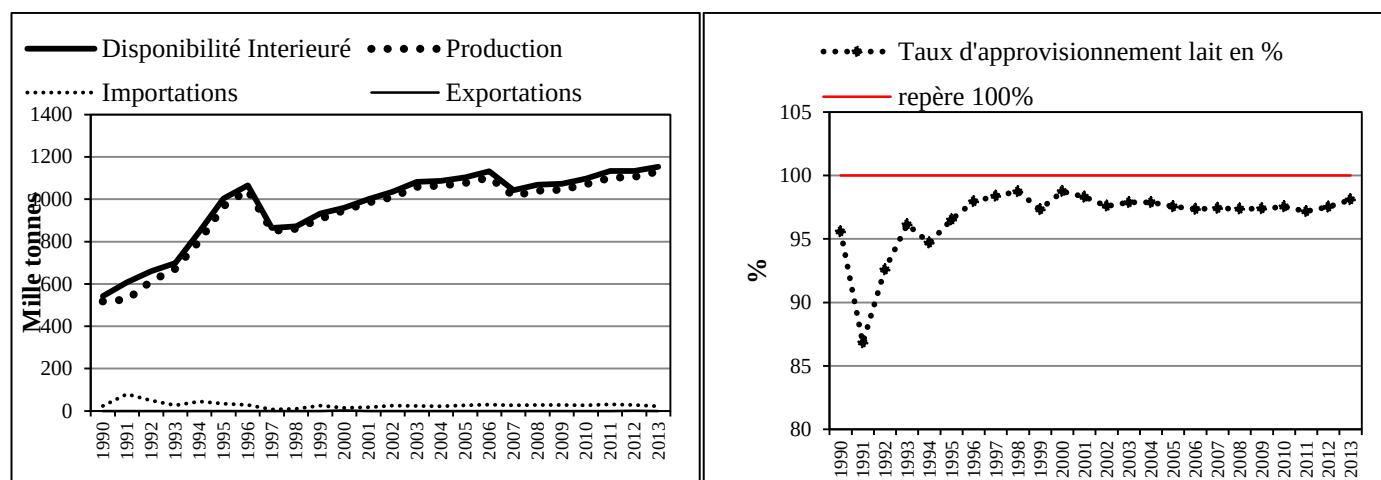
Source : Elaboration propre d'après les données de FAOSTAT

Le bilan du lait : très autosuffisant

En 2015, la production totale du lait était de 1 131 mille tonnes, parmi lesquelles le lait de vache occupait 85%, le lait de brebis 8% et celui de chèvre 7%. Comme la montre la figure ci-dessous, le secteur du lait et des sous-produits du lait donne une tendance à la hausse, maintenue par la production intérieure. Face à cette progression de la production nationale, les importations n'existent presque plus depuis les années 1997. Les importations n'occupent que 2% de la disponibilité intérieure.

Bien que les exportations soient inexistantes dans la figure au-dessous, d'après Kercuku – Biba (2000), il existerait quand même un commerce illégal avec les pays limitrophes comme la Grèce, l'ex-république yougoslave de Macédoine (ARYM) ou le Kosovo. Ce commerce consiste à la vente de différents produits animaux sur le marché en dehors du pays, lié à un prix plus attractif pour les producteurs et transformateurs albanais (Kercuku – Biba, 2000).

Figure 26 - Ressources et emplois et taux d'approvisionnement de la production de lait²³

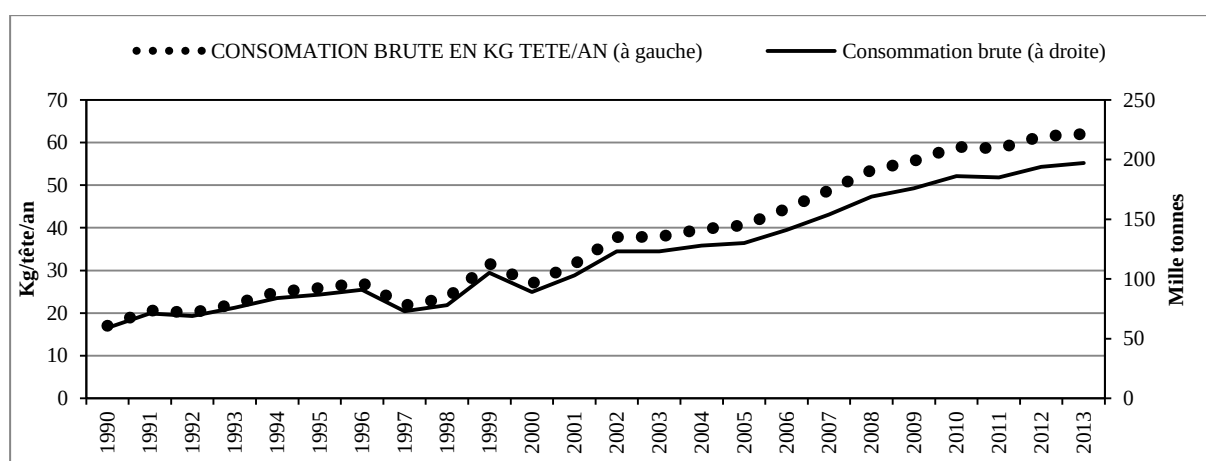


Source : Elaboration propre d'après les données de FAOSTAT

III. La consommation des produits animaux²⁴

Selon les données de la FAO, en 2013, la consommation annuelle de viande (toutes catégories confondues) est estimée à environ 62 kg/an/pers., très loin de l'Italie (94 kg), la France (86 kg) ou l'ensemble de l'UE (81 kg). Alors que la consommation de viande par personne de l'UE a baissé de 5%, au cours des années 1990 - 2013, elle s'est multipliée par 3.6 en Albanie.

Figure 27 – Evolution de la consommation de viande



Source : Elaboration propre d'après les données de FAOSTAT

²³ **Lait exclu beurre : Toutes les produits du lait et les produits transformées regroupés par la FAOSTAT** - Lait, entier frais de vache, lait écrémé de vache, lait entier concentré sucré, sérum condensé, yaourt, yaourt concentré ou non, babeurre, lait caillé, lait acidifié, lait entier concentré non sucré, lait écrémé concentré non sucré, lait écrémé concentré sucré, lait entier en poudre de vache, lait écrémé en poudre de vache, lait babeurre en poudre, sérum en poudre, fromage au lait de vache entier, sérum frais, fromage au lait de vache écrémé, sérum fromage, fromage fondu, lait reconstitué, lait, produits issus d'éléments naturels, crème glacée et glace comestible, caséine, lait entier frais de bufflesse, lait écrémé de bufflesse, fromage de lait de bufflonne, lait entier frais de brebis, fromage au lait de brebis, lait écrémé de brebis, lait entier frais de chèvre, fromage de lait de chèvre, lait écrémé de chèvre, lait entier frais de chamelle.

²⁴ **La consommation par habitant**, il s'agit d'un calcul de consommation apparente :

- La consommation apparente de la viande = (production + imports + variation de stock – exports – traitement – autre utilisation) / population.
- La consommation apparente du lait exclu beurre = (production + imports + variation de stock – exports – alimentation pour animaux – pertes – traitement – autre utilisation) / population.

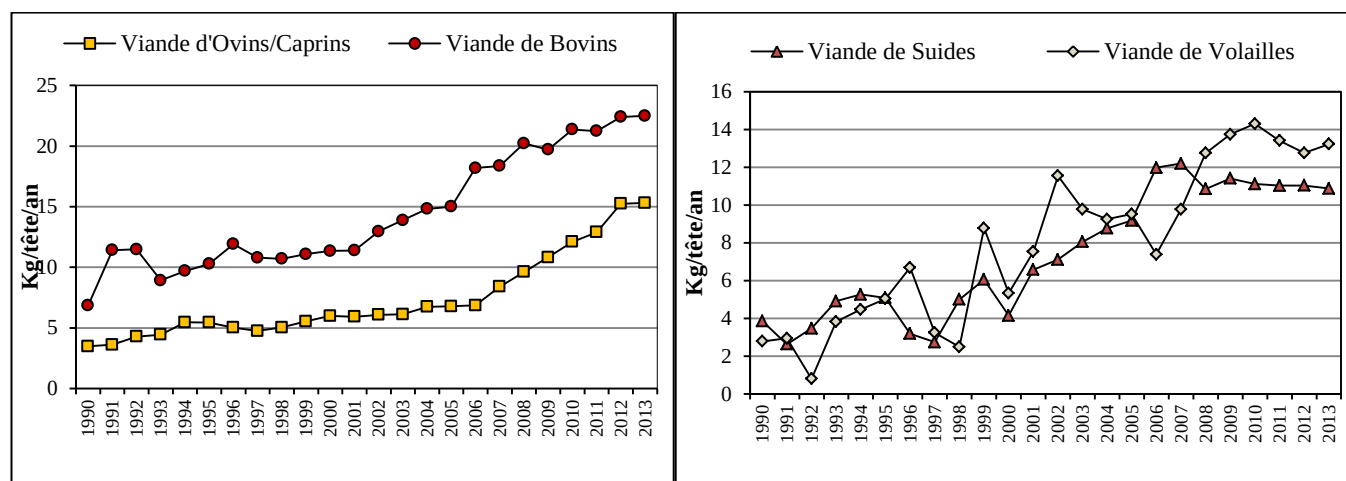
1. La consommation annuelle pour chaque type de viande

La figure 28 indique la consommation annuelle de chaque type de viande. Elle illustre parfaitement deux faits : a) la consommation de viande des ruminants (bovins, ovins, caprins) est très stable et croissante. Etant donné que ce secteur s'oriente plus vers l'autoconsommation, la fluctuation des prix mondiaux n'impacte pas la consommation intérieure. b) La consommation de viande blanche augmente depuis 1990, mais elle est très instable avec des fluctuations importantes. Son marché est très dynamique étant donné que ce produit est complémentaire dans le panier alimentaire albanais de viande. Le niveau du prix global décide donc du niveau de consommation.

D'après une enquête de 2010, il y a une forte préférence pour la viande de petits ruminants par rapport à la viande importée (porcs /volailles) et les consommateurs albanais sont prêts à payer 30% plus pour la production locale. En outre, l'augmentation de la consommation de viande de petits ruminants avec environ 124% entre 2006 et 2012 a impliqué une baisse de la consommation de viande blanche, surtout celle de la viande de volaille.

En 2013, un Albanais consommait environ 22.5 kg de viande de bovins par an, 15.3 kg de viande d'ovins/caprins, 13.3 kg de viande de volailles et 10.8 kg de viande de porcs.

Figure 28 – La consommation annuelle de viande rouge et de viande blanche

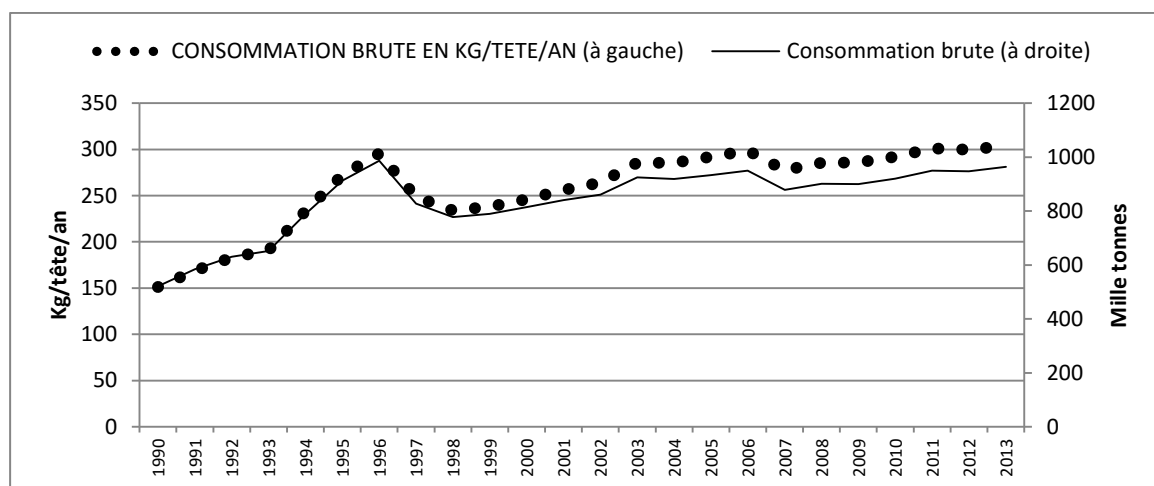


Source : Elaboration propre d'après les données de FAOSTAT

2. La consommation annuelle de lait

L'Albanie est un cas exceptionnel concernant la consommation de lait et de produits laitiers. Bien que la crise pyramidale de 1997 et la crise économique de 2008 aient impacté la demande, la consommation annuelle par personne a doublé pendant la période 1990 – 2013. En 2013, la consommation annuelle de ce groupe de produits était presque 304 kg par personne/ an, beaucoup plus que l'UE (236 kg). Cette augmentation de la consommation peut être due d'une part à l'amélioration du niveau de vie et d'autre part, à la sensibilisation des ménages et des unités de transformation albanaises sur les qualités nutritionnelles du lait (Kercuku – Biba, 2000).

Figure 29 – Evolution de la consommation de lait



Source : Elaboration propre d'après les données de FAOSTAT

Comparé avec les pays voisins, comme par exemple, l'ARYM (Ancienne République yougoslave de Macédoine), certain pays méditerranéens ou l'ensemble de l'UE, on constate de grandes différences par rapport à la consommation de produits animaux.

En ce qui concerne la consommation de viande, la viande de petits ruminants occupe une place très importante dans l'assiette albanaise. Cependant, la consommation de viande toutes catégories confondues est moins importante que celle des européens.

En outre, l'Albanie est classée première par rapport à la consommation du lait et des produits laitiers, comparé aux pays européens. En 2012, la valeur de la production du lait constituait 40.5% de la production totale de l'élevage (Guri et al., 2015).

Tableau 7 – Consommation brute en kg/tête/an de l'Albanie et certains pays européens en 2013

	Lait-Exclu Beurre	Lait entière	Fromage	Beurre, Ghee	Viande (Total)	Viande de Bovins	Viande d'Ovins/C aprins	Viande de Suidés	Viande de Volailles	Viande, Autre	Œufs (Total)	Poisson et Fruits de Mer (Total)
Albanie	303,72	235,18	6,25	1,19	61,96	22,5	15,32	10,88	13,23	0,04	12,45	4,87
Macédoine	157,93	51,73	4,54	3,1	38,16	7,69	0,94	10,35	18,77	0,4	6,38	5,52
L'UE	236,4	-	-	3,74	81,26	14,88	2,09	39	22,54	2,75	12,04	22,47
France	241,31	40,51	23,66	7,98	86,26	23,81	3,28	33,05	22,93	3,7	13,13	33,48
Espagne	255,26	75,52	25,47	1,05	76,6	16,1	12,47	28,31	15,74	3,98	10,13	19,29
Grèce	246,88	29,78	23,11	2,84	84,04	18,6	0,92	40,28	18,61	5,63	13,34	25,08
Italie	164,29	84,31	8,93	0,74	94,04	12,15	2,16	48,92	28,63	2,19	13,32	42,38

Source : Elaboration propre d'après les données de FAOSTAT

Toutefois, les chiffres annoncés de la consommation sont controversés. L'observation par exemple du rapport quantité consommée de lait entier/ consommation de fromage nous invite à poser les questions suivantes :

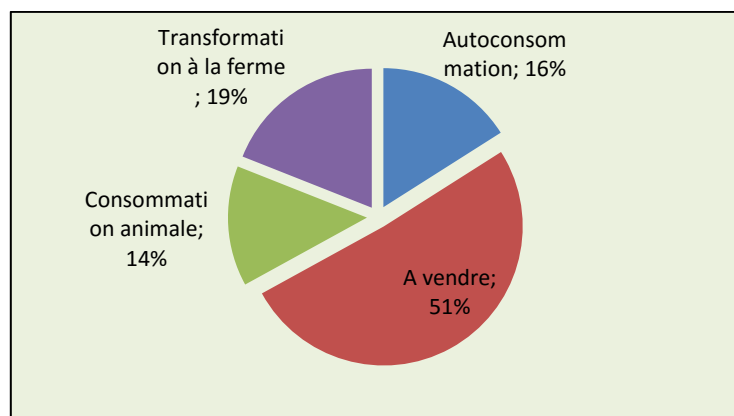
- Est-ce que les Albanais consomment une grande quantité de lait entier et peu de fromage ?

L'enquête réalisée par le ministère de l'agriculture prend en compte seulement le fromage, le beurre, le yaourt, produits par les industries agroindustrielles. Le fromage produit par la transformation à la ferme ou une partie du lait vendu qui peut être transformé en fromage est compté comme lait entier.

Selon un entretien auprès du ministère de l'agriculture, l'enquête annuelle de l'agriculture et de l'élevage recueille des données pour les produits laitiers transformés à la ferme, mais ils n'ont jamais été publiés. D'après les spécialistes des statistiques, en 2011, le fromage produit par les éleveurs était d'environ 14 618 tonnes et celui produit par les unités de transformations était de 12 500 tonnes. La balance commerciale du fromage en 2011 était de « -1 636 tonnes » (Imami et *al.*, 2016). La consommation réelle de fromage reste donc beaucoup plus élevée (environ 10 kg/personne/an).

Nous pouvons constater bien que l'Albanie ait un niveau élevé de consommation de lait frais, ces chiffres annoncés par la FAO dans le tableau 7 sont faux.

Figure 30 – La structure de la consommation du lait en Albanie, 2011



Source : Elaboration propre d'après les données de l'INSTAT

Partie V : Résultats et discussions

L'objectif de ce travail est d'expliquer l'évolution de l'agriculture en Albanie avec un focus sur l'élevage à la lumière des limites du système statistique, de l'évolution historique du pays mais également à travers les facteurs socio-économiques.

L'appareil statistique en Albanie

- Dans la première partie, nous avons présenté les spécificités de l'appareil statistique albanais. Ce système, malgré les efforts fournis pour le moderniser et le mettre aux normes européennes, reste peu fiable et très archaïque. Malgré trois programmes quinquennaux dédiés à sa normalisation et modernisation, les systèmes et les méthodes de calcul sont sujets à des estimations hasardeuses et une marge d'erreur significative. Ce problème impacte fortement les analyses disponibles et constituent un handicap à la mise en place de vraies mesures et de politiques efficaces.
- Dans l'agriculture, les données sont produites à travers deux systèmes : la méthode de sondage aréolaire et le système des données administratives. Alors que le premier repose sur une délimitation géographique de terres agricoles suivie d'un échantillonnage et d'enquêtes de terrain, la deuxième repose sur les données collectées par les agents de terrain du ministère de l'agriculture. Les chiffres publiés sont les résultats de la fusion des deux bases de données. Ce qui implique une marge d'erreurs importante vu les différences de méthodes statistiques utilisées sous chaque système.
 - (a) L'arrêt de production de données du RGA depuis 1998 constitue un problème fondamental. La période de transfert de la responsabilité de la production des données statistiques agricoles du Ministère de l'agriculture à l'INSTAT et les débats qui en résultaient ont été mal gérés, ce qui s'est reflété sur la qualité et la disponibilité des données pour cette période (2013-2015).
 - (b) Aujourd'hui, un accord est mis en place avec un partage clair des tâches entre le MADRGE et l'INSTAT. C'est à l'INSTAT de produire les guides méthodologiques et les enquêtes types qui seront appliqués par les agents du ministère.
 - (c) Cette séparation entre ces deux parties de l'exercice statistique pourrait être néfaste pour la qualité des données produites.
- Dans l'élevage, la qualité des données est encore plus controversée. Ceci est dû à deux facteurs :
 - La délimitation géographique qui repose sur les terres agricoles est incapable de capturer les éleveurs « sans terres » ;
 - Le système de collecte de données « sans contrôle », laisse la porte ouverte à des pratiques peu éthiques quant à la déclaration du nombre de têtes disponibles.

Traitement des séries socio-économiques

- L'Albanie a vécu plusieurs phases historiques mouvementées, ce qui a impacté fortement son économie et par conséquent la société :
- 1945-1990 : La période communiste en Albanie, elle a été caractérisée par la collectivisation des moyens de production. Les terres agricoles ont été expropriées par l'Etat qui détenait également le monopole de l'élevage.

- 1991 : La chute du communisme et la privatisation massive des terres agricoles
- 1997 : La crise des pyramides et l'anarchie
- 1999 : L'arrivée massive des réfugiés kosovars en Albanie
- 2000 : Le départ des réfugiés kosovars
- 2008-2013 : La crise économique mondiale qui a touché à plein fouet l'Albanie
- 2013- jusqu'à nos jours : La relance de l'économie albanaise

A travers l'analyse de trois indicateurs à savoir le PIB et le PIB par personne, le taux de chômage et l'inflation, nous pouvons dire que :

- (1) **L'Albanie est un pays européen à forte croissance économique « de rattrapage »** : durant les 26 dernières années, de 1990 à 2016, après la chute du régime communiste, l'économie a été très dynamique, particulièrement de 1990 à 2000, ce qui correspond à la période de transition albanaise. Au début de cette période, la croissance annuelle du PIB a enregistré une chute brutale, en 1991, avec -29.6% à cause de l'effondrement du système communiste. Malgré une très forte croissance, le pays a connu une crise majeure en 1997 avec -10.8 % à cause de la chute du système « pyramidal », qui fort heureusement a pu être résorbé en peu de temps, même si le taux de croissance a fléchi : durant les années 1999-2000, l'économie est passée de 13.5% en 1999 à 6.7% en 2000. Le 21^e siècle a bien débuté pour l'Albanie, mais celle-ci fut à nouveau touchée en 2008 par les conséquences de la crise économique mondiale. Pendant les 5 dernières années de 2010 à 2016, la croissance était beaucoup plus faible (en moyenne de 2.6 %), ce qui toutefois représente une croissance supérieure à la majorité des pays européens.
- (2) **Une augmentation notable de la richesse nationale par habitant.** Il est estimé que le PIB par habitant a augmenté de 500 US\$ en 1992 et 4500 US\$ en 2008. La période de transition est également associée à une forte instabilité des prix des marchés montrant une inflation de 226% en 1992 et 33.2% en 1997, au moment du système des pyramides. De 2003 à 2015, nous avons conclu que les politiques de la Banque de l'Albanie ont été efficaces pour sauvegarder l'inflation à une moyenne de 2.36%. En raison de facteurs macro-économiques et notamment l'apport des fonds provenant des travailleurs à l'étranger, le Lek, monnaie nationale est resté à peu près stable face à l'Euro et au Dollar.
- (3) **Un problème majeur d'emploi non résolu.** Le niveau de l'emploi est l'un des principaux problèmes en Albanie. En excluant la chute communiste, la moyenne du taux de chômage pendant la période 1994-2015 était de 15% où cela s'est accompagné d'une augmentation pour les deux dernières années (de 13% en 2012 à 17.4% en 2015). La population totale a toujours connu une tendance à la baisse à cause des réductions du nombre de naissances et de la migration à l'étranger (en Europe, au Canada et aux Etats-Unis), mais s'est stabilisée dans les dernières années. Le renforcement d'autres secteurs tels que les services ou les industries a attiré la population vers des villes, principalement à la capitale Tirana où habitent environ un tiers de la population (Lerin et Marku, 2010).
- (4) Concernant le secteur agricole, nous constatons les tendances suivantes :
 - i. **Une croissance continue du secteur.** En ce qui concerne le secteur agricole, si nous nous référons à la croissance annuelle, celui-ci a connu les plus fortes variations pendant la transition, comme d'autres secteurs de l'économie. Il a marqué une croissance annuelle de -17,4% en 1991, ensuite une croissance rapide en raison de la privatisation des terres, puis il est tombé à nouveau à

-17,4% en 1997. De 1990 à 2016, sa part relative dans le PIB a varié entre 36% et 23%. Bien que sa tendance à long terme soit à la baisse en raison de la croissance des autres secteurs, elle employait environ 41% de la population active en 2016.

- ii. **Solidité du secteur de production animale.** Le volume global de la production végétale et de l'élevage a été caractérisé par une croissance continue, mais la production végétale a fluctué, tandis que la production de l'élevage a suivi une tendance stable. Si nous entrons dans les détails, nous pouvons voir que la surface agricole a évolué en faveur des cultures fourragères depuis 1992, montrant une haute importance du secteur de l'élevage.
 - iii. **Une balance du secteur agricole constatée.** Malgré l'amélioration continue de la production agricole, l'Albanie n'a pas encore répondu au besoin intérieur qui reflète un déficit commercial important, bien que cette situation se soit améliorée ces derniers temps. En analysant les échanges extérieurs, nous avons identifié que les produits importés étaient plus diversifiés, et qu'il s'agit de produits en grande partie transformés, indiquant qu'il y a peu d'industries agro-alimentaires dans le pays.
- (d) Enfin, en termes d'enjeux de politique structurelle, il faut souligner que :
- (1) L'un des principaux défis reste la petite taille des exploitations, lié à la réforme foncière radicale qu'a connu le pays à la suite de la chute du communisme (redistribution égalitaire et patrimoniale de toutes les terres arables à tous les « ayants droit », donnant un faciès foncier/agraire improbable de 350 000 petites exploitations microfundiaires), ce qui empêche une modernisation classique de l'agriculture. Cependant, au cours de la dernière période, il y avait une légère augmentation de la taille de certaines exploitations qui peuvent mieux répondre aux besoins du marché.
 - (2) Bien que la loi sur la réforme agraire de l'année 1991 ait transféré la terre à la propriété privée, les agriculteurs albanais sont confrontés à des problèmes de titres de propriété, empêchant toujours le développement agricole.

Le secteur de l'élevage

Ce secteur joue un rôle crucial dans la sécurité alimentaire en Albanie. Plus de la moitié de la production agricole est assurée par l'élevage (52 %). La valeur de la production de l'élevage est composée de lait à 40.5%, de viande à 46.8 %, d'œufs à 9.9 %, et de miel à 2.4 % en 2012.

La consommation de viande de ruminants a été fortement impactée par le contexte historique. Celle-ci a été très faible pendant la période communiste du fait de la rareté des produits animaux sur le marché entraînée par le monopole de l'Etat sur l'élevage. A la chute du communisme, la consommation des petits ruminants s'est multipliée par 3 en passant de 3 kg/tête/an en 1991 à 15 kg/tête/an en 2016.

L'Albanie assure son autosuffisance en termes de viande rouge. Cette dernière reste très peu compétitive sur le marché mondial. Son coût de production élevé et l'absence de normes sanitaires dans le secteur empêche le développement de l'exportation.

La viande blanche reste quant à elle dépendante des marchés mondiaux avec un taux d'importation d'environ 60 % des besoins.

Concernant le lait, nous avons constaté une forte consommation de lait cru en Albanie, qui dépasse de loin la consommation de ses voisins. Toutefois, nous avons émis des remarques par rapport aux chiffres publiés. La « faible » consommation de fromage reflétée par les chiffres s'avère incompatible avec la réalité du terrain. En effet, une bonne partie de la production de fromage se fait à la ferme.

Les systèmes statistiques ne capturent en effet que le lait transformé dans les laiteries industrielles et ne tiennent pas compte de la transformation à la ferme, qui est pourtant majoritaire en Albanie. Cela donne donc des quantités de lait surestimées face à des quantités de fromage sous estimées.

Ce dernier point nous renvoie à notre problématique, à savoir la fiabilité de l'appareil statistique albanais dans le secteur agricole.

L'évolution de cet appareil ne sera favorable que si ses systèmes arrivent à s'adapter au contexte « atypique » de l'Albanie. Le risque est en effet de calquer le système européen dans un objectif d'adhésion et ou d'harmonisation des méthodes, sans prendre en considération les spécificités de l'agriculture albanaise.

Bibliographie

1. **Agolli S. (2000).** *Review of Albanian agriculture. Figure, facts, comments.* Tirana (Albanie) : Pegi. 350 p.
2. **AU-IBAR. African Union Interafrican Bureau for Animal Resources (Kenya). (2012).** *Collecte des données sur l'élevage : Aperçu général des méthodes d'enquête.* Kenya : AU-IBAR. 16 p. <http://www.au-ibar.org/component/jdownloads/finish/86-tools/1624-document-de-reference-sur-les-donnees-de-l-elevage-en-afrique-la-collecte-et-l-analyse-utilisees-comme-outils-de-prise-de-decision>
3. **Bajramovic N, Bogdanov N., Butkovic J., Dimitrevski D., Erjavec E., Gjerci G., Gjokav E., Hoxha B., Stomenkovska I.-J., Konjevik D., Kotevska A., Martinovic A., Miftari I., Nacka M., Ognjenovic D., Rednak M., Tuna E., Volk T., Zhllima E. (auteurs) ; Volk T., Ciaian P., Gomez y Paloma S. (éds.). (2016).** *Analysis of the agricultural and rural development policies of the Western Balkan countries.* Bruxelles : European Commission. 122 p. (JRC Technical Reports). <https://ec.europa.eu/jrc/en/publication/analysis-agricultural-and-rural-development-policies-western-balkan-countries>
4. **Banka e Shqipërisë. (2015).** *Raporti vjetor 2015.* Tiranë : Banka e Shqipërisë. 216 p.
5. **Bernard-Mongin C., Boutonnet J.-P., Garnier A., Lerin F., Medolli B. (2014).** Quality labels: a way to support the development of pastoral resources? Methodological insights based on the monographic analysis of Hasi Region: Northern Albania. In : **Baumont R., Carrère P., Jouven M., Lombardi G., Lopez-Francos A., Martin B., Peeters A., Porqueddu C. (eds.).** *Forage resources and ecosystem services provided by mountain and mediterranean grasslands and rangelands.* Zaragoza (Espagne) : CIHEAM-IAMZ. p. 637-640. (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens, n. 109). Joint Meeting of the "Mountain Pastures, Mediterranean Forage Resources (FAO/SCORENA-CIHEAM) and Mountain Cheese" Network, 2014/06/24-26, Clermont-Ferrand (France). <http://om.ciheam.org/option.php?IDOM=1016>
6. **Bernard C., Crouteix O., Lerin F., López R., Proko A. (2015).** Albanie : les dédales de la réforme foncière post-communiste. Une approche par le terrain. In : Vianey G., Requier-Desjardins M., Paoli J.C. (eds.). *Accaparement, action publique, stratégies individuelles et ressources naturelles : regards croisés sur la course aux terres et à l'eau en contextes méditerranéens.* Montpellier : CIHEAM, 2015. p. 81-95. (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 72). <http://om.ciheam.org/om/pdf/b72/00007133.pdf>
7. **Biba G. (1998).** *Transition de la collectivisation à la mini-exploitation paysanne en Albanie : analyse de la structure de fonctionnement et des comportements des agriculteurs dans le district de Lezha.* Mémoire (Master of Science) : CIHEAM-IAMM, Montpellier (France). 174 p. (n. 421). Mention publication.
8. **Biba G. (2001).** *Restructuration économique et comportement des ménages agricoles en Albanie (1990-2000) : contribution à l'analyse socioéconomique et institutionnelle des économies en transition.* Thèse (Dr. d'Université en Economie du Développement Agricole, Agro-alimentaire et Rural) : ENSA, Montpellier (France). 490 p.
9. **Biba G. (2003).** Interprétation théorique-empirique du rôle des institutions sur les transformations rurales en Europe de l'Est : l'exemple de l'application de la réforme agraire en Albanie. *Ruralia*, 01/01/2003, n. 12-13, p. 217-237. <http://ruralia.revues.org/335>
10. **Biba G., Pluvinage J. (2006).** La pluriactivité dans l'exploitation agricole, transition ou composante durable de l'organisation de la production en Albanie. *Cahiers Agricultures*, 01/11/2006, vol. 15, n. 6, p. 535-541. <http://revues.cirad.fr/index.php/cahiers-agricultures/article/view/30614>

11. **Biba G., Kerçuku H. (2013).** L'évolution/stagnation de l'agriculture post-collective en Albanie. *Pour*, 01/03/2013, n. 217, p. 77-85.
12. **Bombaj F., Barjolle D., Touzard J.-M., Osmani M. (2016).** *Farming system and market integration in southern Albania: between territorial resource management issues and informal value chain challenges*. 15 p. 149. EAAE Seminar 'Structural change in agri-food chains: new relations between farm sector, food industry and retail sector', 2016/10/27-28, Rennes (France). <http://ageconsearch.umn.edu/record/245169>
13. **Cela R., Marku S., Imami D. (2010).** Review of agriculture and agricultural policy in Albania. In : Volk T. *Agriculture in the Western Balkan Countries*. Halle : IAMO. p 37-62. (Studies on the Agricultural and Food Sector in Central and Eastern Europe, vol 57). https://www.iamo.de/fileadmin/documents/sr_vol57.pdf
14. **Çili A., Caca J., Toska K., Kondura E. (2013).** *Studimi tekniko-ekonomik i fermave blegtorale te bagetive te imeta ne qarqet Korçe, Shkoder, Diber dhe Kukes dhe propozime politikeberje per zhvillim te qendrueshem te tyre*. Korce : QTTB. 76 p
15. **Civici A., Lerin F. (eds.). (2001).** *L'agriculture albanaise : contraintes globales et dynamiques locales*. Montpellier (France) : CIHEAM-IAMM. 246 p. (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches, n.28). <http://om.ciheam.org/option.php?IDOM=529>
16. **Civici A., Lerin F. (2001).** Introduction : contraintes et dynamisme du secteur agricole albanais à la lumière des évolutions récentes. In : Civici A. (ed.), Lerin F. (ed.). *L'agriculture albanaise : contraintes globales et dynamiques locales*. Montpellier (France) : CIHEAM-IAMM. p. 5-22. (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches, n. 28). <http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI020088>
17. **Cochet H., Devienne S. (2006).** Fonctionnement et performances économiques des systèmes de production agricole : une démarche à l'échelle régionale. *Cahiers Agricultures*, vol. 15, n. 6, p. 578-583. <http://revues.cirad.fr/index.php/cahiers-agricultures/article/viewFile/30620/30380>
18. **Civici A. (2010).** *Dé-collectivisation de l'agriculture albanaise (1989-2002) : une transition spécifique ou identique à celle des autres Pays de l'Est ?* Saarbrücken (Allemagne) : EUE. Editions Universitaires Européennes. 484 p.
19. **Davies C. (2009).** *Area Frame Design for Agricultural Surveys*. Washington : National Agricultural Statistics Service. 58 p. (RDD Research Report). https://www.nass.usda.gov/Publications/Methodology_and_Data_Quality/Advanced_Topics/AREA%20FRAME%20DESIGN.pdf
20. **European Commission (Belgique). (2013).** *Improving the productivity of the Livestock Sector. Project Fiche – IPA National programmes / Component I*. Bruxelles : European Commission. 19 p. https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/albania/ipa/2013/decentralised/ipa_2013_024935_improving_the_productivity_of_the_livestock_sector.pdf
21. **Fuga A. (2000).** *Identités périphériques en Albanie. La recomposition du milieu rural et les nouveaux types de rationalité politique*. Paris (France) : L'Harmattan. 288 p.
22. **Garnier A. (2013).** *Analyse descriptive d'un terroir du nord de l'Albanie : le Has Systèmes d'élevage et ressources pastorales*. Mémoire (Master 2 GAT) : CIHEAM-IAMM, Montpellier (France). 76 p. Mémoire Master 2 Recherche. Ingénierie et Gestion des Territoires [IGT]. Parcours : Gestion Agricole et Territoires [GAT]. Cohabitation Université Montpellier III, CIHEAM-IAMM.

23. **Garnier A. (2015).** *Pratiques d'élevage et agro-biodiversité paysagère dans le Has albanais*. Montpellier (France) : CIHEAM-IAMM. 118 p. (Master of Science, n. 144). http://www.iamm.fr/ress_doc/opac_css/doc_num.php?explnum_id=11706
 24. **Guri F., Kapaj I., Musabelliu B., Meço M., Topulli E., Keco R., Hodaj N., Domi S., Mehmeti G., Gomez y Paloma S. (2015).** *Characteristics of farming systems in Albania*. EUR 27260 EN, Bruxelles : European Commission. 190 p. (JRC Science and Policy Reports, n. EUR 27260). <http://doi.org/10.2791/967875>
 25. **Imami D., Shkreli E., Zhllima E., Canavari M., Chan-Halbrendt C., Cela A. (2016).** Analysis of consumers' preferences for typical local cheese in Albania applying conjoint analysis. *New Medit*, 01/09/2016, vol. 15, n. 3, p. 49-55. http://newmedit.iamb.it/edizioni_new_medit,229,229,2016,164,1074,analysis-of-consumers%E2%80%99-preferences-for-typical-local-cheese-in-albania-applying-conjoint-analysis.htm
 26. **INSTAT. (2007).** *Programi i statistikave zyrtare (2007 – 2011)*. Tirana (Albania) : Instituti i Statistikave të Shqipërisë. 64 p.
 27. **INSTAT. (2012).** *Programi i statistikave zyrtare (2012 – 2016)*. Tirana (Albania) : Instituti i Statistikave të Shqipërisë. 174 p.
 28. **INSTAT. (2017).** *Programi i statistikave zyrtare (2017 – 2021)*. Tirana (Albania) : Instituti i Statistikave të Shqipërisë. 2561 p.
 29. **International Monetary Fund. (2016).** *Albania : selected issues*. Washington : IMF. 40 p. (IMF Country Report, n. 16/143). <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2016/cr16143.pdf>
 30. **Jouve A.-M. (ed.). (2009).** *Transitions foncières dans les Balkans : Roumanie, Albanie, Grèce*. Montpellier (France) : CIHEAM-IAMM. 108 p. (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens, n. 82). Les Frontières de la Question Foncière. Enchâssement Social des Droits et Politiques Publiques, 2006/05/17-19, Montpellier (France). <http://om.ciheam.org/option.php?IDOM=383>
 31. **Kercuku-Biba H. (2001).** *Analyse des circuits d'approvisionnement en lait et produits laitiers en Albanie : étude du district frontalier de Sarande*. Mémoire (DEA Géographie : Mutations Spatiales, Développement, Réseaux, Littoraux) : Université Paul Valéry Montpellier 3, (France). 145 p.
- (e)
32. **Kercuku-Biba H. (2003).** *Dynamiques sectorielles et transition économique en Albanie : le cas de l'évolution de la filière lait, 1990-2000*. Montpellier (France) : CIHEAM-IAMM. 141 p. (Master of Science, n. 52). http://www.iamm.fr/ressources/opac_css/doc_num.php?explnum_id=4441
 33. **Lerin F., Marku S. (2010).** Mobilités spatiales et développement en Albanie : enseignement de la transition post-communiste et enjeux d'avenir. 17 p. 4. Conférence internationale de Démographie des Balkans, 2010/05/13-15, Budva (Monténégro). Communication écrite. Session 5 : enjeux et défis pour l'aménagement.
 34. **MARDWA. (2015).** *Rural development programme 2014-2020 under instrument for pre-accession assistance (IPA)*. Tirana : Ministry of Agriculture, Rural Development and Water Administration. 192 p. <https://www.gtai.de/PRO201509025004>
 35. **Marku R. (2016).** *Analyse des choix publics et des indicateurs sectoriels : agriculture et développement rural en Albanie 1991-2015*. (Projet de stage). Projet de stage Master 2 Gestion des territoires et développement local - Parcours : Gestion agricole et territoires (GAT).

36. **MDRGE. (2009).** *Statistical yearbook*. Tirana (Albanie) : Ministria e Bujqesise, Ushqimit dhe Mbrojtjes Konsumatorit. 132 p.
37. **MDRGE. (2009).** *Statistical yearbook*. Tirana (Albanie) : Ministria e Bujqesise, Ushqimit dhe Mbrojtjes Konsumatorit. 144 p.
38. **MDRGE. (2007)a.** *Strategjia ndër-sektoriale shqipëtare e zhvillimit rural,(skzhr), 2007-2013*. Tirana (Albanie) : Ministria e Bujqesise, Ushqimit dhe Mbrojtjes Konsumatorit. 38p.
39. **MDRGE. (2007)b.** *Strategjia Sektoriale e Bujqësisë dhe Ushqimit (SSBU), 2007-2013*. Tirana (Albanie) : Ministria e Bujqesise, Ushqimit dhe Mbrojtjes Konsumatorit. 57 p.
40. **MDRGE. (2003).** *Statistical yearbook*. Tirana (Albanie) : Ministria e Bujqesise, Ushqimit dhe Mbrojtjes Konsumatorit. 136 p.
41. **Medolli B. (2017).** *Analyse stratégique d'une filière dans la perspective de la création de signes de qualité et d'origine : les productions animales dans le Has albanais*. Montpellier (France) : CIHEAM-IAMM. 93 p. (Master of Science, n. 146).

(f) http://www.iamm.ciheam.org/ress_doc/opac_css/doc_num.php?explnum_id=15378

42. **Ministria e Ekonomise. (1991).** *Statistical yearbook of Albania*. Albanie : Ministria e Ekonomise, Drejtoria e Statistikes. 374 p.
43. **Skreli E., Kunkell D., Biba G. (2001).** Dualisme de l'agriculture et politique agricole. In : Civici A., Lerin F. (eds.). *L'agriculture albanaise : contraintes globales et dynamiques locales*. Montpellier (France) : CIHEAM-IAMM. p. 39-48. (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches, n. 28).
<http://ressources.ciheam.org/om/pdf/b28/CI020090.pdf>
44. **World Bank. (2001).** *Albania : public expenditure and institutional review. Volume II : main report*. Washington : World Bank. 171 p. (Report n. 21857-ALB).

(g) <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/15522>

45. **World Bank Group. (2015).** *Country Partnership Framework for Albania 2015-2019*. Tirana : World Bank. 88 p. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/23126>
46. **Xhaxhiu D., Uruci M. (2002).** *Report on milk production evaluation and dairy industry in Albania*. GTZ Project "Agricultural Policy Advice" to the Albanian Ministry of Agriculture and Food, Tirana/Albania. Cité par Petrick M., Schreiber C. Weingarten P. (2004). *Competitiveness of milk and wine production and processing in Albania*. Halle : IAMO. p. 15. (Discussion Paper, n. 68).

(h) <http://digital.bibliothek.uni-halle.de/pe/download/pdf/1670035?originalFilename=true>

(i)

Sites Internet :

- **Banque Mondiale.** *Databank.* [Consulté le 09/2017]. <http://databank.banquemonddiale.org/data/>
- **Banque d’Albanie.** [Consulté le 06/2017]. <https://www.bankofalbania.org/>
- **European Commission.** *Eurostat.* [Consulté le 10/2017]. <http://ec.europa.eu/eurostat>
- **FAO.** *FaoStat.* [Consulté le 10/2017]. http://faostat3.fao.org/browse/Q/*/F
- **FAO.** *Les Statistiques à la FAO.* [Consulté le 05/2017]. <http://www.fao.org/statistics/fr>
- **INSTAT,** Institut national de statistique en Albanie. [Consulté le 09/2017]. <http://www.instat.gov.al/>
- **MADRGE,** Ministère de l'agriculture, du développement rural et de la gestion de l'eau [Consulté le 07/2017]. <http://www.bujqesia.gov.al/>
- **ONU.** *UN Comtrade Database.* [Consulté le 10/2017]. <http://comtrade.un.org/>

Annexes

Annexe 1 - Les différentes subdivisions administratives de l'Albanie et leurs compétences

○ *La nouvelle division administrative et territoriale*

Le 31 juillet 2014, le Parlement a adopté la loi 115/2014 « sur la division administrative et territoriale des unités gouvernementales locales dans la République d'Albanie ». Le but de cette loi est de réformer un des échelons administratifs, à savoir les unités de gouvernance locales : municipalités et communes. Leur nombre a été fortement réduit puisqu'il est passé de 373 à 61 (Gontard, 2016). La carte 1 présente ces nouvelles unités de gouvernance locale, délimitées en bleu. Les anciennes frontières des communes et municipalités sont en pointillés (carte annexe 3).

La nouvelle organisation territoriale a pour but la consolidation des municipalités en développant leur capacité à offrir à des citoyens des services d'une plus haute qualité et l'amélioration de l'efficacité des ressources. Ce projet s'appuie sur trois objectifs importants (Reforma Administrative Territoriale, 2017) :

- **Objectif 1 : L'amélioration des services pour les citoyens** : La réforme administrative et territoriale conduira à un renforcement de l'efficacité administrative, professionnelle, et technique de la gouvernance locale. Les unités administratives (les communes) vont continuer d'offrir des services réduits pour chaque citoyen de la nouvelle municipalité.
- **Objectif 2 : L'amélioration de l'efficacité et de bien-être au niveau local** : Cette réforme améliorera le bien-être et offrira des services publics plus efficaces des gouvernances locales ; la collection plus effective des impôts ; la promotion et l'encouragement du développement économique local durable.
- **Objectif 3 : Le renforcement de la gouvernance locale, des citoyens et des communautés** : La réforme renforcera également la gouvernance locale à travers la décentralisation et l'allocation de plus de fonds publics. Organisée en 61 municipalités, la gouvernance locale aura plus des possibilités pour participer à des projets de coopérations internationales, pour tirer plus de fonds par l'UE et d'autres donateurs, pour négocier avec des gouvernances centrales et coopérer plus largement entre les municipalités et les communes.

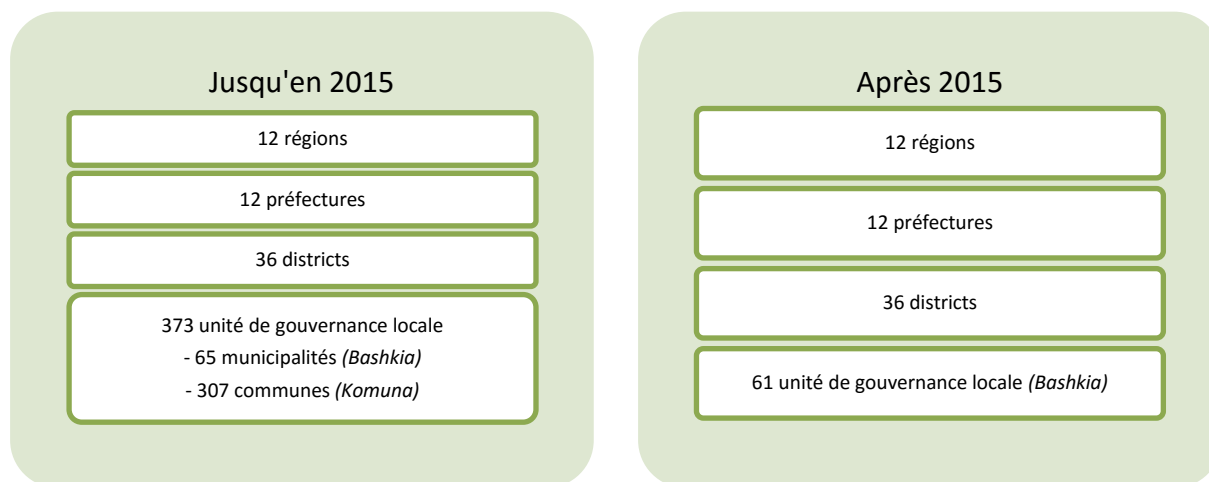
Les motivations de cette réforme sont nombreuses, elles sont détaillées dans le rapport (*The Parliament of Albania* 2014). Les principaux problèmes du précédent découpage étaient :

- Un niveau important de fragmentation. Les coûts administratifs devenaient élevés par rapport à la population puisque 75% de ces unités étaient composées de moins de 5 000 habitants, conséquence notamment de l'exode rural important en Albanie ces 25 dernières années.
- Des ressources humaines souvent limitées, ce qui rendait difficile l'exercice de toutes les fonctions accordées à ces unités et la mise en place de certains services.
- Le peu de revenus de certaines unités, qui étaient censées développer une certaine autonomie financière. La situation était surtout délicate pour les unités les moins peuplées ou celles situées dans les régions les plus pauvres.
- La nécessité de mettre en place des politiques de développement rural qui s'alignent aux exigences de l'intégration européenne, soit une gouvernance à plusieurs niveaux, dont le niveau régional.
- La difficile décentralisation des compétences de l'Etat vers des unités aux capacités limitées.

La figure au-dessous montre les différentes subdivisions administratives de l'Albanie. Depuis la réforme territoriale de 2010 ce pays est tout d'abord divisé en douze régions ou (*Qark*) en albanais. Les frontières des régions et des préfectures sont identiques. Le préfet est le représentant du conseil des ministres et coordonne l'activité des institutions centrales au niveau local (Conseil de l'Europe 2013). Les régions

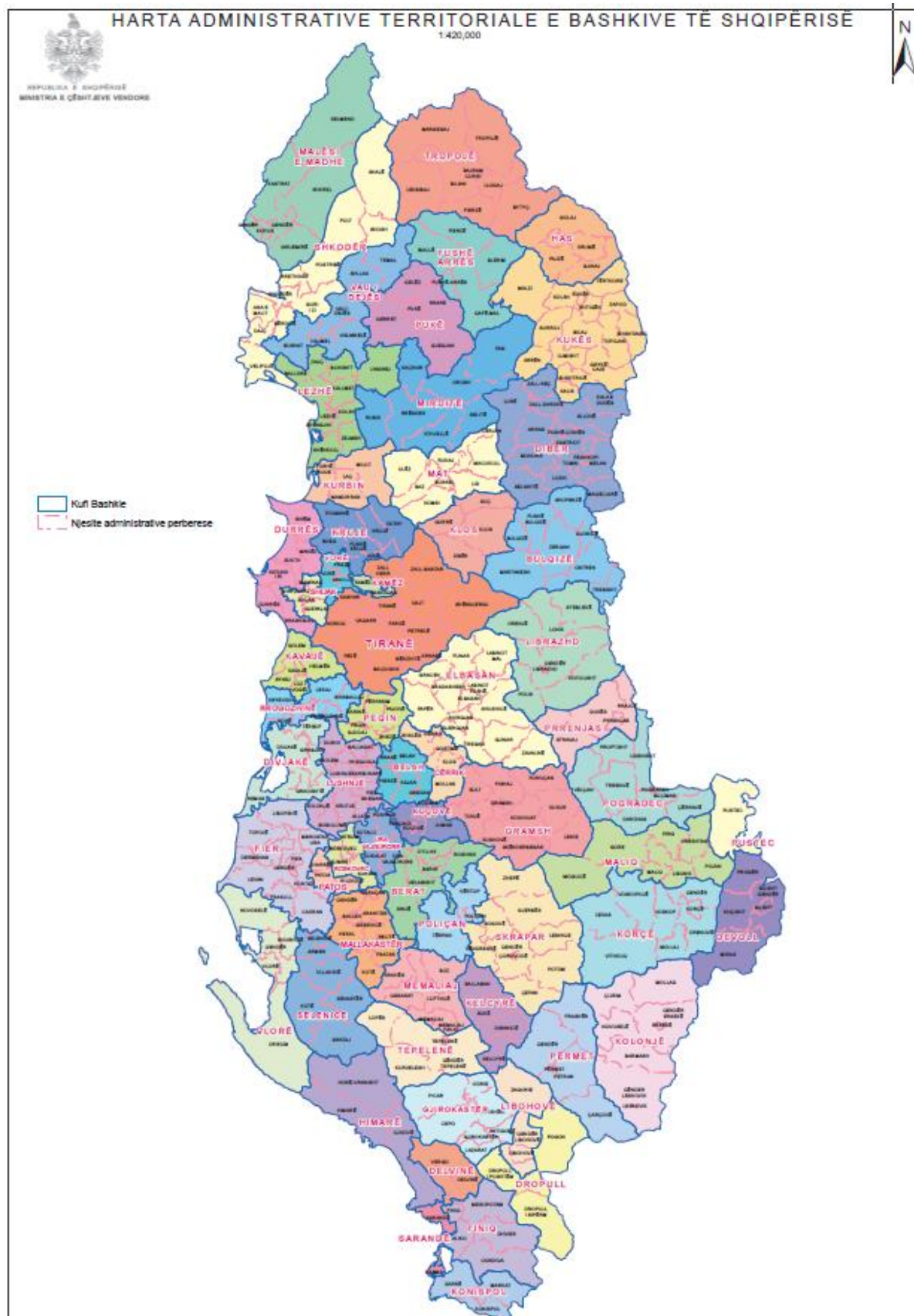
administratives sont divisées en districts (*rreth*). Il existe 36 districts en Albanie, en moyenne entre trois et cinq par région. Depuis 2010, ces districts n'ont plus de valeur juridique, ils continuent cependant d'être une échelle de référence, notamment dans les statistiques. Ces districts sont ensuite partagés en 61 unités de gouvernance locale, autrement dit municipalités (*Bashkia*). Avant la dernière réforme territoriale de 2014, il y avait 373 unités de gouvernance locale partagées en 65 municipalités pour les zones urbaines et 307 communes (*Komuna*) pour les zones rurales (Gontard, 2016).

Annexe 2 - Le découpage territorial de l'Albanie avant et après 2014



Source : élaboration personnelle

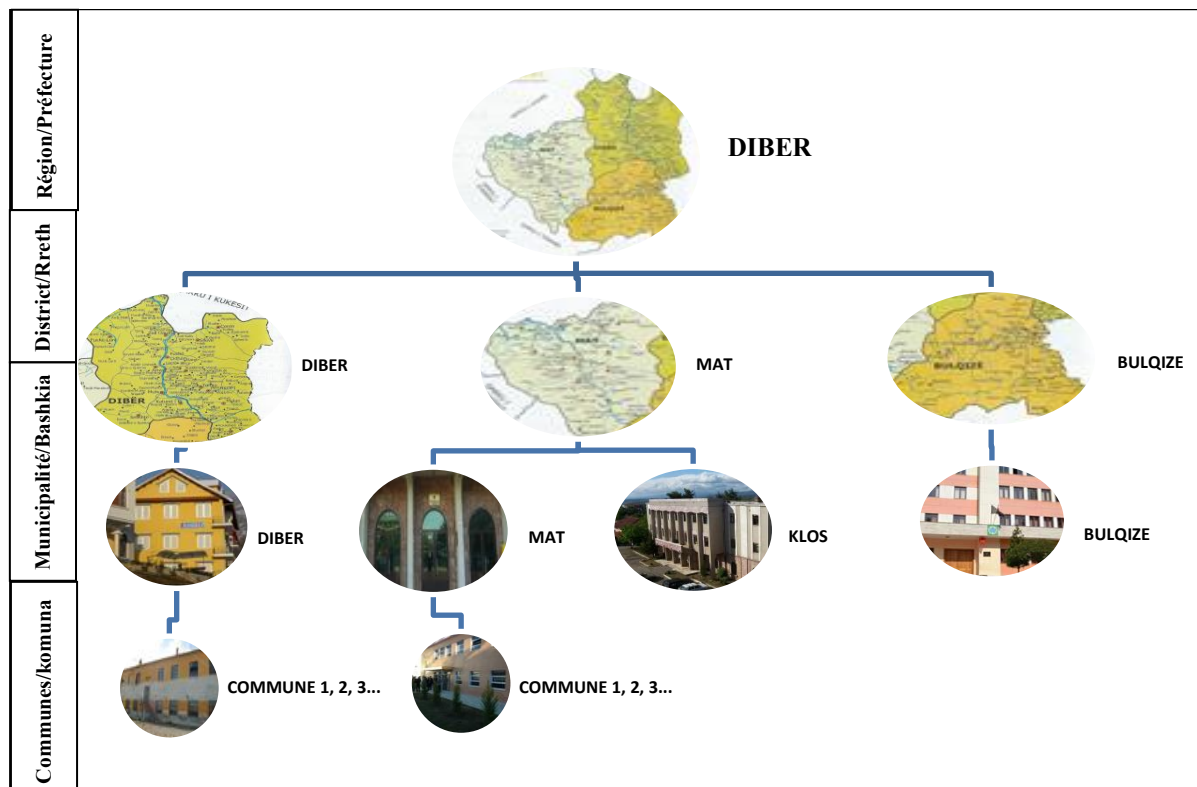
Annexe 3 - Carte, les 61 nouvelles unités de gouvernance locale



Source : La Reforme Territoriale et Administrative, http://www.reformaterritoriale.al/images/presentations/Harta_12_qarqe.pdf, 2017

Afin de bien illustrer les découpages administratifs de l'Albanie, nous avons montré schématiquement dans la figure suivante le cas d'une région albanaise : Dibër.

Annexe 4 - La schéma de la nouvelle division administrative et territoriale de Dibër



○ *Le cas du système national*

La 1^{ère} enquête est réalisée auprès des institutions responsables (MADRGE et INSTAT) pour la collection des données agricoles et d'élevage. Un spécialiste dans le secteur des politiques agricoles et un autre dans le secteur des statistiques agricoles m'ont fourni la méthode et les problèmes par rapport à deux formes des sources utilisés en Albanie, celle de l'enquête par sondage et les données administratives. D'après eux, le recueil et l'extrapolation des données à travers l'enquête annuelle par sondage sont plus facile que la gestion des données administratives. Ces derniers, qui sont les seules sources pour la période 2012-2015, devaient théoriquement être des données plus précises parce qu'elles se recueillent pour chaque exploitation au niveau du village. En effet, ces données sont déformées pour différentes raisons par les différents agents dont nous parlerons dans la partie suivante. La base de données administrative concernant le secteur de l'élevage est construit selon la méthode suivante :

- Le nombre de têtes de bétail représente le nombre de têtes selon la catégorie de bétail tout au long de l'année. Leur quantification est basée sur le mouvement du bétail pour chaque catégorie : bovins, ovins, caprins et porcins.
- La base pour faire des estimations sur le bilan des produits animaux par les agents de terrain est l'état de l'élevage. L'évaluation de la production de lait de bovins est faite en se basant sur le nombre annuel moyen, qui résulte du mouvement de l'élevage et sur le rendement moyen du lait

des bovins calculée par le MADRGE. La même logique est également suivie pour la production de lait d'ovins et de caprins.

- En ce qui concerne la production de viande, l'évaluation pour chaque catégorie est basée sur le mouvement de l'élevage (nombre de têtes abattues) et sur le poids moyen de têtes abattues

Annexe 5 - Liste des sources des données statistiques

<i>Références</i>	Banque Mondiale	Banque de l'Albanie	MADRGE	INSTAT	Faostat	Comtrade
<i>Les Indicateurs</i>						
- Les programmes quinquennaux des statistiques officielles			2007 - 2021			
- Sources principales sur les données agricoles			Annuaire Statistique 2011			
- Variation du volume du PIB	1989 - 2016					
- PIB per capita	1989 - 2016					
- Inflation des prix à la consommation		1990 - 2015				
- Le taux de chômage		1990 - 2006		2007 - 2015		
- Variation du volume du PIB Agricole	1990 - 2016					
- La structure de l'économie -% du PIB	1989 - 2016					
- La structure de l'emploi				2000 - 2015		
- Productivité du travail par personne				2000 - 2015		
- L'occupation du sol				1938 – 2015 (Biba + INSTAT)		
- La taille moyenne de l'exploitation selon la région				2012		
- Les nombres et la taille des exploitations				1996 - 2015		
- La valeur de la production agricole				2000 - 2011		
- Indice de la production brut					1988 - 2014	
- Le revenu brut de l'agriculture et de l'élevage selon la région				2012		
- Evolution des nombre des ruminants d'élevage				1998 - 2015		
- Evolution de la production du lait				1998 - 2015		
- Evolution de la production de la viande des bovins et des petits ruminants				1998 - 2015		
- Evolution du nombre de porcs et des volailles				1998 - 2015		
- Evolution de la production de la viande de porcs et des volailles				1998 - 2015		
- La structure de la production de la viande et de lait en 2014					2014	
- Le commerce extérieur de marchandises						2015
- Commerce de marchandises avec les principaux partenaires						2015
- Le bilan de commerce extérieur des produits agroalimentaire						1996 - 2015
- Ressources et emplois et le taux d'approvisionnement de la production de la viande					1990 - 2013	
- Le taux d'autosuffisance pour la production de la viande rouge et de la viande blanche					1990 - 2013	
- Ressources et emplois et le taux d'approvisionnement de la production du lait					1990 - 2013	
- La consommation de viande					1990 - 2013	

- La consommation annuelle de la viande rouge et de la viande blanche					1990 - 2013	
- Evolution de la consommation du lait					1990 - 2013	
- Consommation brute en kg/tête/an de l'Albanie et certain pays EU, 2013.					2013	
- La structure de la consommation du lait en Albanie				2011		

Annexe 6 - Variation du volume du PIB (en % par rapport à l'année précédente) et le PIB per capita (1989-2016)

série Name	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PIB par habitant (\$ US courants)	723	639	349	218	381	619	761	1046	750	865	1098	1176	1327	1454	1891	2417	2709	3005	3603	4371	4114	4094	4437	4248	4415	4576	3954	4147
Croissance du PIB (% annuel)	10	-10	-30	-7	10	8	13	9	-11	9	14	7	8	4	6	6	6	5	6	8	3	4	3	1	1	2	3	3

Source : Banque Mondiale

Annexe 7 – La structure de l'économie de 1990 à 2016 (% du PIB)

série Name	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB)	36	39	52	55	54	56	37	33	30	27	26	24	24	24	23	21	20	20	19	19	21	21	22	23	23	23	23
Industrie, valeur ajoutée (% du PIB)	48	43	23	23	22	22	15	15	13	14	17	18	20	23	25	25	26	25	29	28	29	28	26	26	25	24	24
Services, etc. valeur ajoutée (% du PIB)	16	18	25	22	25	22	47	52	56	59	57	57	56	52	52	54	53	55	52	52	51	51	52	51	52	53	53

Source : Banque Mondiale

Annexe 8 - Inflation des prix à la consommation entre 1990 et 2015

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Inflation (moyenne annuelle en %)	4,7	104,5	236,6	30,9	15,8	6,0	17,4	42,1	8,7	-1,0	4,2	3,5	2,1	3,3	2,2	2,0	2,5	3,1	2,2	3,7	3,4	3,5	2,0	1,9	1,6	1,9

Source : Biba (2001) et Banque de l'Albanie (2001, 2003, 2006, 2010, 2015)

Annexe 9 - L'évolution du taux de chômage (en % de la population active)

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Taux de chômage en %	9,8	20	26,5	22,3	18,4	13,1	12,4	14,9	17,8	18	16,9	14,6	15,8	15	14,6	14,2	13,8	13,5	13,2	13,8	14,2	14,3	13,8	16,4	17,9	17,5

Source : INSTAT

Annexe 10 – Les produits animaux (1990 -2015)

	In thousands of units																									
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Viande (poids vif)	92	84	84	87	101	105	105	104	106	111	112	114	118	123	129	133	137	158	141	143	145	148	150	153	155	158
Bovins	40	38	43	44	51	56	59	59	58	61	63	62	64	65	66	68	69	83	66	66	68	69	69	70	71	71
Porcs	18	13	9	9	9	9	9	10	10	10	10	10	11	12	13	15	15	16	16	16	16	17	17	17	18	17
Petit ruminants	25	26	30	30	37	37	33	31	33	35	35	37	38	38	42	41	44	46	43	44	44	45	48	49	50	53
Volailles	9	6	3	3	4	4	4	4	5	5	4	4	6	8	9	9	10	13	16	17	17	17	16	17	17	17
Laine	2,9	2,8	2,9	3,2	3,3	4,0	3,0	3,0	3,0	3,5	3,0	3,3	3,3	3,1	3,3	3,4	3,2	3,8	3,0	3	3	3	3	3	3	3
Lait	517	527	612	671	800	968	1 044	850	861	908	948	984	1 010	1 060	1 064	1 076	1 102	1 016	1 040	1 045	1 070	1 101	1 105	1 131	1 133	1 131
vache	421	423	486	537	644	791	895	708	722	761	807	840	904	904	917	930	956	868	895	907	930	955	957	969	965	964
brebis	44	47	55	59	73	82	70	68	72	74	70	72	74	74	75	75	75	75	77	75	77	79	81	84	89	87
chèvre	53	57	70	75	83	96	79	74	67	73	71	72	81	81	72	71	71	73	68	63	63	67	67	78	79	80
œufs en million	343	271	270	276	285	285	314	337	397	414	530	608	660	720	780	738	716	736	803	811	846	858	887	830	835	830
Miel	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,5	0,7	0,6	0,8	0,9	1,1	1,2	1,2	1,2	1,9	1,8	2,1	2,1	2,5	2,7	2,8	2,8	3,0	3,0	3,0	3,2

Source : INSTAT

La thèse *Master of Science* du CIHEAM

Le cycle de formation approfondie donnant lieu au diplôme de *Master of Science* (MSc) du CIHEAM est constitué d'une année de formation, après le Master 2, consacrée à un travail personnel conduisant à la rédaction d'une thèse soutenue devant un jury international.

La thèse de *Master of Science* est le résultat d'un travail de terrain et de recherche pour approfondir le sujet abordé dans le cadre du mémoire de Master 2, aussi bien sur le plan théorique que sur le plan d'application des outils et méthodes. C'est aussi un travail d'initiation à la recherche ou à l'activité professionnelle permettant l'application critique des connaissances, techniques et méthodes acquises. Ce travail peut avoir lieu à la suite d'accords avec d'autres institutions ou universités.

La collection *Master of Science* du CIHEAM publie et valorise les meilleures thèses des étudiants de Montpellier ayant obtenu la « mention publication » lors de la soutenance. L'objectif de cette collection est de donner l'occasion aux étudiants du pourtour méditerranéen de réaliser une première publication et de faire connaître leurs travaux de recherche.

CIHEAM's *Master of Science thesis*

The programme giving access to the diploma of Master of Science (MSc) of CIHEAM is an advanced training that lasts one year after Master 2 and is devoted to an individual work for the writing and defence of a thesis before an international jury.

The Master of Science thesis is the result of a field work and research aimed to deepen the topic addressed in the Master 2 dissertation both in theoretical and in technical terms (application of tools and methods). It is also an introductory work to research and to professional activity allowing critical application of acquired knowledge, techniques and methods. This work can take place as a result of agreements with other institutions or universities.

CIHEAM's Master of Science collection publishes and promotes the best theses of students of Montpellier who were awarded the "publishable work" distinction during the defence. The objective of this collection is to provide opportunities for students around the Mediterranean to achieve a first release and publicize their research.

CIHEAM

**Centre International de Hautes Etudes
Agronomiques Méditerranéennes**

***International Centre for Advanced
Mediterranean Agronomic Studies***

Secrétariat Général / General Secretary

11, rue Newton
75116 PARIS

Tel. : (33) (0)1 53 23 91 00 – Fax : (33) (0)1 53 23 91 01
Web : www.ciheam.org



**Instituts Agronomiques Méditerranéens
Mediterranean Agronomic Institutes
(IAM)**

Bari - Chania - Montpellier - Zaragoza

IAM - Bari

Via Ceglie 9

70010 Valenzano, Bari, Italy

Tel. : (39) 080 4606111 – Fax : (39) 080 4606206

Web : www.iamb.ciheam.org

IAM - Chania

Alsyllo Agrokipio, 1 Makedonias str

73100 Chania, Crete, Greece

Tel. : (30) 28210 35000 – Fax : (30) 28210 35001

Web : www.maic.ciheam.org

IAM - Montpellier

3191, Route de Mende

34093 Montpellier Cedex 5, France

Tel. : (33) (0)4 67 04 60 00 – Fax : (33) (0)4 67 54 25 27

Web : www.iamm.ciheam.org

IAM - Zaragoza

Av. Montañana 1005

50059 Zaragoza, Spain

Tel. : (34) 976 71 6000 – Fax : (34) 976 71 6001

Web : www.iamz.ciheam.org

Marku R. (2018). *Analyse statistique et cartographique du secteur de l'élevage en Albanie depuis 1990*. Montpellier (France) : CIHEAM-IAMM. 76 p. (Master of Science, n.160).

Résumé : L'agriculture albanaise joue un rôle fondamental en termes économique (23% du PIB), social (environ 41% de la population active travaille dans le secteur agricole) et de gestion du territoire. La privatisation massive et rapide au cours de la chute du communisme à la fin de l'année 1991 a transformé les grands domaines collectifs en micro-exploitations. Aujourd'hui, on compte environ 350 000 micro-exploitations parmi lesquelles 86% exercent de la polyculture-élevage. Le secteur de l'élevage, pour la plupart basé sur des systèmes pastoraux, offre plus que la moitié de la valeur de la production agricole. Cette particularité nous a amené à étudier la structure du secteur agricole avec un focus sur le secteur de l'élevage sur une longue période (1990-2016). En effet, le poids réel de l'agriculture et de l'élevage fait souvent l'objet d'un débat, tant au niveau local qu'au niveau national. L'une des principales raisons, entre autres, de la faible fiabilité des chiffres est la manière dont ils sont collectés et agrégés. Ce mémoire présente donc une analyse, dans un premier temps, du fonctionnement de l'appareil statistique albanais, et dans un deuxième temps, l'analyse des indicateurs macro-socio-économiques agricoles, particulièrement pour le secteur de l'élevage.

Mots clés auteur

Albanie, élevage, agriculture, fermes, micro-exploitations, indicateurs statistiques, indicateurs macro-économiques, production animale, commerce, lait, viande, produits agricoles.

Title: *Statistical and cartographic analysis of the Albanian livestock sector since 1990.*

Abstract: *Albanian agriculture plays a fundamental role in the national economy (23% of the GDP), local society (approximately 41% of the population works in the farming sector) and territorial management. The massive and rapid privatization observed during the fall of the communist regime at the end of 1991 transformed the big collective holdings into micro-farms. Today, there are around 350,000 micro-farms, 86% of which represent mixed crop-livestock practices. Primarily based on pastoral systems, the livestock sector generates more than half of the agricultural production value. This particularity encouraged us to study the structure of the farming sector by focusing on the livestock sector over a long period (1990 to 2016). The real weight of agriculture and livestock is often the subject of debate, both at local and national levels. One of the main reasons for the poor reliability of figures is the way they are collected and aggregated. This master's thesis initially presents an analysis of how the Albanian statistical apparatus works, followed by an analysis of the agricultural macro-socioeconomic indicators, in particular for the livestock sector.*

Author keywords

Albania, livestock, agriculture, farms, micro-farms, statistical indicators, macro-economic indicators, animal production, trade, milk, meat, farm products.